

COMMISSION de Législation civile et criminelle

(ANNÉE 1924)

Président :

M. BOIVIN-CHAMPEAUX.

Vice-Présidents :

MM. RATIER (Antony), POULLE (Guillaume).

Secrétaires :

PETANGIER, MORAND.

Membres :

	MM.
BOUILLLOUX.	LAURAINÉ.
COGNE.	LEBERT. —
DENET (Guillaume).	LEMARIÉ.
CHAUTEMPS (Alphonse).	LISBONNE.
CRÉMIER (Fernand).	LOUBET (J.).
DUPLANTIER.	MARTIN (Louis).
EGCARD.	MASSABEAU.
FENOUX.	MAZURIER. —
GARDEY.	DE MONTAIGU.
GERBE.	PÈRES.
GOUGH (René).	POL-CHEVALIER.
GOURJU.	RABIER (Fernand).
GRAND.	RICHARD.
GILLIER.	SAVARY.
HELMER.	VALLIER. —
DE LAS CASES (Emmanuel).	

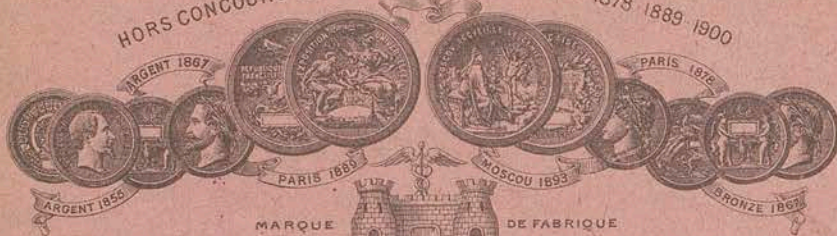
Commission de
législation civile et
criminelle

Procès-verbaux

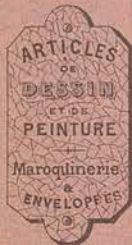
4^{ème} registre

FABRIQUE DE REGISTRES · COPIES DE LETTRES · CARNETS

HORS CONCOURS AUX EXPOSITIONS UNIVERSELLES 1878 1889 1900



MARQUE DE FABRIQUE

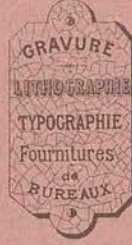


FORTIN & C^{IE}

59, Rue des Petits Champs

PARIS

USINE : 184, Faubourg St-Denis



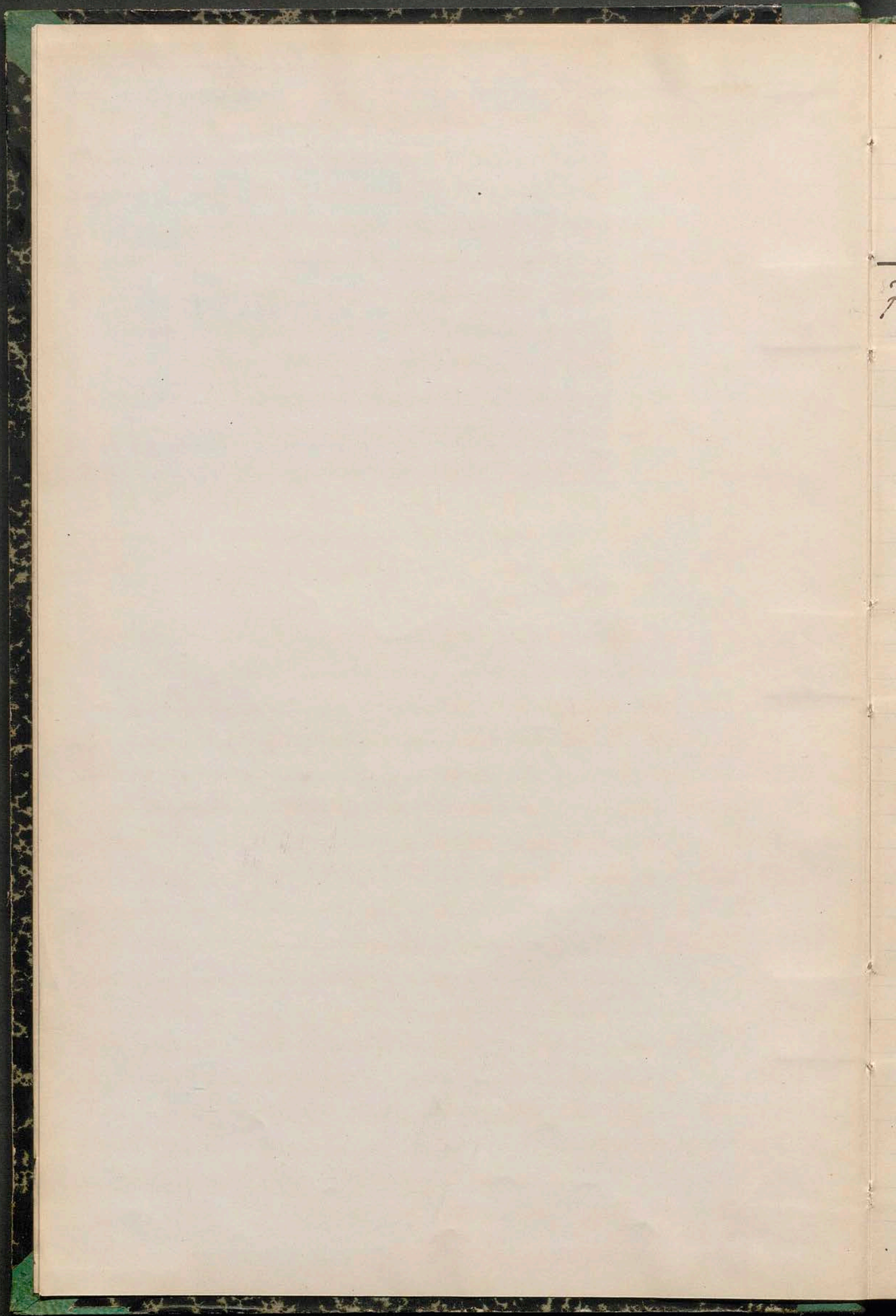
N^o _____

Pour avoir un Registre semblable, il suffit de rappeler le Numéro ci dessus

Secrétaire - adjoint
de la Commission :

Edouard Lévy
Docteur en Droit
11^{bis} rue Larrey
Paris V^e

695231





Commission de législation civile et criminelle

Année 1923 (nov-déc.) et année 1924

73^e Séance

Séance du mercredi 2 novembre 1923

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président ;
Guillaume Poulle, secrétaire ; Savary, Jean
Richard, Gerbe, Rabier, Louis David,
Catalogne, Grand, Lémery, Gourji, Mazurier,
et André Lebert.

I
Affaires
nouvelles.

M. Poulle est désigné comme rapporteur :

1^o La proposition de loi de M. Louis Martin
relative à la communication des maladies
vénériennes (n^o 240 du registre d'ordre —
Imprimé 592 de 1923)

2^o du projet de loi portant révision du
code de justice militaire de l'armée de terre.
(n^o 247 du registre d'ordre — Imprimé 757 de 1923)

M. Mazurier est désigné comme rapporteur
du projet de loi, adopté par la Chambre des
députés, sur l'acquisition de la nationalité
française en Tunisie. (n^o 241 du registre
d'ordre — Imprimé 716 de 1923)

M. Gourji est désigné comme rapporteur de la prop^{on} de loi
adoptée par la Ch. des députés, tendant à réprimer le
délit d'abandon de famille. (n^o 242 du
registre d'ordre — Imprimé 673 de 1923)

2/
II
Rappels à la
Chambre pour
retards

M. Catalogne signale à la Commission que la Chambre des députés n'a pas encore statué sur divers projets et propositions de loi sur lesquels le Sénat s'est prononcé depuis longtemps, savoir :

Deux propositions de loi de M. Catalogne, tendant à modifier un certain nombre d'articles du Code de procédure civile, adoptées par le Sénat le 11 mars 1921 et le 27 juin 1922 (n^{os} 30 de 1921 et 160 de 1922)

Une proposition de loi relative à la suppléance des huissiers blessés et à l'institution de clercs assermentés, votée le 28 décembre 1922 (n^o 36 du registre d'ordre - Imprimés 12, 293, 480 et 735 de 1922).

M. le président écrira à M. Ignace, président de la Commission de la Chambre, pour lui rappeler l'urgence de ces propositions de loi.

III
Projet de loi
Sur le partage. M. le président donne lecture de son projet de rapport sur le projet de loi tendant à la modification des articles 826 et 832 du Code civil relatifs au partage. (n^o 191 du registre d'ordre - Imprimé 589 de 1922).

M. Gerle fait remarquer que la superficie de l'héritage à partager variera suivant le nombre d'héritiers et que, dès lors, la fixation du lot à quarante hectares n'a rien d'absolu.

M. Mazurier ajoute que tous les terrains ne peuvent être éparpillés au

3

Seul point de vue de la superficie, qui une vigne
a plus de valeur qu'une lande et que le
criterium doit se trouver dans le revenu
cadastral : ce revenu a été évalué en 1912.

M. le président propose de substituer le
chiffre de 20 hectares à celui de 40.

M. Gerbe met en lumière qu'il serait
injuste de priver le troisième enfant de son lot
de terre, sous prétexte que les deux aînés ont
suffi à cultiver le domaine avec le père.

M. Poulle répond qu'il aura sa part en argent.
M. Louis David voit dans le projet de loi
la restauration du droit d'aînesse.

M. Lémery n'y voit qu'un droit d'attribution
et rien de plus.

M. Gerbe souhaite qu'on évite le morcellement
de la propriété en évitant le partage.

M. Escart pose en principe que la réserve
est simplement un droit de créance : le
père aura donc le droit de léguer à l'un
de ses fils toute la terre, sans soule en
argent au profit des autres : M. Fleys,
directeur des affaires civiles, étudie en ce moment
un projet tendant à éviter le partage trop
fréquent des petites propriétés.

M. le président est résolument partisan de
l'égalité successorale entre les enfants :
si l'on réduit le lot à vingt hectares, on
aura ainsi évité le morcellement à l'infini.

M. Gerbe ne croit pas que l'égalité se
justifie lorsque certains des enfants ont
quitté la campagne pour la ville.

M. Poulle signale que la loi sur le bûche

famille insaisissable n'a pas donné les résultats qu'on en attendait.

M. le président demande si l'aliénation de la terre, sans l'hypothèque prévue au projet de loi, ne devrait pas avoir lieu sous cette condition qu'elle serait autorisée par le juge de paix. (Dénégations).

M. Poullé préférerait l'addition des mots : sauf en cas de décès.

La commission adopte la rédaction suivante : "pendant cinq ans, sauf en cas de décès."

M. Mazurier craint que l'on n'arrive à faire illégalement ce qu'on n'aura pas pu faire légalement.

M. le président suggère cette rédaction : "Pendant cinq ans, sauf en cas de décès, le domaine ne pourra être aliéné en tout ou en partie."

M. Mazurier fait remarquer que, si l'on n'ajoute pas "à la condition de payer les dettes", il sera impossible de vendre.

M. Gerbe propose : "..... interdiction de vendre avant cinq ans, sauf en cas de décès ou de paiement obligatoire des dettes dépendant de la succession."

M. Louis David propose : "..... pour éteindre le passif successoral".

M. Lebert pense que la crainte est chimérique car, avant de prendre possession de sa part, le copartageant, soit en moins prenant, soit au moyen d'un rapport, éteindra le passif successoral qui menace de le grever.

M. le président attire l'attention de la commission sur ce fait que le projet de loi

5

fait échec à l'article 815 du Code civil.

Sur l'article 4 du projet de loi, M. Gerbe craint de voir les copartageants qui auront exploité le domaine avec le decujus ou par eux-mêmes rester dans l'indivision pendant cinq ans.

M. Lémery réplique qu'il est rare que plusieurs héritiers aient cultivé ensemble le même bien pendant cinq ans.

M. Louis David demande si le projet de loi s'applique à des artisans qui auront fait exploiter le domaine par autrui. (Dénégation)

M. le président rappelle qu'on ne peut pas prévoir tous les cas particuliers.

(Le rapport est approuvé - M. Bouvin-Champeaux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

IV

Enonciations des
jugements de divorce.

M. Lémery donne lecture de son rapport sur la proposition de loi de M. Catalogne relative aux enonciations du dispositif des jugements de divorce et de séparation de corps.

(Le rapport est approuvé - M. Lémery est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à 17 heures et demie.

L'un des ^{secrétaires} ~~rapporteurs~~

Cy. Tenauer

Le président:

P. M. M. - L.

74^e Séance.

Séance du jeudi 22 novembre 1923

Présidence de M. Bouvin - Champeaux.

La séance est ouverte à quatorze heures.

Sont présents : MM. Bouvin - Champeaux, président ;
Ratier, vice-président ; Morand, Eccard, Gouzi,
Lebert, Lemaire, Guillier, Richard, Maguire,
Louis David et Fernand Crémieux.

Excusés : MM. Pouille, Penancier, Savary et Gouge.

†

Hausse des loyers. M. Morand rapporteur de la loi sur la hausse
des loyers, déclare que l'adoption de
l'amendement Gerbe par le Sénat l'a
surpris. Le Sénat avait maintes fois exprimé
son désir de voir le droit commun reprendre
son empire : il avait, au nom de la
commission, tâché de réaliser ce désir ; la loi de
1922 n'avait donné lieu à aucun mécompte,
l'amendement Gerbe a reculé l'espoir d'un
prompt retour au droit commun. L'ensemble
de la proposition de loi semblant compromise,
M. Morand avait eu envie d'abandonner ses
fonctions de rapporteur (Protestations).
S'il les conserve, c'est pour répondre au
sentiment de bienveillance de la
commission, de son président et du Sénat
tout entier. Mais il ne faut pas que la loi
reste lettre morte : or, l'adoption de
l'amendement va faire subir aux communes
de moins de 10.000 habitants un régime
qu'elles ne peuvent pas supporter.

2

Le prix des locations y est très inférieur à celui des villes et il y a des réparations que le propriétaire rural sera incapable de faire.

Trois amendements vont être discutés, ils sont de Mm. Hervey, Coignot et Brager de la Ville-Moyan. Ils proposent des taux beaucoup plus élevés et différents. Le rapporteur se propose de relever d'une façon sensible les taux précédents.

M. le président donne lecture des trois amendements.

M. Morand estime qu'il n'y a plus lieu de faire des distinctions suivant le montant des loyers, mais il propose de diviser la France en trois groupes:

- A - communes de population inférieure à 2 000 hab.;
- B - " " " de 2 000 à 20 000 habitants.
- C - " " " Supérieure à 20 000 habitants.

Dans le groupe A le loyer de 1914 ne pourra être augmenté au delà de 150 %; dans le groupe B, de 125 %; dans le groupe C, dans le département de la Seine et jusqu'à 50 km des fortifications de Paris, de 100 %.

M. Gourju déclare qu'il développera son amendement portant le chiffre de l'augmentation à 70 %, mais que d'avance il se rallie à l'avis de la commission.

M. Marquier propose le chiffre de 4 000 hab., attendu que, dans le centre de la France, les communes rurales dépassent quelquefois de beaucoup l'agglomération centrale.

Mm. Louis Darré et Gourju partagent cette manière de voir.

Mm. le président, Eccard, Ratier et Morand la combattent.

(Le chiffre de 2 000 habitants est adopté)

M. le président propose de rejeter les amendements

et j'adopter le texte qui vient d'être lu.

M. Morant pense que l'unanimité de la Commission pourra se faire sur le principe de l'augmentation de 100 pour 100. (adhésion).

M. Lebert développe un amendement à l'article 2 : pour lui le terme du 1^{er} août n'existe pas.

M. Louis Daris observe que la guerre a été déclarée le 2 août.

M. Morant signale que, sans toutes les lois antérieures à celle-ci, notamment la loi du 31 mars 1922, on a pris la date du 1^{er} août 1914.

M. Lebert accepte cette indication.

(La séance est levée à quatorze heures 45)

Le président :

L'un des secrétaires :

Ch. F. en ancre

P. M. M. - Ch. F.

75^{ème} séance.

Séance du mercredi 28 novembre 1923.

Présidence de M. Bouvin-Champeaux.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Bouvin-Champeaux, président ;
Gourji, Lebert, Eccard, Magurier, Savary, Richard,
Rabier, Massabuau, Pol Chevalier, Louis Martin,
Gerbe et Louis David.
Excusés : MM. Penancier, Poule et Loubet.

I
Distribution
l'affaire nouvelle.

M. Catalogne est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Bouvin-Champeaux, tendant à interdire les affiches dites panneaux, réclame sur le territoire des communes érigées en stations hydrominérales, climatiques et de tourisme. (n° 245 du registre d'ordre - Imprimé 745 de 1923).

II
Régularisation
de décrets.

La commission, lecture faite, adopte trois rapports de M. Eccard et l'autorise à les déposer sur le bureau du Sénat. Ces rapports régularisent des décrets ayant introduit en Alsace & Lorraine la loi du 30 déc. 1922 (Sursis aux expulsions de locataires) la loi du 29 déc. 1892 (dommages causés à la propriété privée par l'exécution de trav^x publics) la législation sur le contrat de transport par terre. Par contre on ajourne la régularisation du décret ayant introduit en Alsace et Lorraine la loi du 31 mars 1922, portant fixation définitive de la législation sur les loyers.

III
Fraudes sur les
beurre &
margarines.

M. Richard, rapporteur de l'avis sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification des articles 2 et 3 de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 25 juillet 1907, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (Imprimé 259 de 1912 - n° 177 du registre d'ordre) rappelle que l'article 3 de la loi de 1897 avait interdit la vente du beurre et de la margarine dans le même local. Pendant la guerre, cette interdiction fut suspendue, moyennant certaines précautions, une certaine quantité de margarine fut permise pour la vente et l'enveloppe devait porter des indications ne permettant aucune confusion. Les margariniers demandent le maintien de cet état de choses. La Chambre a adopté le projet de loi et la Commission du Commerce du Sénat a donné un avis favorable; la Commission de l'Agriculture, elle, a donné un avis défavorable, parce que de nombreuses falsifications ont été commises. M. Albert demande si les margariniers ne proposent pas de teinter la margarine. M. Richard répond affirmativement, mais le projet de loi n'en parle pas. Personnellement, il est défavorable à l'adoption du projet de loi. La Commission partage l'opinion de son rapporteur: l'avis ne sera pas déposé pour le moment.

IV

Article 345 du
Code d'Instruction
Criminelle (Jury).

M. Lebert expose l'objet de la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier l'article 345 du Code d'Instruction Criminelle en vue de compléter les pouvoirs du jury. (n° 72 du registre d'ordre - Imprimé 62 de 1920)
M. Lebert n'est pas favorable à la proposition, il estime très dangereux de modifier la majorité exigée du jury: l'auteur de la proposition envisage des cas exceptionnels, pour lesquels la loi ne devrait être changée d'une façon aussi grave.

Les affaires arrivent à l'audience parfaitement instruites; le président peut demander un complément d'instruction, le ministère public peut aussi, cela suffit: le jury est là pour juger. la proposition de loi rendrait l'administration de la justice à peu près impossible dans certaines affaires, les complots anarchistes, par exemple.

M. Louis Martin cite quelques cas exceptionnels dans lesquels sa proposition se justifierait; néanmoins, il la retire et annonce qu'il en prépare une plus importante sur un sujet analogue.

V

Pouvoirs du Président
de Cour d'Assises.

M. Lebert expose l'objet de la proposition de loi de M. Lhopiteau, tendant à modifier les pouvoirs du président de Cour d'Assises. (n° 73 du registre d'ordre - Imprimé 2^e de 1913).
Il fait part à la commission des inquiétudes qu'inspire à M. Lhopiteau le pouvoir discrétionnaire du président de Cour d'Assises en matière d'interrogatoire de l'accusé et des témoins.

M. Lhopiteau propose la suppression de ce double interrogatoire. M. Lelièvre estime, au contraire, qu'il est indispensable pour arriver à la connaissance de la vérité. M. Lhopiteau invoque, comme argument, que les témoins peuvent ne pas répondre pour diverses raisons et que l'accusé peut être ridiculisé. Ces raisons n'infirmement en rien la nécessité de l'interrogatoire, qui apporte souvent des révélations. M. Lhopiteau voudrait que l'avocat pût interroger directement les témoins et que le président ne pût pas dire : "La question ne sera pas posée."

Mm. Rabier, Savary et Massabuau combattent cette proposition

M. Gourju demande que les choses restent en l'état.

(La proposition de loi n'est pas adoptée).

La séance est levée à 18 heures.

Le président :

d'un des secrétaires :
Puy. Des aeneis

P. B. M. - Phan

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président,
Vallier, Magurice Lebert, Catalogne, Morand,
Louis David, Massabuau, Jean Richard.
Excusés : MM. Lemarié, Duplantier, Loubet, Poulle
et Penancier.

I
Distribution
d'affaires nouvelles.

M. Lebert est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Jules Delahaye, sur la responsabilité des directeurs et administrateurs des sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit. (Imprimé 255 de 1923 - n° 219 du registre d'ordre).

M. Vallier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. René Renoult relative à l'extradition des étrangers. (Imprimé 696 de 1923 - n° 243 du registre d'ordre)

M. Massabuau est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier le 3^e de l'article 8 du code civil et à conférer irrévocablement la nationalité française aux individus nés en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né. (Imprimé 746 de 1923 - n° 246 du registre d'ordre).

II

Panneaux-réclame. M. Catalogue expose l'objet de la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux, tendant à interdire les affiches dites panneaux-réclame sur le territoire des communes érigées en stations hydrominérales, climatiques et de tourisme (numéro 24^e du registre d'ordre).

M. le président expose que la servitude ainsi imposée à la propriété privée est compensée par les avantages du classement de la commune en station climatique. La taxe des ~~panneaux~~ panneaux réclame sera, en fait, très peu réduite dans son rendement global, puisque la proposition de loi ne s'applique pas à toutes les communes de France. Il restera encore tous les panneaux-réclame dressés le long des lignes de chemin de fer.

M. Mazurier ajoute qu'il y en a jusque sur le mont-Blanc et demande ce qui se passera quand les communes auront affermé le droit de publicité.

M. le président répond qu'il faudra ventiler la partie du contrat correspondant au passé et la partie correspondant au temps non encore écoulé.

M. Catalogue propose qu'un délai d'application soit inséré dans la loi, dont le point de départ serait la promulgation de la loi.

M. Vallier signale qu'à proximité de la gare de Grenoble, la municipalité a fait placer des panneaux sur lesquels est écrit : "Ne quittez pas Grenoble sans voir son musée".

Depuis ce temps le nombre des visiteurs du musée a quintuplé.

Le musée est payant six jours par semaine.
M. Louis Dauri signale qu'à Arcachon
 sur les places publiques, il y a des propriétés
 privées, bordées de grilles. Au dessus de ces
 grilles il y a, sur des panneaux, de la
 réclame municipale: "promenades, tramways etc..."
M. Vallier signale qu'à Triage, au début de la
 Saison, il y a des panneaux portant: "Villa
 à louer". Dès que la location est faite, on
 enlève le panneau. Mais ces panneaux qui,
 il est vrai, déparent le paysage au printemps,
 sont établis sur le terrain du propriétaire de
 la villa à louer.

M. Catalogne propose l'addition des mots
 "industrielles ou commerciales" et promet
 à M. Vallier qu'une explication sera insérée
 dans le rapport, pour exclure les panneaux
 municipaux.

M. Mazurier, M. Massabiau et plusieurs membres
 de la Commission s'étonnent que la taxe
 sur ces panneaux-réclame donne un rendement
 aussi faible que celui qu'a indiqué M. Catalogne.
M. Catalogne répond que les chiffres indiqués
 par lui lui ont été fournis par le
 Ministère des finances.

M. le président engage M. le rapporteur à
 écourter tout l'exposé financier, qui
 susciterait des scepticismes.

M. Mazurier fait remarquer que, si les
 maisons de publicité ont déjà payé ces
 droits pour 1924, le fisc ne les leur
 restituera pas.

M. le président estime qu'il est inutile de

dire que les contrats sont résiliés : il n'y a qu'à laisser le droit commun s'appliquer et à insérer dans la loi une disposition d'après laquelle elle ne serait applicable qu'un an après la promulgation (adopté).

(Le rapport est approuvé - M. Catalogne est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.)

III

Naturalisation
à Tunis.

M. Mazurier donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur l'acquisition de la nationalité française dans la régence de Tunis. (n° 241 du registre d'ordre).

Le rapport est approuvé - M. Mazurier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

IV

Déconfiture.

M. le président fait observer à la commission que la proposition de loi sur la déconfiture soulève des questions très délicates et complexes. La Société d'études législatives n'a pas pu aboutir à des conclusions positives. Si le Gouvernement veut prendre l'initiative de cette affaire, il n'a qu'à déposer un projet de loi. (La commission décide de retirer cette question de son ordre du jour sine die).

La séance est levée à 17^h et demie.
Le président :

L'un des Secrétaires :

J. Guille

P. B. M. Guille

77^{ème} séance.

Séance du mardi 18 décembre 1923

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à neuf heures.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président —
 Penancier, secrétaire — Richard, Goury, Gerbe,
 Fernand Crémieux, Morand, Guillier, Eccard et Rabier.
 Excusés : mm. Ratier, Poulle, Fenoux et Duplantier.

I

Distribution
d'affaires
nouvelles.

M. Jean Richard est désigné comme rapporteur
 de la proposition de loi de M. Guillaume
 Poulle, ayant pour objet de compléter le
 paragraphe 1^{er}, numéro 3, de l'article 25 de la
 loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la
 médecine (Imprimé 801 — n° 250 du registre d'ordre).

M. Fenoux est désigné comme rapporteur :

1^{re} du projet de loi, adopté par la Chambre
 des députés, tendant à créer une deuxième
 chambre au tribunal de 1^{re} instance de
 Valenciennes et un siège de juge au trib^{al} de Grasse;
 2^e et 3^e de deux propositions de loi, adoptées
 par la Chambre des députés, tendant à la création,
 la première, d'une 3^e chambre au tribunal civil du Havre,
 la seconde, d'une 3^e chambre au tribunal civil de Sensailles.
 (Imprimés nos 789, 815 et 838 — nos 249, 251 et 253 du registre)

II

Hausses des loyers. M. le président expose que la Chambre des députés
 a repris intégralement son ancien texte en y
 adjoignant l'amendement de M. Penancier.
 Il y a eu, en outre, quelques amendements.
 Le Sénat n'a pas l'intention de se livrer à des

représentées. La commission fera autant de concessions qu'elle le pourra.

Article 1^{er} — Le Sénat avait voté l'extension de la loi à toute la France, alors que la commission proposait d'exclure les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants. La Chambre a exclu les communes d'une population inférieure à 4.000 habitants.

Sur ce point on peut accepter le texte de la Chambre, mais il y aurait lieu de supprimer les mots "ou agglomération" qui ne signifient rien.

La Chambre a supprimé l'exclusion des locaux de plaisance, comme les habitations estivales louées sur les plages à des étrangers, ou comme les cercles à Paris.

M. Gerbe déclare qu'il reprendra son amendement primitif, c'est-à-dire le texte déjà voté par le Sénat.

M. Penancier a voté l'amendement Gerbe, mais il est décidé à ne pas le voter une seconde fois, à cause des difficultés pratiques qu'il comporte.

M. Gerbe déclare que ces difficultés résultent du changement apporté par la Commission à l'article 4. Le taux de majoration a été augmenté jusqu'à 100%, même pour les communes qui n'étaient pas touchées par l'amendement Gerbe. Si on était resté à 75% ou à 70% et 80%, on se serait facilement entendu avec la Chambre des députés.

M. Guillier et plusieurs membres de la commission émettent des doutes sur ce point.

M. Gerbe ajoute que son amendement se présente cette fois-ci dans de meilleures conditions que la première fois, puisque le cadre de la loi de 1922 est brisé avec les commissions paritaires, l'amendement est

Sans Sanger.

(à l'unanimité, moins M. Gerbe, la commission accepte le chiffre de 4000 habitants).

Article 3^{er} - alinéa 2 -

M. Morand propose cette modification :

"toutes les dispositions des titres II et III de la loi du 31 mars 1922 auront effet jusqu'au 1^{er} janvier 1926, sans que les prorogations prévues au paragraphe 2 de l'article 7 puissent être inférieures à six mois."

M. Gerbe dit que ce texte ne s'appliquerait pas aux communes de 4000 habitants.

M. Morand fait observer qu'avec le texte de la Chambre des députés les dispositions de la loi de 1922 favorables aux propriétaires disparaîtraient, comme la dispense de l'avalément.

M. le président est d'un avis contraire : le délai seul changerait.

M. Penancier demande le maintien du § 2, mais sa mise en concordance avec le § 1^{er}.

(la commission admet les suggestions combinées de mm. Morand et Penancier).

Article 2. - M. Morand explique qu'il s'agit de l'obligation d'afficher le prix du logement vacant, assortie de sanctions pénales.

M. le président demande qui pourra intenter l'action ?

M. Guillier répond que ce sera le ministère public et qu'il n'y aura pas d'action directe.

M. Penancier ajoute que ce sera un délit conventionnel, puni par le tribunal correctionnel.

M. le président propose que l'article 463 du Code pénal soit applicable à ce délit.

Article 3 - M. le président demande qui pourra savoir que la majoration sera supérieure d'un quart à la limite légale. M. Fernand Crémieux répond que ce sera le candidat locataire.

M. Gouye fait observer qu'afficher une location, ce n'est pas louer, ce n'est qu'indiquer son intention.

Article 4 - M. Moran signale que la Chambre a supprimé les soupapes pour les propriétaires. M. le président le conteste : il y a l'article 8, alinéa 2, etc...

M. Penancier attire l'attention de la Commission sur les mots "seront fixés" : les prix des locations seront donc invariables?

Article 5. - M. le président déclare que le calcul de la majoration exposé en cet article est incompréhensible, mais que la Chambre y tient beaucoup. Pour sa part, il admet les commissions paritaires, malgré leur absurdité et leurs conséquences injustes.

Si on admet ces commissions, il faut aussi admettre les calculs compliqués de l'article 5.

M. Fernand Crémieux propose de renvoyer le développement de ces calculs à l'article qui concerne les commissions paritaires.

M. Gerbe estime que, d'après le texte

même de la Chambre des députés, les Commissions paritaires pourront faire tout ce qu'elles voudront.

(La commission accepte les Commissions paritaires)

M. le président pense qu'il faut donner à ces commissions une base de calcul et que la Chambre a voulu mettre de l'unité dans leurs estimations.

M. Penancier observe que dans cet article 5 il n'est pas parlé des charges.

M. le président déclare qu'il faut entendre l'augmentation du prix, charges non comprises (Dénégations).

M. Morand constate qu'il est indispensable de préciser, puisque la Chambre n'a rien dit sur ce point: il faudrait un article spécial pour les charges et les prestations.

M. Penancier croit que la Chambre les a comprises dans l'article 3, 2°: "Travaux d'entretien et représentation du département."

M. Morand dit que les "fournitures" (charbon etc...) sont exclues, ce qui porte l'augmentation à 90 ou 92 %. Il propose la suppression, au texte de l'article 5 de la Chambre, des mots "prestations".

Article 5 - M. Guilleis considère que 75% est un maximum, tout compris.

M. Morand se demande s'il faut entendre 75% du prix de 1914, augmenté des impôts, charges etc... ce qui ferait environ 90%.

M. Fernand Crémieux propose un texte qui réunirait les articles 5 et 6.

M. le président propose la suppression des mots: "Basé sur les opérations décrites en l'article 5."

M. Jean Richard suppose qu'à Paris 75% est un maximum, mais que le calcul peut conduire à un pourcentage moindre, puisqu'il est parlé de prix-limite.

M. le président pense, au contraire, qu'il s'agit d'un pourcentage invariable.

M. Morand fait observer qu'en fait le calcul de l'article 5 aboutit à plus de 75%.

M. Eccard demande si les 75% seront calculés sur le loyer de 1914, ou sur ce loyer augmenté des charges.

M. Morand répond que c'est sur le loyer seulement. (La commission supprime les mots : Cas sur etc.).

M. Morand propose 80%.

M. Gerlee, Guillier et Fernand Crémieux demandent 75% ; pour 5% il n'y a pas lieu de faire naître un conflit entre les deux chambres, d'autant plus que le Sénat avait admis 70 et 80%.

M. le président objecte que les deux Chambres accepteraient aisément 80% : au point de vue de la justice, les propriétaires paient tout plus de deux fois plus cher qu'en 1914 et il ne percevront pas une augmentation de 100 p. 100. Si on admet une taxe, il faut qu'elle soit raisonnable.

M. Crémieux rappelle qu'en cas de bail il y aura, en sus, une nouvelle augmentation de 10%.

M. Guillier répond à M. le président qu'il y a maintenant trop de propriétaires odieux ; ils exigent des pots-de-vin, ils sont les maîtres de la situation.

M. Gerlee ajoute qu'il ne faut pas envisager

seulement le revenu du propriétaire, mais son capital.

M. Rabier compare la situation du propriétaire avec celle des mineurs et des femmes mariées totales, dont les fonds ont dû être employés en rentes françaises 3%, actuellement dépréciées de moitié.

M. Gerbe affirme qu'on vend facilement les immeubles. M. Guillier le confirme: à Périgueux les immeubles ont triplé.

M. Jean Richard a voté les 100%; cette fois il ne veut pas créer un conflit pour 5%.

(M. le président s'abstient - M. Morand vote 80% - tous les autres membres de la Commission votent 75%)

M. Morand insiste pour que les charges soient en sus, car elles sont différentes suivant les immeubles. Il faut faire un sort plus dur aux logements de luxe. (adopté).

M. Morand explique qu'en ce qui concerne les charges on pourra traiter forfaitairement jusqu'à 10%: au dessus, ce sera interdit.

M. Gouy demande ce qui se passera pour ceux qui, antérieurement à la loi, auront accepté un forfait de 3%.

M. Morand répond que le contrat les liera.

M. Gerbe estime, au contraire, qu'il faut, même en ce cas, une réduction au profit du locataire.

Article 7 - M. Gerbe fait remarquer que la Commission a décidé qu'à Paris le prix-limite comprendrait les impôts et qu'ici il en est différemment.

M. le président signale que l'alinéa 6 de l'art 7 parle des fonds de la justice criminelle, qui sont infimes. Est-ce le département qui fera un secrétaire?

M. Gerbe constate que les voix des six locataires annuleront celles des six propriétaires et qu'en fait ce sera le juge unique.

M. Morand demande s'il faudra que les propriétaires ne soient pas en même temps locataires et vice versa. Il propose l'addition des mots "choisis sur la liste du jury d'expropriation".

M. président se plaint de ce que le législateur moderne emploie des conseillers de Cour d'appel à toutes sortes de besogne: ils sont partout, sauf à leur siège. à Angers, à Orléans etc... Les chambres de la Cour ne peuvent plus juger.

M. Gouju demande ce qui arrivera si le conseiller désigné devient indisponible.

M. Morand attire l'attention de la commission sur l'imprécision de l'alinéa 3 de l'article 7, la Chambre veut laisser la responsabilité des augmentations aux commissions paritaires, elle n'admet pas de limite absolue.

M. Gerbe demande qu'il soit dit que les évaluations seront faites par commune.

Dans le même département de Saône et Loire il y a 140 kilomètres du Chardonnais à la Bresse, il n'y a rien de commun entre ces deux régions. Il faudrait des commissions d'arrondissement, comme les commissions arbitrales.

M. le président répond que les commissions départementales seront plus indépendantes (la commission décide, à la majorité, que les commissions paritaires seront départementales)

M. Penancier demande ce qu'il faut entendre par "frais de justice criminelle" : ces expressions jurent avec "jury d'expropriation".

M. le président, au sujet du dernier alinéa de l'article 7, estime qu'un employé de la préfecture suffirait, sans créer un secrétariat spécial : c'est lui qui fera les convocations.

Article 8 - M. Morand signale que c'est le texte du Sénat.
M. Penancier demande qu'il soit précisé que 10% en cas de bail, c'est 10% sur le prix de 1914 et qu'au mot "prononcera" on substitue "pourra prononcer".

(M. Fleys, directeur des affaires civiles et du Sceau, est introduit.)

Article 9. M. Morand demande si le dernier alinéa a un caractère pénal.
 (admis).

(la commission examine simultanément les articles 10 à 14 inclus).

M. le président n'admet pas que le fait d'avoir dépassé d'un quart la majoration constitue un délit.

M. Morand estime que cela donnera lieu à des chantages : les propriétaires céderont aux exigences des locataires pour qu'un procès correctionnel ne soit pas intenté contre eux.

M. le président trouve choquante la rétroactivité, même après la mise en demeure. On frappe le propriétaire pour des baux conclus antérieurement : c'est contraire aux principes g^x du droit.

D'après le texte de la Chambre, le ministère public mettrait le propriétaire en demeure de baisser son prix et un mois après, le propriétaire serait poursuivi. On dit : ce qui est frappé, c'est le refus du propriétaire de baisser son prix, refus postérieur à la promulgation de la loi. C'est un sophisme, car il faudra toujours remonter au bail primitif, qui était licite lorsqu'il a été contracté. Le rôle du ministère public est ici étrange, il sera taxateur des loyers : comment se rendra-t-il compte que le prix du bail dépasse le quart, avec toutes les soupapes ? Comment, surtout, pourra-t-il s'en assurer s'il n'y avait pas de bail en 1914 ?

M. Morand ajoute que, même si le propriétaire est acquitté, la poursuite qui aura eu lieu lui aura été dommageable.

M. Rabier observe que le Gouvernement n'a pas donné son avis sur cette question.

M. Morand apprend à la commission que la discussion de cet article a eu lieu à la Chambre des députés à 21 heures, en présence de trente députés.

M. le président demande, puisque les deux actions sont portées devant le même tribunal, à quel moment on laissera la procédure civile pour suivre la procédure criminelle.

M. Penancier fait remarquer qu'on n'a pas admis l'appel au civil et qu'il y en aura un au criminel qui aura des effets civils (art 12 in fine). Fera-t-on appel à la fois de l'augmentation et de la réduction du loyer ? y aura-t-il appel seulement dans ce cas spécial ?

M. Guillier conseille de ne pas exagérer les difficultés: il n'y a pas de procédure devant le juge de paix, il en sera de même ici devant le tribunal correctionnel. M. le président demande si le tribunal statuera sur le délit en chambre du conseil.

M. Penancier répond affirmativement, car le texte est net.

M. le président n'admet pas qu'il puisse en être ainsi: la publicité est obligatoire en matière pénale.

M. Guillier oppose aux chantages des locataires, auxquels on faisait allusion tout à l'heure, les chantages actuels des ~~propriétaires~~ ^{propriétaires}: les pots de vin qu'ils exigent sont de véritables amendes civiles à la charge des locataires.

M. le président signale que là est le terrain de conciliation: la Chambre s'y attend.

M. Penancier constate que c'est la première fois que le ministère public dirait officiellement à un délinquant: "Si vous continuez, je vais sévir." Article 15 - M. le président fait remarquer que le produit des amendes ne rapportera pas 3000 fr. par an.

M. Penancier demande ce que deviendra le maintien en possession au cas où un bail prendrait fin le 1^{er} avril 1925: sa durée ne peut être modifiée et le locataire serait dans une situation moins bonne que le locataire verbal. Il devrait y avoir une prorogation même dans l'hypothèse d'un bail écrit.

M. Fleys explique que la loi de 1922 (art. 18) donne satisfaction à M. Penancier; les deux demandes se feront simultanément: maintien en jouissance et réduction de prix.

M. Rabier demande à quel taux devra être payé le terme de janvier 1924 si la loi est alors déjà promulguée.

M. Fleys répond que la loi nouvelle s'appliquera à ce terme.

M. le président demande à M. Fleys ce que pensera la commission des finances des dépenses nécessitées par les commissions paritaires.

M. Fleys répond qu'il faudrait la consulter d'urgence.

M. le président demande ce qu'il faut entendre par "frais de justice criminelle".

M. Fleys répond que ce sont tous les frais de justice, même civile (assistance judiciaire etc...). Leur dénomination est impropre.

M. Penancier demande à M. Fleys quel pourcentage aboutit le calcul indiqué à l'article 5: ne dépassera-t-il pas 100 %?

M. Fleys fait alors, devant la commission, des opérations mathématiques très compliquées, dont le résultat est 150 % au minimum.

M. le président prévient M. Fleys qu'il lui demandera, en séance publique, de refaire ce calcul à la tribune du Sénat.

M. Guillier demande s'il n'y a pas lieu à l'article 6, de supprimer les mots: "barèmes etc..."

M. Fleys répond affirmativement: à Paris et dans le département de la Seine le maximum sera 75%.

M. le président est également de cet avis: c'est la pensée de la Chambre.

Il consulte la commission sur le point de savoir si l'article 463 sera applicable au délit prévu par l'article 3 de la loi, précédemment usé.
(la commission est de cet avis).

M. Guillier résume le débat : la situation actuelle, au point de vue des loyers, n'a pas de précédents et on ne peut légitimement invoquer aucun précédent jurisprudentiel, même quant au rôle du ministère public.

III.

Cribunaux du
Hâve et de
Versailles.

M. le président pose une question à M. Fleys : la Chambre des députés a adopté deux propositions de loi tendant à créer des chambres nouvelles à Versailles et au Hâve. Ces créations ont-elles l'agrément du Gouvernement.

M. Fleys répond qu'elles s'imposent avec une extrême urgence et que les propositions de loi ont été déposées d'accord avec la Chancellerie.

M. le président s'étonne que le Gouvernement n'ait pas déposé lui-même des projets de loi tendant à ces créations.

La séance est levée à midi.

Le président :

P. M. Aubert

L'un des Secrétaires :

J. Poullé

Séance du jeudi 20 décembre 1923.

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président-
 Penancier, secrétaire; Morand, Gourju,
 Guillier, Lebert, Jean Richard et Grand.
 Excusés : MM. Ratier, Pouille, Fieux et Duplantier

I

Remariage des divorcés.

M. Penancier expose que la Chambre des députés
 a repris et adopté, dans toute son étendue,
 la proposition de loi de M. Charpentier, que
 le Sénat n'avait admise que partiellement,
 concernant le remariage des divorcés.

Le premier alinéa de l'article 298
 (loi du 27 juillet 1884) est ainsi conçu :

"Les époux divorcés ne pourront plus se
 réunir si l'un ou l'autre a, postérieurement
 au divorce, contracté un nouveau mariage,
 suivi d'un second divorce. Etc .."

M. Charpentier demandait l'abrogation
 de cette disposition. Le Sénat avait admis
 cette abrogation seulement lorsqu'il existait
 des enfants ou des descendants légitimes du
 premier mariage.

La Chambre n'a pas admis cette restriction.

M. Penancier propose de reprendre le
 texte primitivement voté par le Sénat,
 mais en faisant une seconde concession à
 M. Charpentier : le mariage entre les
 premiers époux sera possible lorsque le

conjoint époux en secondes noces sera décéde
postérieurement au divorce.

(adopté).

M. Penancier signale cependant quelques
conséquences bizarres de la loi qui va être votée :

1^o avant le 5 avril 1919 des époux divorcés,
puis divorcés ensemble, ne pouvaient plus divorcer
une seconde fois, sauf le cas d'une condamnation
à une peine afflictive et infamante. Il en
résultait que les mêmes époux ne pouvaient se
remarier trois fois ensemble. La loi du 5 avril 1919
a abrogé le troisième alinéa de l'art. 297 du
Code civil et permis aux époux remariés de
redivorcer dans tous les cas.

Avec la loi qui va être votée les époux
redivorcés pourront se remarier ensemble
pour la troisième fois s'ils ont des enfants de
leur premier mariage, mais non s'ils ont
seulement des enfants de leur second mariage.

2^o Dans l'hypothèse ordinaire, Primus,
divorcé de Prima, puis de Secunda, Primus
pourra légitimer les enfants qu'il aura eus
de Prima, depuis son second divorce, à la
condition qu'il ait eu jadis de Prima des
enfants légitimes, — auxquels cette légitimation
va porter préjudice —, il le pourra même s'il
a eu des enfants légitimes de Secunda.

Inversement, s'il n'a eu d'enfants légitimes
ni de son premier, ni de son second mariage,
il ne pourra pas légitimer les enfants naturels
qu'il aura eus récemment de Prima.

(Le rapport est approuvé — M.

Penancier est autorisé à le déposer sur le

Bureau du Sénat).

II
Abandon de
famille.

M. Gourji demande à donner lecture de son rapport sur l'abandon de famille.

M. le président lui fait observer que la question était à l'ordre du jour de l'avant-dernière séance de la commission, mais non à celle de la présente séance, qu'elle ne peut donc être mise en délibération.

M. Guillier insiste dans le même sens. Il a des observations à présenter sur la proposition de loi et il est vraisemblable que d'autres membres de la commission, non présents à la séance d'aujourd'hui, voudront prendre part à la discussion.

M. le président promet à M. Gourji d'inscrire la question à l'une des séances de janvier 1924.

La séance est levée à quinze heures.

Le président :

L'un des Secrétaires :

G. Bonlieu

[Signature]

Séance du mercredi 9 janvier 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à seize heures

Sont présents : Mm. Boivin-Champeaux, président ; Ratier, vice-président ; Poule, secrétaire ; Gourju, Guillier, Vallier, Catalogne, Louis Martin, Fenoux, Rabier, Lebert, Morand Grand et Jean Richard.

Excusés - Mm. Penancier, J. Loubet, Savary et Massabuau.

I

Félicitations. M. le président félicite les membres de la commission qui vient d'être réélus sénateurs. Il félicite également M. Edouard Laig, secrétaire-adjoint de la commission, qui vient de recevoir la croix de la Légion d'honneur. Celui-ci remercie M. le président et les membres de la commission de leurs félicitations et ajoute qu'on a voulu s'élever en sa personne la commission elle-même, une des commissions les plus laborieuses du Sénat.

II

Affaires nouvelles. M. Vallier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux témoins des actes de naissance et de décès - (Imprimé n° 863) - (n° 254 du registre d'ordre) M. Ratier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant modification

de l'article 19 de la loi du 12 juillet 1905, modifiée par la loi du 14 juin 1918, concernant le recrutement des juges de paix. (Imprimé 903 de 1923 - n° 255 du registre d'ordre).

M. Lebert est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Catalogne tendant à modifier l'article 310 du Code civil concernant la conversion des jugements de séparation de corps en jugements de divorce. - (Imprimé 835 de 1923 - n° 252 du registre d'ordre).

M. Rabier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à réprimer l'usurpation des titres professionnels. - (Imprimé 782 de 1923 - n° 248 du registre d'ordre).

M. Fenoux est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à faciliter à la femme qui a perdu sa qualité de Française par l'effet de son mariage, sa réintégration dans sa nationalité d'origine. (Imprimé 732 de 1923 - n° 244 du registre d'ordre).

M. Ratier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, relative au mariage d'enfants de parents disparus. (Imprimé 902 de 1923 - n° 113 du registre d'ordre).

III
Tribunaux
d'Alger et de
Sétif.

M. Grand donne lecture de deux rapports sur des projets de loi portant création d'emplois de commis greffiers près les tribunaux civils d'Alger et de Sétif. Les rapports sont approuvés. M. Grand

est autorisé à les déposer sur le bureau du Sénat.

IV

Tribunaux de Valenciennes, Grasse, propositions de loi tendant à la création de
Versailles et de Nîmes. Chambres nouvelles et de postes de juges aux
tribunaux civils de Valenciennes, Grasse, Versailles
et de Nîmes.

Il signale que l'article 1^{er} de la proposition de loi
sur le tribunal Versailles ne parle pas de la
création d'un nouveau cabinet d'instruction,
non plus que le titre de la proposition, mais que
cette création résulte du tableau compris dans
l'article 2 et de l'exposé des motifs de la proposition.

M. Ratier signale qu'au tribunal civil de la
Seine, le retard s'augmente sans cesse et que,
si on supprime les juges assesseurs, il deviendra
impossible de juger promptement les affaires
relatives aux loyers.

M. Pouille rappelle qu'on a augmenté d'un
juge d'instruction et d'une chambre nouvelle
l'effectif du tribunal civil de Marseille. On
avait assuré que la création de cette chambre
mixte (civile et correctionnelle) supprimerait
l'embouteillage. Or aujourd'hui il y a encore plus
de retard qu'autrefois. L'ancien président, avant
de partir, avait présidé successivement toutes
les chambres pour liquider le plus d'affaires possible.
À la Cour de Bordeaux il y a 2000 affaires en
retard, à la Cour d'Aix l'arriéré est considérable.
La Cour de Cassation a fait un effort énorme :
à la chambre civile et à la chambre
criminelle on est à jour et il en sera de même

dans deux mois à la chambre des requêtes. Cependant le travail des conseillers à la Cour de Cassation est particulièrement défectueux. A la Cour de Poitiers toutes les affaires sont expédiées dans les trois mois de la mise au rôle.

En ce qui concerne les tribunaux de troisième classe, on a institué pour les compléter le juge ballastin, puis on a fait appel aux juges de paix licenciés en droit, enfin, pendant trois ans, aux juges de paix non licenciés; mais la loi faisant appel à ces derniers n'a pas été renouvelée, la Chambre n'a pas voté le projet de loi. La situation actuelle est insoluble: il arrive qu'un avocat, appelé à compléter le tribunal, est chargé d'une affaire semblable à celle que l'on plaide devant lui. La justice ne peut être équitable dans ces conditions.

La dépense pour les délégations de juges s'élève à 200 000 francs par an: avec cette somme on pourrait créer 50 postes de juges rétribués.

Tous les projets de réforme ont échoué. La création de chambres nouvelles et certains tribunaux est inutile: il faudra produire à la tribune la critique de l'état de choses actuel lorsque viendront en discussion les rapports de M. Fauriol.

M. Rattier objecte que dans certains tribunaux le nombre des affaires a augmenté: or, il y a des présidents de chambre qui sont incapables de diriger leur audience.

M. le président se demande pourquoi les créations de chambres nouvelles aux tribunaux de Versailles et du Havre n'ont pas été sollicitées par des projets de loi du Gouvernement.

M. Fenoux a exprimé le même regret à la fin d'un de ses rapports.

M. Pouille juge nécessaire de convoquer le Garde des Sceaux pour entendre ses explications et avoir la liste des adjonctions au personnel judiciaire depuis 1919, notamment en ce qui concerne les substituts des tribunaux de 1^{re} classe.

M. Morant s'étonne qu'on demande la création d'un poste de juge à Grasse : si on y procède, tous les tribunaux de 3^e classe un peu chargés en demanderont autant.

(La commission décide qu'elle entendra le Garde des Sceaux le mercredi 23 janvier 1924)

V
Abandon de
famille.

M. Gaurin donne lecture de son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à réprimer le délit d'abandon de famille. (Imprimé 673 de 1923 - n° 242 du registre d'ordre).

Il faut, pour que la pénalité s'applique, que le manquement soit volontaire : si l'ascendant qui ne fournit pas les aliments n'a pas les ressources nécessaires, il sera acquitté. Le texte a accumulé les précautions pour que les pénalités ne soient appliquées qu'en cas de culpabilité grave.

M. Ratier est partisan de cette loi, qui

mettra fin à un scandale social. Aussi ne déposera-t-il aucun amendement, malgré les imperfections évidentes du texte. Il aurait mieux valu qu'il fût parlé non seulement des enfants mineurs, mais des enfants majeurs infirmes ou tuberculeux. Il en est parmi ces derniers que des parents très riches n'assistent pas pécuniairement dans la mesure de leurs moyens.

M. Pouille critique le titre de la loi: il n'y a pas abandon de famille.

M. Guillier, Richard et Morand acceptent la proposition de loi: on l'étendra ultérieurement, s'il y a lieu.

M. le président demande à quoi correspond l'allusion à la loi du 13 juillet 1907.

M. Guillier explique le jeu de l'article 8 de cette loi.

M. Morand demande pourquoi le descendant condamné pour abandon de famille ne serait pas privé de ces droits civiques, comme l'ascendant.

(Le rapport est approuvé - M. Gourju est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

VI

Publications
de
mariage.

M. Gourju rappelle qu'il a déposé une proposition de loi tendant à la suppression des publications de mariage. Le rapporteur désigné, M. Louis David, y était tout d'abord hostile, puis il avait fini par y être favorable. Il n'a pas été réélu. Qui va prendre la suite de cette étude?

M. le président répond que, lorsque l'on a nommé quatre nouveaux membres de la commission pour remplacer Mm. Louis-Darid, Régimanset, Lémery et Maranget, on fera une nouvelle distribution des affaires non rapportées.

VIII

Propriété
commerciale

M. Morant déclare que très prochainement il soumettra à la commission un texte sur la propriété commerciale, avec un tableau de comparaison en regard du texte voté par la Chambre des députés.

La séance est levée à 17 heures et demie.

Le président :

MM. Chef

d'un des secrétaires :

Aug. Tenaille

80^e séance

Séance du vendredi 11 janvier 1924

Présidence de M. Bouvin-Champeaux

La séance est ouverte à seize heures quinze.

Sont présents : MM. Bouvin-Champeaux, président, Ratier, vice-président, Louis Martin, Vallier et Morand.

Excusés : MM. Massabiau, Chastenet, Poullé et Guilleis.

I

Mariage d'enfants de parents disparus. M. Ratier donne lecture de son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, relative au mariage d'enfants de parents disparus. (Le rapport est approuvé - M. Ratier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

II

Fonds de garantie au profit des victimes d'accidents d'automobiles. M. Honnorat expose l'objet de la proposition de loi de M. André Honnorat, "ayant pour objet de constituer un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles" (Imprimé 210 de 1923 - n° 217 du registre d'ordre)

La proposition de loi a été inspirée à M. Honnorat par un Conseiller d'Etat, M. Ernest Meyer. Elle tend à assurer dans tous les cas une indemnité aux victimes d'accidents d'automobiles. A cette fin, elle édicte qu'une partie de l'indemnité restera

41

nécessairement à la charge personnelle de l'auteur de l'accident et que la C^e d'assurances versera une somme égale à un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes en cas d'insolvabilité de l'auteur de l'accident, ou si cet auteur a disparu sans laisser de traces.

Dans la proposition de loi, on prévoit un vingtième de l'indemnité, que le dommage soit causé aux choses ou aux personnes.

Si, par suite d'insolvabilité de l'auteur de l'accident, la C^e est obligée de payer la totalité de l'indemnité, elle est subrogée pour recouvrer ultérieurement un vingtième sur l'auteur de l'accident au cas où il reviendrait à meilleure fortune.

Il semble difficile d'appliquer ce système aux contrats d'assurances en cours à la date de la promulgation de la loi.

M. Gallier craint que les automobilistes ne s'assurent plus s'il y a un fonds de garantie pour indemniser les victimes.

M. le président fait remarquer que l'automobiliste reste responsable de ses fautes.

M. Morand répond que les automobilistes peuvent être solvables dans la limite du paiement des primes, mais non pas dans la limite du paiement de l'indemnité à la victime.

M. le président et tous les membres de la commission protestent contre l'article 3 de la proposition et surtout contre l'article 7 qui contient une délégation trop étendue du

pouvoir législatif à l'exécutif: le règlement d'administration publique ne doit pas être un prolongement de la loi, mais seulement une détermination de ses modalités.

M. Vallier estime qu'il faudrait rendre obligatoire l'assurance contre les accidents causés par les automobiles.

M. le président se demande si l'auteur de la proposition de loi n'est pas parti d'une idée fautive: l'assimilation de l'accident causé par une automobile avec un accident du travail.

(La commission décide d'entendre M. Honorat avant de prendre ses décisions sur sa proposition de loi).

La séance est levée à 17 heures.

Le président:

L'un des secrétaires:

M. M. Chaurand

G. Gault

81^e Séance

Séance du vendredi 19 janvier 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à quatorze heures 30

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président;
Guillaume Poulle, secrétaire; Morand, Libert,
Massabuau, Richard, Savary, Pol Chavalais, Ecard,
Las Cases, Rabin, Gourju, Chastenet et Maguier.
Excusés : MM. Ratier, Périé, Catalogne et Fenoix.

I

Distribution nouvelle
d'affaires anciennes.

M. Libert est désigné comme rapporteur :

1^{re} à la place de M. Ratier, de la proposition
de loi, adoptée par la Chambre des députés,
ayant pour objet de modifier l'article
210 du Code civil (conversion de la séparation de
corps en divorce) - Imprimé 203 de 1906.
n^o 100 du registre d'ordre.

2^{de} à la place de M. Louis David, de la
proposition de loi de M. Louis Martin,
tendant à réduire de 3 ans à 2 ans le
délai nécessaire à la conversion de la
séparation de corps en divorce - Imprimé
35 de 1922 - n^o 159 du registre d'ordre.

II

Baisse des devises
nationales sans un
but de dépréciation.

M. Guillaume Poulle expose l'objet du
projet de loi ayant pour objet de compléter
la loi du 3 février 1893. (Imprimé 22 de 1924 -
n^o 256 du registre d'ordre). Il s'agit de
réprimer les manœuvres à la baisse sur
les devises nationales, la campagne
contre le franc.

Les articles 419 et 420 du Code pénal sont inapplicables : ils ne prévoient pas la tentative et ils visent la coalition, l'accaparement. La loi du 3 février 1893 punit une infraction spéciale : elle date d'une poussée contre les caisses d'épargne. Les pénalités fixées par cette loi consistent dans un renvoi à celles de l'article 420 du code pénal : 2 mois à 2 ans de prison, 1000 à 20 000 fr. d'amende.

Le projet actuel est précédé d'un exposé des motifs très court, il est signé du ministre des finances et du ministre de la Justice, il a pour titre : "projet de loi ayant pour but de compléter la loi du 3 février 1893" et la loi de 1893 elle même avait pour titre "loi tendant à compléter les articles 419 et 420 du Code pénal".

Les articles 1^{er} et 4 du projet actuel répètent littéralement les articles 1^{er} et 2 de la loi de 1893. L'article 2 nouveau renvoie à l'art. 419 c.p. pour punir des faits nouveaux accomplis dans un but de dépréciation.

L'article 3 prévoit les mêmes faits accomplis de manœuvres frauduleuses.

Il y a un intérêt de premier ordre à protéger le franc et la rente française. M. Pouille est favorable aux mesures demandées, mais il fait des réserves quant aux pénalités : un renvoi aux articles 419 et 420 du Code pénal ne suffit pas, d'autant plus qu'il y a à l'étude, dans l'autre assemblée, un projet de loi tendant à modifier les art. 419 et 420 c.p.

Si ce dernier projet était voté, le envoi actuellement proposé ne cadrerait plus avec les nouveaux textes.

Il importe d'édicter aujourd'hui des pénalités plus fortes.

M. Chastenet ne voudrait pas de distinction entre l'intention frauduleuse et les moyens frauduleux : la distinction est subtile.

M. Escaud est du même avis : il ne faut pas aller trop loin, ni condamner tous ceux qui, sans un but de spéculation, ont joué à la baisse. On obtiendrait ce résultat que les mêmes affaires seraient traitées à New York ou à Amsterdam.

M. Lebert blâme la commission des changes, qui a mal surveillé l'obligation de faire rentrer les francs. Le 2^e alinéa de l'article 2 proposé est léonin. On nuit à la liberté du marché si on poursuit ou si on menace de poursuivre ceux qui voudraient vendre leurs titres de rente.

M. Massabiau estime que la loi proposée ne doit jouer que tant que le cours du billet de banque est forcé : quiconque attaque les devis nationales sans les circonstances présentes commet un délit. Mais il ne partage pas l'opinion de M. Lebert sur l'alinéa 2 de l'art. 2. M. Magurier craint qu'on ne s'attaque à des gens honnêtes, qui seront obligés de vendre leurs titres : exigera-t-on qu'ils justifient leurs besoins ?

M. Pouille répond que ce sera au ministère public de prouver l'intention de spéculation.

M. Rabier prend le cas suivant : un particulier apporte sur le marché un million de rente, cela suffit à prouver le but de spéculation. M. Poulle précise qu'on veut punir les semeurs de panique.

M. Mazurier rétorque que, si quelqu'un vend de la rente un jour de baisse, on ne lui reproche d'avoir provoqué cette baisse.

M. Lebert rappelle que l'agent de change ne vend pas tout dès le jour où il en reçoit l'ordre, mais par petits paquets.

M. Mazurier rapporte qu'un très grand industriel lui a dit : "Aujourd'hui nous traitons en livres ou en dollars, non en francs". Au Havre, on oblige les passagers qui veulent s'embarquer à se procurer des livres ou des dollars.

M. de Las Cases se demande si la loi projetée sera efficace : il faudra toujours prouver l'intention de spéculation.

M. le président estime que tout le monde pourra être poursuivi en vertu de ce titre.

M. de Las Cases ajoute que tout le monde pourra être acquitté.

M. Morand demande si le fait de mettre son argent à l'abri pourra être considéré comme un délit. Si quelqu'un a peur de la guerre dans un mois et vend tous ses titres français, est-ce une spéculation?

M. Poulle répond négativement.

M. le président explique que vendre pour racheter autre chose, ce n'est pas une spéculation : le spéculateur

achète et vend la même valeur à des moments différents.

M. Gourju suggère qu'on pourrait interdire la vente du franc à terme.

M. le Président demande quels sont ceux que vise l'alinéa 2 de l'article 2 : ceux qui jouent ou ceux qui provoquent les autres à jouer à la baisse.

M. Savary répond que ce sont ceux qui conseillent la vente et qui produisent l'affolement.

M. Morant signale que l'alinéa 1^{er} vise la vente.

M. Pouille insiste sur l'urgence de ce projet de loi, qui permettra d'arrêter les gens suspects.

M. le Président est de cet avis, mais il ne faut pas inquiéter les honnêtes gens : le Gouvernement lui-même a intérêt à ce que la Bourse marche normalement. Il se rallie à l'alinéa 2, parce qu'il vise les alarmistes, mais non à l'alinéa 1^{er}.

M. Pouille trouve très net le rapprochement des mots "Caine" et "Spéculation".

Il ne faut pas, pour ces pénalités, renvoyer au Code pénal, mais fixer des pénalités spéciales et les aggraver en cas de récidive, sans exiger un délai pour cette récidive ni une peine de prison pour la première condamnation. Il propose aussi d'étendre la loi à l'Algérie, aux vieilles colonies et aux pays de protectorat, ainsi qu'un changement du titre.

d'accord sur cette loi se lève entre tous les membres du Parlement, sans distinction de partis.

III
Modification à la loi
de 1923 sur la
hausse des loyers.

M. Morant donne lecture de son
rapport sur le projet de loi
complétant l'article 5 de la loi du
29 décembre 1923, ayant pour but de
limiter la hausse des prix des baux à loyer.
(Imprimé 23 de 1924 - n° 257 du registre
d'ordre).

Le rapport est approuvé - M. Morant est
autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

La séance est levée à 15 heures, so.

Le président:

L'un des secrétaires: P. M. Phubert
J. Bonlieu

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à quinze heures et tenue.

Sont présents: MM. Boivin-Champeaux, président,
Ratus, vice-président, Bulle et Penancier, secrétaires,
Rabier, Fenoux, Lebert, Las Cases, Vallier, Gerbe,
Louis Martin, Richard, Catalogne, Massabuau,
Gourji, Morant, Savary, Eccard.

Excusés: MM. Fernand Cremer, Duplantier et Helmer.

I
Affaire nouvelle. M. Eccard est désigné comme rapporteur du
projet de loi, adopté par la Chambre des députés,
portant ratification du décret du 20 octobre
1924 introduisant dans les départements du
Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle
la législation française sur les faits en
matière criminelle (Imprimé 25 de 1924 - N° 259 de reg.)

II
Séances des actes. M. Vallier donne lecture de son rapport
de l'état civil. Sur la proposition de loi, adoptée par la
Chambre des députés relative aux
témoins des actes de naissance et de décès.
(Imprimé 863 de 1923 - N° 254 du registre).
(Le rapport est approuvé - M. Vallier
est autorisé à le déposer sur le bureau
du Sénat).

III
Propriété commerciale. M. Morant expose l'objet de la
proposition de loi, adoptée par la
Chambre des députés, adoptée avec

modification par le Sénat, modifiée par la
Chambre des députés, réglant les rapports
entre locataires et bailleurs en ce qui concerne
le renouvellement des baux à loyer
d'immeubles à usage commercial ou
industriel (Imprimé 447 de 1923 - n.º 229 du
registre d'ordre). Le texte de la Chambre n'a
donné satisfaction ni aux propriétaires, ni
aux locataires; cette loi est antidémocratique.
L'homme qui est revenu de la guerre à l'âge
de 35 ans ne peut plus s'installer comme
commerçant s'il ne dispose pas de gros
capitaux. C'est l'application de l'âchage;
Beati possidentes.

M. Lebert demande si la proposition de loi
aura un effet rétroactif sur les baux en cours.
M. Morand répond que c'est la substance
même de la loi. Toute promesse de bail
faite avant février 1918 serait nulle à
cause du droit de préférence reconnu à
l'actuel possesseur du local commercial.
De concert avec M. le président de la
commission, M. Morand, rapporteur, a
établi un texte transactionnel dont
il expose l'économie. L'article 1^{er} de ce
texte est conforme à l'article 1^{er} de la
dernière loi sur les loyers, elle limite
l'application dans l'espace et dans le temps.
Les mots "droit de préférence" sont
éliminés, car il ne s'agit pas ici d'un
droit réel, tel qu'il est prévu sous
cette dénomination dans le Code civil.
C'est un droit personnel, étant

donne que tout se résout par des dommages-intérêts.
M. Penancier fait observer que l'obligation de
jouir personnellement du local et non par un
cessionnaire ôte tout intérêt à la loi.

M. Gerbe cite le cas qui ont acheté et revendu
Successivement des fonds de Commerce pour
s'enrichir.

M. Penancier estime que le projet de M. Morand
n'a aucune ressemblance avec celui qu'a
voté la Chambre des députés : il ne
donne rien aux locataires, ce n'est pas un
texte de Conciliation, c'est une nouvelle
proposition de loi, il n'y a que le titre de
Commun.

M. Morand conteste cette opinion : son texte
est calqué sur celui de la Chambre des
députés, avec des restrictions.

M. Penancier signale qu'on revient sur
les droits accordés aux cessionnaires en
1918.

M. le président rectifie cette assertion :
le bénéfice de la loi sera acquis aux
cessionnaires actuels, mais non aux
cessionnaires futurs.

M. Gerbe établit la grosse différence, qui
est dans le principe. Les avantages
résultant du texte de la Chambre des députés
étaient attachés à la propriété du fonds
de commerce, tandis que, dans le texte
de M. Morand, c'est la qualité de
locataire pendant un certain temps qui
est envisagée.

M. le président précise : le texte proposé

ne reconnaît pas de droits; ce sont des avantages temporaires qui sont accordés. M. Vallier craint que le projet du Sénat ne provoque des déceptions chez les commerçants, le texte de la Chambre avait couronné la spéculation des commerçants parisiens. (La commission décide de continuer la discussion dans une séance ultérieure.)

IV

Tribunaux civils (M. Colrat, garde des Sceaux, ministre de Serrailles, Grasse, de la justice et M. Fleys, directeur des Valenciennes & Le Havre, affaires civiles et du Sceau sont introduits.)

M. le président remercie M. le ministre et M. le directeur d'avoir répondu à la convocation de la commission. La création de chambres nouvelles dans les tribunaux civils et de postes de juges vont entraîner le vote de crédits considérables. En principe, la commission de législation civile est décidée d'opposer, à l'avenir, une fin de non-recevoir à toute création de ce genre qui ne serait pas demandée par le Gouvernement lui-même. Si elles se justifient par une nécessité absolue, c'est au Gouvernement à en prendre l'initiative.

M. le garde des Sceaux trouve cette observation justifiée et honorable pour le Gouvernement. Mais il plaide des circonstances atténuantes. La chancellerie avait préparé un projet de loi visant les tribunaux de Valenciennes, Grasse & Le Havre. Le ministère des finances avait refusé son approbation en ce qui concerne Le Havre. La chancellerie avait donc déposé un

projet de loi qui ne concernait que Valenciennes et Grasse. Sur ces entrebâtes, une proposition de loi fut déposée concernant le Havre et le ministre des finances accorda à l'auteur de la proposition de loi son approbation, qu'il avait refusée au garde des Sceaux. Au fond, même pour le Havre et Versailles, ce sont des projets de loi, sous une autre forme. Mais le Gouvernement vient de décider qu'aucune dépense nouvelle ne serait ordonnée sans création de ressources correspondantes. Il y aurait donc lieu, pour quelque temps, de mettre en sommeil le projet de loi et les deux propositions de loi. Il y a d'ailleurs d'autres projets en préparation.

M. le président demande à M. le garde des Sceaux quelles sont les grandes lignes de la réforme judiciaire qu'il envisage.

M. le garde des Sceaux, n'ayant déposé aucun projet de loi sur ce sujet ne peut qu'indiquer ses tendances personnelles. Si le projet de loi accordant au Gouvernement le droit de faire des économies par voie de décrets est adopté par la Chambre, la réforme judiciaire sera ainsi réalisée. Le projet de M. Bonnevay supprimait tous les tribunaux d'arrondissement, il en est qu'il faut supprimer, d'autres qu'il convient de maintenir, d'autres qui doivent être renforcés. En principe, M. le garde des Sceaux est hostile à l'institution du juge unique. Le juge unique est bon dans les pays où il a toujours existé, mais en France on est habitué au délibéré, les justiciables y tiennent. Surtout il suffirait de trois conseillers pour rendre un

arrêt de Cour d'appel. les conseillers ont plus d'expérience que les juges. On pourra éventuellement supprimer certains Cours d'appel et augmenter le nombre des chambres d'autres cours, surtout là où il y a beaucoup d'appels de jugements de tribunaux de commerce.

Pour les tribunaux, il y a plusieurs facteurs à envisager en vue de leur suppression: il y a d'abord la question des communications par chemin de fer. L'Etat doit la justice, il ne doit pas imposer aux justiciables des déplacements trop onéreux.

Dans la liste des tribunaux qui peuvent ferroviairement être supprimés, on supprimera les moins occupés, à condition que cette suppression ne nécessite pas la création d'une chambre supplémentaire au chef lieu du département.

Il y a aussi la question des greffiers et des avoués. Elle ne se pose pas partout. Dans le Gers et Gironde les trois tribunaux Montauban, Moissac et Castelsarrasin sont très rapprochés l'un de l'autre (18 Kil de distance) et il y a des express sur la ligne. On pourrait concevoir des audiences foraines du tribunal de Montauban, la situation des avoués ne serait pas changée.

M. Fenoux demande si chaque avoué serait compté pour occuper tous son arrondissement respectif.

M. Lebert demande comment seraient

réglés les référés.

M. Fenoux demande ce qui se passerait au point de vue pénal, pour les descentes susdites.
M. le garde des Sceaux répond que la justice correctionnelle serait rendue au chef-lieu du département.

M. Lebert observe qu'on aurait intérêt à faire simultanément la réforme judiciaire et la réforme administrative. On diminuerait de la sorte le nombre des mécontents.

M. Laroze approuve le plan de M. le garde des Sceaux : sans le Jarn, deux tribunaux suffiraient.
M. Rabier ajoute qu'il faudrait indemniser les officiers ministériels et, surtout, faire cesser l'incertitude dans laquelle ils se trouvent actuellement.

M. le président fait remarquer qu'on pourrait copier aux tribunaux civils le système du binage qui a réussi pour les justices de paix.

M. Rabier est convaincu qu'on ne pourra supprimer des tribunaux civils que par la voie de décrets.

M. le garde des Sceaux répond que, dans tout ou tel avronissement, il faudrait supprimer le tribunal civil et non le sous-préfet, et inversement.

M. Massabiau s'inquiète de l'économie qu'on pourra réaliser par ces suppressions. Si elle doit être minime, ce n'est pas la peine d'"embêter les gens".

M. le garde des Sceaux répond qu'il serait déplorable de laisser subsister des

organisations inutiles de crainte d'embêter les gens". La réforme se lie à l'extension de la compétence des juges de paix, cette extension serait d'ailleurs théorique, étant donnée la dévalorisation du franc.

M. le président regrette la médiocrité du personnel des justices de paix.

M. le Garde des Sceaux fait remarquer qu'il s'améliore.

M. Eccard met en avant l'exemple de l'Alsace-Lorraine, où les juges cantonaux, dont la compétence est étendue, donnent satisfaction.

M. le président ajoute que, dans ce cas, il faudrait réserver la faculté d'appel.

M. Poule attire l'attention de M. le Garde des Sceaux sur le retard dans l'expédition des affaires soumises aux Cours et Tribunaux. En certaines villes, on a créé des chambres et des postes de juges pour débouteiller ces juridictions et, après les créations, l'embouteillage a été pire qu'avant. Un magistrat actif a été, comme président d'un tribunal, puis, comme premier président de Cour, susceptible d'évacuer l'arrière des affaires non jugées. Il est parti sans un autre ressort et là où il était précédemment l'embouteillage est redevenu formidable. Il faudrait une inspection de la magistrature.

M. Bricout avait fait des constatations utiles. Il ne reste que 2500 fr. de crédits disponibles pour ces tournées d'inspection, c'est insuffisant.

Il faudrait envoyer sur place des directeurs ou des conseillers de la Cour de Cassation. Le bureau de la commission de législation civile et criminelle du Sénat a signalé cette nécessité à M. Barthou lors qu'il était garde des Sceaux. à Castellane, il n'y a plus ni avoués, ni huissiers, ni avocats, cependant le tribunal subsiste, malgré le projet de loi.

M. le Garde des Sceaux répète que la réforme de la magistrature ne pourra se faire que par des décrets, et qu'on a refusé la démission de l'avoué unique de Castellane.

M. le Directeur des affaires civiles signale le cas d'une sous-préfecture où il n'y avait que deux avoués, l'un d'eux, ayant manqué de respect au président du tribunal civil, fut par lui suspendu pour six mois. Depuis ce moment les affaires ne peuvent plus être jugées.

M. Rabier prie M. le Garde des Sceaux de tenir plus compte de la valeur des hommes que de la longueur de ses services. Chez les magistrats il y a une trop grande tendance à favoriser l'ancienneté : celui dont l'âge est trop avancé ne peut pas être un grand chef.

M. Rabier suggère à M. le Garde des Sceaux qu'il faut persuader chaque député que c'est le tribunal du voisin qui sera sacrifié (Sourires).

M. le Garde des Sceaux répond que les députés accepteront qu'on sacrifie leurs tribunaux respectifs, pourvu qu'on les

oblige pas à voter eux mêmes la suppression.
M. le président demande à M. le garde des Sceaux ~~si~~ si la suspension de toute décision immédiate doit s'appliquer aussi au projet de loi, retour de la Chambre, concernant les tribunaux de Blida et de Mascara.

M. le garde des Sceaux répond négativement: il s'agit là de simples rectifications.

M. le président demande à M. le garde des Sceaux s'il désire être entendu par la Commission au sujet de la proposition de loi concernant la propriété commerciale.

M. le garde des Sceaux répond qu'il s'en remet à M. le ministre du Commerce, lequel communiquera à la Commission le sentiment du Gouvernement.

(La séance est levée à 17 heures et quart)

Le président:

P. MM. Charbon

L'un des secrétaires:

G. Poulha

Présidence de M. Gourju, Juge en d'âge.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Gourju, Boivin-Champeaux, Poule, Lebert, Chautemps, Richard, Morand, Chastenet, Gerbe, Penancier, Mavalbanc, Aisbonne, Gourju, Duplantier, Laurain, Lemarié, Fouilleux, Savary, Eccard, Gardey et Grand.
Excusés : MM. Ratier, Rabier et Vallier.

La commission constitue ainsi son bureau pour l'année 1924 :

Président : M. Boivin-Champeaux ;

Vice-présidents : MM. Ratier et Poule ;

Secrétaires : MM. Penancier et Morand.

M. le président Boivin-Champeaux remercie la commission du renouvellement de sa confiance qu'elle vient de lui témoigner.

La séance est levée à seize heures cinq.

L'un des Secrétaires :

M. Morand

Le président :

C. M. Boivin-Champeaux

87^e séance

Séance du mercredi 6 février 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président, Ratier et Poullé, vice-présidents, Penancier et Morand, secrétaires, Lisbonne, Gerbe, Pol Chevalier, J. Loubet, Savary, Catalogne, Fouilloux, Duplantier, Eccard, Grand, Je las Cases, Lebert, Lemarié, Jean Richard, Gourji et Magurivier — Excusés : MM. Gouge, Sallier, Guillier et Fernand Cremieux.

^I
Affaires nouvelles. M. Gardy est désigné comme rapporteur du projet de loi sur la procédure devant les tribunaux de simple police, (en remplacement de M. Duplantier) — Imprimé 114 de 1920 — n° 97 du registre d'ordre.

M. Fouilloux est désigné comme rapporteur des différentes propositions de loi, précédemment confiées à M. Marangot, relatives aux enfants naturels (n° 69. 70. 71. 158 et 212 du registre d'ordre).

M. Lisbonne est désigné comme rapporteur du projet de loi concernant la répression des contraventions aux règlements de la police des mœurs (Imprimé 624 de 1921 — n° 115 du registre d'ordre) et de la proposition de loi de M. Gourji tendant à supprimer les publications de mariage (Imprimé 558 de 1920 — n° 101 du registre d'ordre).

61

M. Lauraine est désigné comme rapporteur du projet de loi réglementant l'exercice des fonctions d'administrateur judiciaire, de syndic de faillite, de liquidateur judiciaire, et d'expert (Imprimé 324 de 1900 - n° 110 du registre d'ordre) et de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire à certains condamnés de droit commun la fondation, la direction et l'administration de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière, faisant appel à l'épargne ou au crédit. (Imprimé n° 58 de 1912 - n° 111 du registre d'ordre) - affaires précédemment confiées à M. Chastenet.

II

Référé commerciaux. M. Poullé expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, instituant la procédure des référés en matière commerciale et modifiant l'article 417 du Code de procédure civile (Imprimé 14 de 1924 - n° 260 du registre d'ordre).

Il conclut à l'adoption du texte voté par la Chambre, qui n'est qu'une portion du texte précédemment voté par le Sénat. Il regrette que le reste ait été disjoint en raison de l'insistance du Syndicat des huissiers.

On n'a conservé que les référés commerciaux; le juge des référés commerciaux ne pourra connaître que des affaires qui sont de la compétence du tribunal de commerce.

M. Pol Chevalier signale qu'à côté de la Saisie-arrest il y a la Saisie conservatoire.

Le tribunal de commerce est compétent pour l'ordonner, mais, en référé, sera-ce le président du tribunal civil ?

M. Poulle répond que le texte proposé est celui du Code belge qui donne toute satisfaction. À Paris, pour obtenir une expertise en matière commerciale, il faut attendre deux ans.

M. Grand estime que le président du tribunal de commerce, jugeant en référé, pourra statuer pour ordonner la mainlevée d'une saisie conservatoire.

M. Poulle ajoute que l'appel de ces décisions ira devant la Cour; c'est l'application du droit commun.

M. Gerbe ne croit pas que cela se produira souvent dans la pratique, parce que la partie qui aura présenté requête à fin de Saisie conservatoire, la fera suivre immédiatement d'une assignation au fond qui dessaisira le président des référés.

(Le rapport est approuvé - M. Pouille est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

III Propriété Commerciale.

La suite de la discussion générale sur la question de la propriété commerciale donne lieu à une observation préliminaire de M. le président: il y a trois solutions à envisager,
A - d'adoption pure et simple du texte de la chambre, c'est-à-dire une loi définitive.
B - le retour aux dispositions primitivement adoptées par le Sénat (infiniment) d'enrichissement en cas d'exercice par le

nouveau locataire s'im commerce similaire à celui du locataire précédent)

4 - Adoption des nouvelles dispositions proposées par M. Morand (loi temporaire et exceptionnelle).

M. Penancier est nettement opposé aux principes posés par M. Morand, tout le projet diffère à la fois du texte de la Chambre et de celui qui a voté déjà le Sénat. M. Morand propose que la loi s'applique seulement aux communes de 4000 habitants et au Jersy, comme la loi du 29 Décembre 1923. Cette délimitation est arbitraire. S'il est injuste qu'à l'expiration d'un bail, le nouveau commerçant bénéficie de la clientèle de l'ancien, cette injustice est la même dans toutes les communes. Il ne faut pas s'enrichir sans cause et le locataire sortant doit être indemnisé par son successeur. En fait, la difficulté n'a commencé que lorsqu'on a envisagé le cas où le nouveau locataire n'exerce pas la même profession que le précédent.

Il n'est pas nié que le texte de la Chambre soit imparfait, il pourra être amélioré; mais il y aurait incohérence à admettre une législation qui, sans motif péremptoire, diviserait les communes en deux catégories, suivant le chiffre de leur population.

M. Magurier fait remarquer qu'il n'y a en France que 944 communes dont la population dépasse 4000 habitants.

M. Penancier rappelle que la loi, en général, doit s'appliquer à tous et que les exceptions à ce principe n'ont pas donné de bons résultats.

on a établi un minimum de 10 000 habitants pour la prorogation des loyers et de 4 000 pour la hausse illicite. Aujourd'hui on n'est pas lié par les textes antérieurs, ni par des décisions de justice.

M. Lisbonne fait remarquer qu'il y a des petites communes où se tiennent des marchés périodiques très importants.

M. Penancier ajoute qu'il n'y a plus que la ville de Riom où l'on voit des écriteaux: "Appartement à louer".

La limitation de la loi dans la durée n'est pas plus justifiée. Ce qui est juste jusqu'en 1934 le sera toujours ou ne l'aura jamais été. Il n'est pas contestable qu'on va établir une servitude grevant la propriété, mais la question de date n'a rien à voir avec l'équité. On a pu s'illusionner sur la durée de la crise en ce qui concerne les locaux d'habitation, mais la crise se prolonge. Il en sera de même pour les baux commerciaux.

On peut être hostile au principe même de la propriété commerciale; si on le veut, on peut parler de la prorogation pure et simple de la durée des baux commerciaux.

au début a fonctionné une Commission spéciale où il y avait des partisans et des adversaires de la loi, mais où personne ne parlait de la limiter sans l'espace et sans le temps. Il y a deux ans, le Sénat a voté un texte qui n'a rien de commun avec celui qu'on propose aujourd'hui: ce dernier offre tous les inconvénients de la loi sur les loyers,

qui aura besoin d'être plusieurs fois prorogée : c'est la prolongation de l'incertitude et de l'insécurité des intéressés. Or, pour les baux commerciaux, la durée a plus d'importance encore que pour les locaux d'habitation.

Les adversaires de la loi sur la propriété commerciale en proposent aujourd'hui la limitation. Il faut ou la repousser, ou la faire générale et définitive.

M. Pol Chevalier partage l'avis de M. Penancier : il faut faire une loi sur la propriété commerciale en tant qu'affected par la question des loyers et non pas l'inverse, en tenant compte des conséquences de la guerre. Il faut que ce soit une loi permanente et générale : l'installation d'un fonds de commerce dans une maison lui donne une valeur qui doit revenir à celui qui l'a créée.

M. Guirpi déclare qu'il y a aujourd'hui une sorte de guerre civile entre les propriétaires et les locataires. Le 23 novembre 1920, le Sénat était saisi du même problème. Ce jour-là, M. Guirpi a donné la synthèse de sa pensée à la tribune du Sénat : il faut respecter la propriété et les contrats ; quand un bail est fini, il est fini, bien que certains juristes soutiennent le contraire au profit des commerçants. Il faut aussi respecter la propriété commerciale qui est une propriété immatérielle et qui comprend des brevets, une clientèle, le lieu où le commerce s'exerce etc... Il ne faut pas tolérer que le propriétaire fasse exercer dans les mêmes lieux le même commerce par un nouveau locataire.

D'autre part, la période actuelle est une période de transition : le commerçant cédé du local qu'il occupe ne peut en trouver un autre nulle part. Tant que durera cette période, on peut considérer qu'il y a force majeure.

En novembre 1920, la Fédération nationale des commerçants et industriels mobilisés a remercié M. Gourju de son intervention à la tribune du Sénat et a déclaré adhérer à ses idées. M. Gourju a, en conséquence, l'intention de déposer un contre-projet dont le texte sera plus court que celui de la Chambre des députés. S'il n'y avait pas eu la guerre, le problème ne se poserait pas et la Chambre a eu tort de légiférer pour toujours. Sur un seul point elle a eu raison de s'arrêter à une disposition permanente : un commerçant ne peut pas changer de quartier comme un particulier. Un commerçant doit pouvoir, trois ans avant l'expiration de son bail, demander au bailleur à quelles conditions ce bail lui serait renouvelé, en vue d'être renseigné et, s'il n'usait pas de cette faculté, le bailleur doit pouvoir, deux ans avec l'expiration du bail, demander au locataire commerçant quelles sont ses intentions.

En attendant, M. Gourju est disposé à accorder une prorogation maxima de dix ans. Le 10 novembre 1923, la Fédération nationale a adressé à M. Gourju une lettre identique à celle de 1920 : cette Fédération comptait 30 000 membres en 1920. M. Pouille reconnaît qu'ils sont

300.000 en 1924, mais qu'ils ne sont pas toujours d'accord entre eux.

M. Gourji conclut qu'il ne faut pas sacrifier une catégorie de citoyens à une autre.

M. de Las Cases a toujours essayé de mettre d'accord les propriétaires et les locataires. Au début, les locataires voulaient bénéficier de la moitié du bénéfice réalisé par le propriétaire par la location du local commercial à un nouveau preneur.

Les propriétaires ont toujours été hostiles à cette combinaison, qu'ils considéraient comme une collusion et comme une escroquerie. La priorité est une autre fraude, et le droit de préférence offre les mêmes dangers.

M. de Las Cases a soutenu une procédure analogue à celle que vient d'exposer M. Gourji : deux arbitres et, en cas de désaccord, un Surarbitre à eux ajouté détermineraient le prix rationnel du bail. Si l'on donne au commerçant le droit de se retirer parce qu'il n'a pas les ressources nécessaires pour payer le prix estimé par les arbitres, il faut, par contre, donner au propriétaire le droit de louer à un prix convenable.

De nos jours toutes les servitudes sont réelles et l'on peut créer une servitude personnelle au profit du locataire commerçant. Il faut que les contrats soient exécutés : si, en raison des circonstances exceptionnelles de la période présente, un locataire commerçant ne peut se réinstaller ailleurs, s'il y a surenchère des commerçants qui désirent

S'installer, il faut faire une loi provisoire, pour dix ans, mais non pas une loi définitive.

M. Penancier est frappé par les observations que vient de présenter M. Gourju, lequel reconnaît le principe de la propriété commerciale et l'abus qui consiste à profiter gratuitement de la clientèle.

l'autrui : les plaintes adressées aux parquets pour pots-de-vin sont nombreuses.

M. Lebert se demande s'il faut faire une loi permanente : la loi des loyers donne des satisfactions appréciables. Il faut envisager une réglementation définitive de la question des fonds de commerce, sans parler de la propriété commerciale.

M. Lebert n'admet pas la limitation de la loi aux Communes de plus de 4000 hab., tandis que la question des loyers pour les locaux d'habitation n'intéresse guère les Communes rurales. Pour les commerçants, au contraire, les intérêts sont les mêmes partout, comme l'a démontré M. Penancier. La limitation dans le temps est encore moins admissible, elle donnerait lieu à des spéculations : la sécurité des contractants dans le présent et dans l'avenir doit être assurée.

M. Gerbe persiste dans l'opinion qu'il a précédemment défendue et qu'il partage aujourd'hui avec MM.

Penancier, Pol Chevalier, Lebert etc.

Même le projet de M. Morant admet le droit à indemnité d'any

certain cas : il serait déraisonnable d'édicter que l'injustice de telle situation juridique existe dans une commune et non dans la commune voisine.

M. Pouille met en garde les membres de la commission contre le danger qu'il y aurait à s'hypnotiser sur le droit de propriété commerciale : il faut le proclamer ou l'écarter. La décision une fois prise sur ce point, la suite de la discussion se trouvera par là orientée dans un sens ou dans l'autre. De là dépendra la solution à adopter pour le cas où un propriétaire aurait l'intention de reprendre pour lui-même le local commercial en vue d'y exercer une autre profession que le locataire sortant et pour le cas où le propriétaire voudrait le louer à un nouveau locataire exerçant un autre commerce que le locataire sortant.

M. le président commence par insister sur la gravité extrême de la question.

Jusqu'à présent, on a attaqué le texte proposé par M. Morand ; il s'agit maintenant de le défendre. Dans une certaine mesure, ce texte est d'accord avec celui de la Chambre des députés. En raison de la pénurie actuelle des locaux disponibles et de l'esprit général de spéculation, il faut protéger les commerçants contre les prétentions exagérées des propriétaires. Tous les baux échus avant 1914 arriveront à expiration, du fait des prorogations, en 1925.

Il y aura alors une crise aiguë.

Le système de la Chambre est meilleur que celui qui ne comporterait qu'une simple prorogation. De trois choses l'une : a) ou le propriétaire accepte, en principe, le renouvellement du bail, — et alors des arbitres en fixeront le prix, pouvant réduire l'offre du propriétaire ;

b) ou le propriétaire refuse le renouvellement du bail, et les tribunaux de droit commun alloueront au locataire les dommages-intérêts, si le propriétaire ne peut alléguer de motifs sérieux ;

c) ou le propriétaire reprend le local pour lui-même, et alors il n'y a pas lieu à dom.-intérêts. Le texte de M. Morant accepte tout cela. C'est, cependant, une atteinte profonde au droit de propriété : la Chambre essaie de la justifier par des considérations juridiques permanentes et entend infirmer la loi sur le Code civil.

Le Code civil n'est pas intangible, soit, mais y a-t-il un grand principe de notre législation qui puisse justifier le texte voté par la Chambre des députés ?

Sur le monde est d'accord pour admettre les indemnités de plus-value et d'enrichissement, il n'y a aucun inconvénient à ce qu'elles soient définitives. Mais il n'en est pas de même du droit de renouvellement au bail, d'une priorité ou d'un droit de préférence, sanctionné par les dommages-intérêts.

On invoque la théorie de l'abus de droit,

Mais qu'est-ce, en réalité, qu'un contrat de bail?
Un commerçant demande à un propriétaire
la jouissance de tout ou partie de sa maison
pour y installer son négoce - le propriétaire lui
concède de cette jouissance pour 9 ans, sans lesquels
il se réserve le droit de louer à autrui.

Après ces 9 ans, auant principe ne peut justifier
des dommages-intérêts en cas de non renouvellement.

On parle de propriété commerciale, elle
n'a rien à voir ici. Le fonds de commerce
comprend des éléments matériels et des éléments
incorporels. D'une part, les marchandises, l'outillage,
les marques et brevets: tout cela se déplace;
d'autre part, la clientèle et l'achalandage.

Le vie d'un commerce peut dépendre du droit au
bail, mais ce droit est limité dès son origine par
la durée prévue du bail. Le commerçant a dû en
tenir compte dès son entrée sans les lieux loués.
De quoi se plaint-il? Le principe supérieur au
droit de propriété, c'est que la convention fait
la loi des parties.

L'abus du droit suppose une intention
malicieuse, le désir de nuire à autrui
sans profit pour personne. Mais, si l'on a
intérêt à user de son droit, il n'y a pas
d'abus du droit. Or, avec le texte de la
Chambre, le propriétaire serait tenu de
reproposer une offre qui lui serait profitable.

On engagerait ainsi le Parlement dans
une voie où il ne pourrait plus s'arrêter.
Les médecins, les dentistes, les avocats
demanderaient à bénéficier des mêmes
privilèges que les commerçants.

La Chambre a déjà admis au bénéfice de cette loi les établissements d'enseignement, qui ne sont pas commerciaux et qui ne paient pas la taxe sur le chiffre d'affaires.

Le principe réclamé par les Commerçants se retournera contre eux. Les voyageurs de Commerce, les gérants d'hôtel réclameront des dommages-intérêts en cas de congédiement, en cas de non renouvellement de leur contrat de louage de services.

Le Système s'étendra inévitablement à la propriété agricole : les fermiers qui ont amélioré la terre feront valoir leurs prétentions au maintien sur place. Dans plusieurs départements normands, ces prétentions seront mal accueillies : le propriétaire normand tient à être maître chez lui.

Quelles seraient les conséquences économiques et sociales ? La valeur des fonds de commerce serait augmentée, elle a déjà augmenté dès le vote émis par la Chambre des députés ; cette augmentation continuera et se fera sentir lorsque le commerçant voudra vendre son fonds après le renouvellement de son bail. Que deviendront les jeunes gens qui ont fait la guerre et qui voudront devenir commerçants ? Ils ne trouveront plus de locaux disponibles ou devront les acheter très cher à des commerçants déjà établis.

En outre, les propriétaires éviteront de bâtir des locaux à usage

commercial, ils hésiteront à installer dans leur maison un commerçant dont ils ne se débarrasseront que par des procès et de coûteux intérêts. Il en résultera une rarefaction des locaux commerciaux et un renchérissement du prix de la vie.

Cette loi est antidémocratique et régressive: elle crée des monopoles dans un intérêt privé. Au moyen-âge chaque commerce se massait dans un quartier spécial. De nos jours, les commerces se déplacent, à Paris ils vont de l'Est à l'Ouest, des rues se transforment: il y a vingt ans, on ne trouvait dans l'avenue de la Grande Armée que de petits boutiquiers, aujourd'hui de superbes magasins s'y sont installés pour le commerce des automobiles. On n'aurait pu obtenir le même résultat si on avait maintenu dans les locaux commerciaux les commerces qui s'y exerçaient il y a vingt ans.

On aurait tort de faire une loi définitive, une loi temporaire correspondant aux circonstances exceptionnelles, suffit. Il n'est pas bon de discuter présentement les principes, une loi temporaire rend moins choquantes les atteintes au droit de propriété. En outre, ce ne sera pas un précédent sur lequel de nouvelles revendications pourraient se baser.

Si les craintes des juristes sont exagérées, on le constatera dans six ans et il sera alors toujours temps de rendre ce régime définitif.

actuellement il arrive trop souvent que des commerçants font fortune en cinq ou six ans. Il y a lieu de les protéger contre des expulsions

injustifiés, mais il ne faut pas aller au delà.

M. Morant appuie les observations de M. le président, en collaboration duquel il a longuement discuté le texte aujourd'hui proposé. Le texte différent voté par le Sénat il y a deux ans proclamait le principe de la propriété commerciale. De 1911 à 1920, on voulait assurer au locataire commerçant sa clientèle et ne pas laisser s'établir auprès lui dans les mêmes locaux un autre commerçant exerçant un commerce similaire. La Chambre, elle, a étendu le problème au renouvellement obligatoire du bail.

M. Ratier fait observer qu'elle résout, en fait, la question de la propriété commerciale.

M. Morant ajoute que, puisqu'elle a fait une loi des loyers commerciaux, il a cru pouvoir proposer lui aussi, une loi des loyers. La prérogative dont bénéficient les locaux commerciaux va jusqu'en 1934, plus loin, par conséquent, que celle des locaux d'habitation.

M. Morant abandonne la partie de son texte qui limitait la loi aux communes de plus de 4000 hab., en raison des motifs qu'on a fait valoir. Mais il n'en est pas de même de la limitation dans le temps. Il vaut mieux faire un essai temporaire, étant donné surtout qu'on va à l'encontre de contrats qui remontent à plus de quinze ou vingt ans et qui ont été passés de bonne foi; il faut porter la

Moindre atteinte possible à la parole donnée.

M. Penancier déclare qu'après avoir entendu M. le Président, il croyait qu'il n'y avait pas de propriété commerciale. Or, en face de la propriété pure et simple est née la propriété commerciale. C'est le Sénat qui a modifié le titre de la loi, titre qui jusqu'alors faisait mention de la propriété commerciale. La Chambre a suivi le Sénat en parlant de loyers commerciaux. Aujourd'hui on reconnaît qu'il y a une propriété commerciale, c'est un point acquis.

On réduit le droit de propriété, personne ne le conteste, mais, si l'on heurtait les principes du droit civil, on n'osierait même pas de faire une expérience temporaire.

Sa-t-on, par la loi en préparation, faire augmenter le coût de la vie? S'il en était ainsi, comment se fait-il que, depuis le 31 mars 1922, on cherche à tourner la loi pour créer de nouveaux locaux commerciaux? Le prix des fonds de commerce augmente, c'est la loi en préparation qui, au contraire, tend à le limiter. Si l'on ne fait rien, le prix des baux commerciaux augmentera toujours et la vie renchérira.

En fait, les propriétaires ne refusent pas le renouvellement des baux commerciaux, mais ils tiennent la dragée haute aux locataires. Tout le monde de rue vers les fonds de commerce et la jurisprudence elle-même admet qu'on peut payer un fonds d'hôtel en trois ans, un autre fonds en 4 ou 5 ans.

En fait, la loi de l'offre et de la demande ne joue plus.

Le propriétaire ne désire pas remplacer son locataire ancien par un locataire commerçant nouveau, tous les baux se renouvellent, c'est une question de prix. Le propriétaire cherche à faire rompre le bail ancien uniquement pour transiger au plus haut prix : il est harcelé de demandes et exige le maximum. Quand le législateur a voulu limiter le prix des loyers, seuls les hommes d'affaires y ont gagné quelque chose. Si le principe de la propriété commerciale existe, il faut en tirer les conséquences. Il ne faut pas, d'autre part, s'effrayer des revendications du fermier. Surtout, car lui et bien d'autres - les médecins, par exemple - formuleront des demandes semblables même si la loi sur la propriété commerciale n'est pas votée.

M. Morant déclare à nouveau qu'il renonce à la limitation de l'application de la loi aux communes de plus de 4000 habitants.

M. Savary est partisan du principe de la propriété individuelle, sans laquelle aucune société civilisée n'est possible.

Si le vote proposé par M. Morant porte atteinte à ce droit, celui qui a voté la Chambre des députés y porte une atteinte plus grave encore, parce qu'il a un caractère définitif. Donc, bien qu'à contre-cœur M. Savary

Vote pour le projet de M. Morant.

A - Le principe du texte de M. Morant est mis aux voix : pour : 8 — contre : 4 —

B - Le texte de la Chambre :

pour : 4 — contre : 8 —

C - Le retour au texte primitif du Sénat :

contre : 12 .

La commission décide de passer à l'étude des articles du texte proposé par M. Morant dans une prochaine séance.

La séance est levée à dix huit heures.

Le président :

P. B. M. Champollion

L'un des Secrétaires :

M. Morant

Séance du mercredi 13 février 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à quinze heures 5.

Sont présents: MM. Boivin-Champeaux, président,
 Ratier et Poullé, vice-présidents, Morand,
 Secrétaire, Lisbonne, Gerbe, Gourju, Mazurier,
 Guillier, Gardey, Duplantier, Lauraine, Savary,
 Helmer, Catalogne, Ecrard, Lemarié, Pol Chevalier,
 Grand, Richard, Rabier -

Excusés: MM. Fenoua, Massabiau, Chautemps et
 Fernand Grémeux.

^I
 Affaires nouvelles. M. de Montaigne est désigné comme rapporteur du
 projet de loi, adopté par la Chambre des députés,
 portant ratification du décret du 16 juin 1922
 rendant applicables aux procédures engagées
 devant les conseils de prud'hommes industriels
 et devant les conseils de prud'hommes
 commerciaux fonctionnant dans les départements
 du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle
 le bénéfice de la disposition de l'alinéa 4 de
 l'article 25 de la loi du 27 mars 1907,
 exonérant du timbre les procurations que
 doivent présenter les mandataires devant les
 juridictions prud'homales - (Imprimé 12 de 1924 -
 n° 262 du registre d'ordre).

M. Guillier est désigné comme rapporteur pour
 avis du projet de loi, adopté par la Chambre des
 députés, ayant pour objet de compléter
 et de modifier la loi du 10 août 1912,

relative à l'exercice du privilège du Trésor sur les immeubles, fonds de commerce, navires de mer et bâtiments fluviaux pour le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre. (Imprimé 20 de 1924 - n° 264 du registre d'ordre).

II Panneaux réclame

M. Catalogne donne lecture d'un nouveau texte établi d'accord avec le Gouvernement, sur la proposition de loi de M. Bouvin-Champeaux concernant les panneaux réclame.

Ce texte est adopté sans discussion.

III Propriété commerciale.

M. Gourju a déposé un contre-projet conforme aux observations qu'il a présentées au cours de la précédente séance de la Commission, il a pour objectif de concilier la propriété immobilière et la propriété commerciale.

M. le président rappelle que la commission a manifesté le desir de se rapprocher du texte de la Chambre, sauf à ne donner à la loi qu'un effet temporaire.

M. Morant fait observer que le projet de M. Gourju ne prévoit qu'un seul cas : les dommages-intérêts lorsque le même commerce est exercé dans les mêmes locaux. Or, les commerçants tiennent surtout à ne pas quitter les locaux où ils exercent leur négoce, alors que M. Gourju assure seulement la protection de la clientèle et de l'achalandage.

M. Gourju réplique qu'il prévoit une facile relocation pour cinq ans et il invoque l'approbation de la Fédération nationale des commerçants et industriels mobilisés français, approbation formulée par deux fois, en 1920 et en 1923.

M. Savary préfère l'examen du projet de M. Morand à l'adoption du contre-projet de M. Gourji.

(le contre-projet de M. Gourji est repoussé).

M. Poullé déclare qu'il a voté le contre-projet, mais qu'il reprendra certaines idées qui y sont contenues.

La Commission aborde l'examen du texte de M. Morand.

Article 1^{er}

M. Morand déclare qu'il abandonne toute la première partie de l'article 1^{er}, relative à la limitation de la loi aux communes de plus de 4000 habitants.

M. Lauraine observe que, si la date de 1934 a été indiquée dans une loi précédente, c'est comme délai maximum. Ici on généralise.

M. Morand estime que dix ans est un délai suffisant pour l'expérience qui va être tentée.

(d'art. 1^{er} est adopté).

Article 2

M. Morand a substitué aux délais de 3 ans et de 2 ans, qui se trouvaient dans le texte de la Chambre, les délais de 2 ans et de 18 mois, parce que les parties ne se décident pas longtemps à l'avance.

D'autre part, il faut que les locataires aient le temps de prendre leurs précautions.

M. Lauraine est partisan de cette substitution, pour multiplier les chances d'entente amiable entre propriétaires et locataires, et aussi parce qu'il est difficile de trouver un nouveau local, ce qui obligera parfois le locataire à faire construire.

M. Morand explique que, s'il a mis les mots : personnellement par lui-même etc... c'est pour faire obstacle aux cessions successives de fonds de commerce.

M. Boule objecte que, si le commerçant a cédé son fonds pour cause de maladie, il n'a pas spéculé.

M. Lauraine trouve que le danger n'est pas aussi grave qu'on semble le redouter si c'est le même genre de commerce qui se perpétue dans les mêmes locaux.

M. Boule craint que le texte ne frappe injustement des commerçants qui ne spéculent pas.

M. Gouvin demande ce qu'il faut entendre par bail écrit.

M. Gerbe fait observer que pour des locaux commerciaux le bail verbal est exceptionnel.

M. Ratier ajoute que s'il n'y a pas de bail, il n'y a pas de fonds de commerce.

(La commission supprime les mots : personnellement par lui-même etc...)

M. Gerbe demande qu'on vise aussi la facilité reconduction d'un bail écrit.

(Les alinéas 2 & suivants de l'article 2 sont adoptés).

Article 3 : Les alinéas 1 à 6 sont adoptés.

§ 7 - Le texte proposé porte 5 ans, celui de la Chambre porte 12 ans; cette modification se réfère à la révision quinquennale des prix, qui peut avoir lieu à la demande de l'une des parties.

M. Majurier propose : dix ans.

M. Lauraine propose : "sans pouvoir dépasser le 23 octobre 1934"

M. Gerbe demande la suppression des

mots : " le tout sauf etc ... " parce que cela va de soi.
M. Morant pense que ces mots sont nécessaires,
 parce que toutes les dispositions contraires à
 la loi sont nulles.

M. Ratier ne partage pas l'avis de M. Gerbe.
M. le président demande que l'alinéa commence
 par les mots : " Sauf accord entre les parties ... " (adopté).

La Commission adopte la formule : " Sans pourvoir
 dépasser le 23 octobre 1934 ... "

— § 8 — M. Morant explique que cet alinéa
 vise les conditions accessoires.

M. d'Auraine craint que cet alinéa n'invite
 les arbitres à refaire le contrat.

M. Ratier demande qu'au lieu de " Seront
 homologués ", on dise " pourront être
 homologués ... " (adopté).

— § 9 — M. Morant explique qu'il s'agit du
 désaccord des deux arbitres, la sentence
 sera alors prononcée par le président du
 tribunal et les deux arbitres ; les arbitres prendront
 ainsi une part de responsabilité.

M. Magurès fait remarquer que la voix
 unique du président sera annulée par
 celles des deux arbitres.

M. le président réplique que le président du
 tribunal civil départagera les deux
 arbitres qui ne s'entendent pas.

M. Gerbe signale que le tiers arbitre statue seul
 sans l'intervention des deux arbitres.

M. le président rappelle que devant le
 Conseil de préfecture on nomme
 tout de suite trois arbitres.

M. Lauraine critique les mots "Dispense de procuration"

M. Poulle rappelle qu'ils figurent expressément dans la loi de 1905 sur la compétence des juges de paix. Il est contraire aux règlements de la profession que l'avocat soit porteur d'une procuration.

M. le président appuie l'observation de M. Gerbe: il ne s'agit pas d'un tribunal, mais d'une ordonnance du président seul - comme en référé - qui statue après avoir pris l'avis des deux arbitres.

M. Savary demande le maintien du texte qui parle du président "et" des deux arbitres.

M. Poulle déclare que, comme avocat, il a toujours refusé d'avoir eu pouvoir. En décembre 1920, on a discuté la question des référés et M. Bussan-Billaud, le bâtonnier, a dit: "Il est nécessaire que le texte dispense du pouvoir, même en référé."
(la question du pouvoir est réservée)

M. le président met aux voix la question de savoir s'il y aura une sentence rendue par le président et les deux arbitres ou si le juge statuera seul par une ordonnance.

(Il est décidé que le président statuera seul après avoir pris l'avis des arbitres).

M. le président met aux voix la question de savoir si le président sera obligé de se conformer à l'avis de l'un ou de l'autre des arbitres.

(la négative est adoptée).

- § 10 - (adopté)

- § 11 - M. Lauraine approuve ce texte.

M. Gerbe le critique, parce que, avec les mots "ou si..." il y aura toujours les anis des chicanes.

M. Savary demande la suppression des mots
"ou si... etc..."

(la commission décide de remplacer "tous les cinq ans"
par "à partir du renouvellement du bail".)

Article 4 — (§§ 1 et 2)

M. Morand signale les différences de son texte avec
celui de la Chambre des députés. La
Chambre avait supposé qu'il n'y aurait de
difficulté que quant à la durée du bail, en
fait, il peut y en avoir aussi sur le prix.

M. Lauraine demande si l'ordonnance sera
obligatoire pour les parties.

M. Morand répond qu'elle ne le sera pas si
le locataire ne peut payer le prix fixé
par les arbitres, il renoncera alors au bail.

Corrélativement, le propriétaire peut ne
pas accepter le prix fixé par les arbitres et
payera alors une indemnité.

M. Lauraine observe qu'alors les sanctions
seront plus dures pour le propriétaire.

M. le président rectifie: le propriétaire
peut refuser de passer le bail s'il a
des motifs légitimes; s'il n'en a pas, il
devra des dommages-intérêts.

M. Gerbe fait une distinction: le
propriétaire devra des dommages-intérêts
lorsqu'il refusera de renouveler le bail,
mais non pas lorsqu'il refusera les
conditions du renouvellement.

M. Morand signale qu'alors le
propriétaire de mauvaise foi
acceptera toujours le principe du
renouvellement, mais non les conditions.

M. Savary estime que la différence de traitement entre le propriétaire et le locataire se justifie et que M. Morant a eu raison de limiter les Sommages-intérêts à trois ans de bénéfices.

M. Morant a fait une enquête au tribunal de Commerce de Paris : trois ans de bénéfices correspondent au maximum accordé par le tribunal en pareilles circonstances.

M. Gaurin demande si, malgré l'article 2 du Code civil, la loi s'appliquera aux baux en cours.

M. le président répond que, si la loi ne s'applique pas aux baux en cours, elle ne donnera aucun résultat.

M. Pouille ajoute que, si l'on ~~supprime~~ ^{supprime} les mots, "en dernier ressort", le propriétaire traînera son locataire de juridiction en juridiction, avec des expertises interminables.

M. le président répond que les voies de recours sont indispensables ici, parce qu'il peut s'agir de Sommages-intérêts considérables, 300.000 fr. et plus.

M. Marquis préférerait que la perte du propriétaire fût limitée à deux ou trois ans de bail.

M. Grand propose comme criterium des Sommages-intérêts le montant du bail et non les bénéfices.

M. le président partage cet avis.

M. Gorbe voudrait limiter le bénéfice en proportion de la valeur du fonds de commerce.

M. Grand fait observer que le bail est une base indiscutable, qui résulte de la convention des parties, tandis que le bénéfice sera discuté.

M. Ratier n'est pas de cet avis, parce que les baux seront majorés.

M. Grant suggère que ce sera précisément une perspective qui arrêtera les propriétaires lorsqu'ils voudront majorer les baux.

M. Gerbe propose comme maximum cinq ans de bail.

(Ce chiffre est adopté)

(Les mots "en dernier ressort" ne sont pas adoptés)

- § 3 - (adopté).

Article 5 - § 1^{er} -

M. Lauraine propose d'ajouter : "pendant cinq ans au moins" (adopté)

§ § 2. 3. 4. - (supprimés)

§ nouveau - M. Lauraine trouve trop court le délai de six mois.

M. Morant rappelle que c'est le délai de la loi de 1922.

M. Goupi demande ce qui se passera si le propriétaire a repris l'immeuble pour son fils et si celui-ci meurt.

M. Lauraine propose de substituer aux mots "n'aura pas utilisé" les mots "utilisé différemment" (adopté)

M. Lauraine propose ensuite la suppression du délai de six mois.

M. Lisbonne demande comment s'appliquera l'article si on ne prévoit pas de délai.

M. Lauraine répond qu'il s'appliquera aisément, puisque le texte parle d'un fait positif, l'utilisation différente.

M. Lisbonne ajoute que le local peut rester vide indéfiniment.

M. Gerbe répond que c'est invraisemblable.

(la commission supprime le délai de six mois.)

Article 6 - M. Morand expose l'hypothèse prévue, il s'agit d'un local adapté à un commerce déterminé, un théâtre ou une boulangerie, avec un four et le commerçant a loué le fonds de commerce et le local. Il est difficile de bien comprendre le porteur de cet article, étant donné que l'article 7 parle de l'indemnité de plus-value.

M. Lauraine signale une autre hypothèse, celle d'un boulanger qui a fait peindre ses plafonds et orner les murs avec de la marqueterie, ces ornements ne pourront pas servir à un autre commerçant exerçant après lui un autre commerce dans les mêmes locaux. M. Lauraine n'admet le remboursement de ces dépenses que si les améliorations ou transformations profitent au nouveau locataire, même si ce dernier n'exerce pas un commerce similaire.

(L'article 6 et l'article 7 sont adoptés).

Article 8 -

M. Granet déclare qu'il n'y a aucun lien de droit entre le locataire entrant et le locataire sortant.

M. le président invoque le quasi-contrat d'enrichissement sans cause.

M. Lauraine demande si le locataire sortant garantit la clientèle au locataire entrant.

M. le président fait observer que l'indemnité pourrait être à la charge du propriétaire.

M. Morand rappelle que le principe de l'indemnité a été déjà voté par le Sénat il y a trois ans.

Il y a trois indemnités différentes : l'indemnité d'éviction, l'indemnité de plus-value et l'indemnité d'enrichissement sans cause.

M. Lauraine craint qu'il n'y ait des procès de pur chantage.

M. le président répond que le prix de la nouvelle location sera plus élevé si le nouveau locataire exerce le même commerce que l'ancien.

M. Lauraine fait observer que, dans l'hypothèse envisagée, le locataire n'est pas évicé, mais qu'il s'en va librement à fin de bail.

M. Morand suppose, au contraire, qu'il y a un conflit entre lui et le propriétaire.

M. Lauraine déclare qu'il faut le dire expressément.

M. le président en conclut que le texte doit être changé et l'indemnité mise à la charge du propriétaire.

M. Lauraine en infère que le prix du loyer payé au propriétaire sera diminué.

M. Morand propose cette modification : "Si dans les cinq ans qui suivront l'expiration du bail, le propriétaire etc...."

M. Guillier demande ce qui se passera si le locataire quitte volontairement le local commercial à fin de bail pour prendre possession d'un autre local, plus avantageux pour lui.

M. Lauraine insiste : il faut que le texte prévienne que le locataire ne part pas volontairement.

(L'article 8 est réservé)

Article 9 nouveau. ("Si dans les trois ans etc...")

M. Morand explique que ce texte a pour

Cut se mettre un terme à la spéculation de ceux qui achètent un fonds de commerce pour le revendre aussitôt.

M. Gerbe craint que ce texte n'atteigne des commerçants qui sont installés depuis dix ou vingt ans.

M. Laurain voudrait qu'il fût dit que la nature du fonds de commerce ne sera pas modifiée, la cession étant interdite seulement dans le cas de changement de commerce.

M. le président demande pourquoi cette interdiction dans la loi, alors que le bail n'interdit pas le changement de commerce.

M. Richard estime qu'il est juste que le locataire supporte des charges corrélatives aux avantages dont il bénéficie.

M. Gerbe signale le cas d'un individu qui a été simultanément - propriétaire de trois fonds de commerce qu'il a revendus.

M. Morand propose un nouveau texte pour l'article 9.

M. Guilleis propose de substituer à "Sauf le cas de force majeure" les mots "Sauf motif légitime". (adopté).

M. le président fait remarquer qu'avec ce texte les ventes de fonds de commerce deviendront difficiles.

M. Richard propose un délai de 5 ans au lieu de 3.

M. Morand objecte que la plupart des baux sont de 3 - 6 - 9 ans. (Le délai de 3 ans est adopté)

La séance est levée à 18 heures.

Le président :

L'un des Secrétaires :

M. Morand

P. M. M. Ch. ...

Séance du jeudi 14 février 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à 10 heures 1/2.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président, Morand, secrétaire, Gerbe, Richard, Magurès, Guillier, Lisbonne, Gouy, Catalogne, Duplantier, et Eccard -

Excusés : MM. Lauraine, Pol Chevalier, Ratier et Massabiau.

^I
Propriété commerciale M. le président donne connaissance d'une lettre qui lui a été adressée par le président de la chambre des avoués, où les avoués demandent le bénéfice de la loi sur la propriété commerciale.
M. Morand ajoute qu'il a reçu des lettres semblables de médecins et des chefs d'institution privées.
(La commission décide de ne pas étendre aux avoués le bénéfice de la loi).

Article 9 modifié. - M. Morand donne lecture de la nouvelle rédaction: on veut éviter la spéculation sur les fonds de commerce par reventes successives.
M. le président demande s'il n'y a pas là contradiction avec l'article 1^{er}.
M. Morand répond qu'ici il s'agit du renouvellement du bail antérieur.
M. le président estime que l'exercice

personnel du commerce par le locataire dont le bail est renouvelé devrait être obligatoire pendant un certain temps depuis le renouvellement.

M. Gerbe n'est pas de cet avis : le renouvellement facilite la cession sans aucune fraude si le locataire a déjà exercé dans le même local son commerce pendant trois ans au moins.

(L'art. 9 modifié est adopté).

article 10 - (art. 9 de la Chambre)

M. Gerbe fait observer que le délai de trois ans est inapplicable aux instances de l'article 3, où il est parlé de dix huit mois.

(La commission décide d'abréger l'article et de ramener la prescription à un an.)

article 11 - (art. 10 de la Chambre) - (adopté)

article 12 - (art. 11 de la Chambre). - § 1^{er} -

M. Morand explique que le 16 février 1922, c'est la date du dépôt du rapport de M. Levasseur et que le 13 mars 1919, c'est la date du dépôt de la proposition de loi.

M. Gerbe remarque que jamais, en pratique, on ne fait enregistrer une promesse de bail.

M. Morand propose la date du 1^{er} janvier 1922.

M. le président fait observer que le propriétaire a pu se mettre en garde contre la proposition de loi dès qu'elle a été connue.

M. Richard propose le maintien de la date adoptée par la Chambre des députés.

M. Morand fait observer que le 13 mars 1919, la cessation des hostilités n'avait

encore été proclamée et, depuis lors, le Sénat a voté une proposition différente.

(Les alinéas 1^{er} et 2 sont adoptés avec la date du 1^{er} janvier 1922).

- § 3 - M. Morand fait observer que la loi de mars 1922 n'a parlé que des mutilés, non des anciens combattants.

(La commission décide que l'alinéa ne

s'appliquera qu'aux mutilés et réformés).

M. Gerbe fait observer, à son tour, que toutes les promesses de bail vont être annulées, sauf celles qui ont date certaine.

M. Maguier ne s'en émeut pas, car, s'il y a des promesses de vente sans un bail, il n'y a jamais de promesses de baux.

Article 13.

M. Gerbe s'inquiète de cet article, qui va amener des troubles considérables. Le commerçant qui a déjà donné congé du local qu'il occupait va se trouver dans l'impossibilité d'occuper le nouveau local aussitôt la loi promulguée et ses frais seront perdus. Normalement on a prévu un délai de dix-huit mois avant la fin du bail : pourquoi ne pas étendre ce délai à l'hypothèse de l'article 13.

M. Duplantier propose : six mois.

M. Morand demande qu'on protège aussi le locataire rentrant, qui est également commerçant.

M. Richard suggère qu'on pourrait parler des baux en même temps que des promesses de location à l'article 72 § 2.

M. Courji appuie la suggestion de M. Richard, d'autant plus que les promesses de location sont suspectes: il est opportun d'inscrire à l'article 12 la date du 1^{er} janvier 1923 (adopté).
M. Gerbe estime que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de maintenir le dernier alinéa, relatif aux mutiles.

(Le dernier alinéa de l'art. 12 est supprimé et l'article 13 est modifié).

Article 14 - (article 13 de la Chambre).

M. Morand expose que ce texte est obscur, à l'exception du 1^{er}; le bail renouvelé par tacite reconduction équivaut au bail écrit mais les premiers mots de l'article ne sont pas clairs.

M. Richard explique que l'article 13 vient au secours de ceux qui n'ont pas de baux écrits, n'ayant pas prévu la loi: six mois sont nécessaires pour que tout le monde connaisse et comprenne la loi.

M. Gerbe objecte qu'avec le délai de six mois, le locataire attendra que le délai impartie au propriétaire pour lui donner congé soit expiré et il agira avant la fin des six mois.

M. Richard répond que, si le propriétaire n'a pas donné congé, c'est qu'il ne tient pas à faire partir son locataire.

M. Magurier propose: 1^{er} "9 ans" au lieu de "11 ans"; 2^o "la durée du nouveau bail" au lieu de "la durée de la prorogation" (l'article 14, ainsi modifié, est adopté).

Article 15 - (14 de la Chambre).

M. Gerbe demande la suppression de cet article.

les locataires, une fois la loi promulguée, n'auront qu'à faire des baux écrits.

M. Guillier répond que les propriétaires ne veulent pas en faire.

M. Morand dit que, si on supprime l'article, les propriétaires donneront congé un an avant le délai fixé par la loi.

M. Magurier prévoit que, dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi, tous les locataires verbaux demanderont le renouvellement de leur location.

M. le président rappelle qu'on ne peut pas forcer un propriétaire à passer un bail écrit.

M. Magurier imagine l'hypothèse d'un propriétaire qui s'entendait bien avec son locataire, mais qui vient à décéder et dont les héritiers sont animés de moins bonnes dispositions à l'égard du locataire.

M. Morand propose 6 ans au lieu de 9 ans.

M. Magurier pense qu'il faut prévoir le cas où le locataire a terminé après la promulgation de la loi le délai imparti par la loi.

M. le président reboute une surprise pour le propriétaire.

(Le délai de 9 ans est maintenu)

M. Guillier déclare qu'un propriétaire n'est pas intéressant s'il ne veut pas faire de bail écrit et s'il garde neuf ans son locataire, avec la volonté de pouvoir l'expulser quand bon lui semblera.

M. le président n'est pas de cet avis, en raison des circonstances exceptionnelles de l'heure présente.

(L'article 15 est maintenu, avec l'addition des mots: Tout trois ans au moins antérieurement à la loi).

Article 16 - (art 15 de la Chambre).

M. Gerbe estime que l'Etat ou la commune qui donne un immeuble en location est assimilable à un propriétaire quelconque.

(Le texte de la Chambre des députés est maintenu).

Article 17 - (adopté avec modification).

(L'article 17 de la chambre des députés est supprimé)

Article 18 - (adopté)

La séance est levée à midi.

Le président:

L'un des Secrétaires:

P. BMM - Cherbon

M. Morand

87^e Séance.Séance du ~~vendredi~~ 22 février 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à 17 heures 30.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président; Ratier et Poulle, vice-présidents; Morand, secrétaire; Eccard, Gerbe, Savary, Guillier, Gollju, Rabier, Duplantier, Lauraine, Pol. Chevalier, Jardey, Grand, Lisbonne, Lemarié et Massabuau.

Excusés : MM. Catalogne, Fernand Crémieux et Fenoux

I
Affaire nouvelle. M. Poulle est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Guillaume Poulle tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 93 du Code civil (déclarations de décès aux armées) - (Imprimé 82 de 1924 - n° 266 du registre d'ordre).

II
Propriété commerciale. Sont introduits : MM. Dior, ministre du commerce et de l'industrie, Charmeil, directeur au ministère du Commerce, et Fleys, directeur des affaires civiles au ministère de la justice.

M. Dior présente les excuses de M. Colrat, garde des sceaux, qui n'a pu se rendre à la convocation de la Commission pour raison de santé.

L'ordre du jour appelle les explications du Gouvernement sur les textes relatifs à la

proposition de loi réglant les rapports entre
Locataires et Bailleurs en ce qui concerne le
renouvellement des baux à usage commercial
ou industriel. (n° 229 du registre d'ordre).

Sur l'article 1^{er} :

M. Dior fait remarquer qu'il y a une grosse
différence entre le texte adopté par la Chambre des
Députés et le texte arrêté par la Commission sénatoriale
de législation civile & criminelle. La commission ne
donne effet à la loi que jusqu'au 23 octobre 1924,
alors que le texte de la Chambre en fait une loi
définitive, une loi de procédure et non pas une loi de
circonstance.

En outre, la commission vise "les baux à Coyer
pour les locaux à usage commercial ou industriel",
alors que la Chambre parle d'un "local qui
s'exploite, depuis deux ans au moins, un fonds de
commerce ou une industrie". Pour la Chambre,
c'est le local principal de l'industrie ou du
commerce, et non les locaux accessoires : hangars,
écuries, magasins de dépôt de marchandises,
situés en ville, à une certaine distance du local principal.
Ce petit hangar a pu être nouvellement loué à
un locataire qui habite l'immeuble où est le hangar.
À la Société d'Études législatives, on visait les Coyers
d'au moins trois ans ; le texte de la commission ne
spécifie pas.

M. Fleys estime que la formule de la Chambre est plus
restrictive et plus heureuse.

M. Dior pose comme criterium que, dans le
local principal, le locataire a fait des aménagements,
des dépenses, tandis qu'un hangar, on le prend
tel quel.

M. Morand demande ce qu'il faudra décider au cas où un bail unique concerne à la fois le local commercial et une cuisine ou une chambre à coucher, au dessus de ce local ou ~~derrière~~ derrière. Sans ce cas il n'y aura pas d'aménagements nouveaux pour la chambre ou la cuisine. M. le président répond que c'est une question d'indivisibilité.

M. Dior ajoute que c'est un cas d'espèce. à Paris et dans les grandes villes, le même locataire peut avoir son magasin au rez de chaussée et son appartement au quatrième étage.

M. Pley déclare que, pour la limitation et l'application de la loi à 1934, il est de l'avis de la commission; les circonstances actuelles sont anormales, plus tard on rendra la loi définitive s'il y a lieu.

M. Gerles demande si la loi s'appliquera, par exemple, aux locaux spéciaux où, en province, les épiciers vendent les huiles minérales.

M. Dior répond que ces locaux sont commerciaux et que la loi s'applique à eux.

M. Dior accepte le texte de l'article 2.

Sur l'article 3:

M. Dior attire l'attention de la commission sur la suppression de l'alinéa 6 du texte de la Chambre des députés. La majoration de location profiterait au propriétaire seul, les banques, les magasins d'alimentation ou de nouveautés couvriraient si n'importe quel prix pour souder tout un pâté de

maisons et réunir des boutiques contiguës. Les petits commerçants ont grand peur de la suppression de cet alinéa; on les convaincra et ils n'auront rien. M. Dior demande, en conséquence, le rétablissement de cet alinéa, dont la suppression serait une très grosse objection au texte du Sénat.

M. Fieys comprend la préoccupation de M. Dior et celle de la Chambre; la Chambre des députés a écarté le droit de priorité, elle a laissé le droit de préférence au profit du locataire occupant, aux mêmes conditions que les offres faites par des tiers. L'alinéa 6 permet aux arbitres de décider si l'offre des tiers est ou non raisonnable, si elle n'est pas exagérée. La Commission du Sénat a été effrayée de la part d'arbitraire laissée à la discrétion des arbitres. Il faudrait trouver une autre formule.

M. Lauraine fait remarquer que c'est le président du Tribunal qui statue en dernière analyse, qu'il n'y a pas d'arbitraire.

Sur l'article 4:

M. Dior relève qu'il y a peu de différences entre le texte de la Chambre et celui de la Commission. La Commission limite l'indemnité aux cinq années dernières de loyer, au maximum. C'est un plafond dangereux, parce qu'il y a eu des baux très long, avec un prix de loyer très faible, surtout lorsque le locataire a pris le local avec les murs nus. Il faut, en outre, tenir compte de la dévalorisation du franc.

Sur l'article 5:

M. Dior fait remarquer que le texte de la Chambre visait un cas qui, en province, a excité des colères,

La Chambre évitait des évictions.

M. Dior accepte l'article 6.

Sur l'article 7:

M. Dior signale que la plus value est évaluée différemment dans le texte de la Chambre et dans celui de la Commission. Le texte de la Commission est insuffisant; il faut tenir compte de la publicité faite par le locataire, et du mal qu'il s'est donné pour faire venir les chalands.

M. le président demande s'il y a plus value même dans le cas où l'ancien locataire était marchand de chaussures et où le nouveau est pharmacien.

M. Dior répond que les gens qui achetaient des chaussures iront acheter des médicaments chez le pharmacien.

M. Morant objecte que ces gens peuvent avoir déjà un autre pharmacien habituel, qu'ils ne quitteront pas.

Sur l'art. 8:

M. Fleys demande si l'indemnité prévue à cet article se cumule avec celle que prévoit l'article 4.

M. Dior répond négativement.

M. Morant répond affirmativement; il peut y avoir un préjudice de 10 ch, en sus, un enrichissement de 5.

M. Fleys l'admet. Si l'indemnité de l'article 4 n'est qu'une indemnité

d'éviction, mais non si c'est une indemnité de préjudice car le locataire a droit à cette indemnité et rien de plus.

M. Diori pense que les arbitres citeront les conséquences injustes.

M. Morand précise : il faut distinguer suivant que le nouveau locataire commerçant exerce ou non un commerce similaire.

M. Gauraine fait valoir que les articles 4 et 8 n'envisagent pas la même hypothèse.

M. le président ajoute que ce ne sont pas les arbitres qui statuent, mais le président du tribunal.

M. le ministre admet les articles 9 (nouveau) et 10.

Sur l'article 11 :

M. Diori et M. Fleys demandent à la commission de bien vouloir conserver la date du 13 mars 1919, adoptée par la Chambre des députés. Il ne faut pas, en effet, opposer aux mobilisés des baux consentis en décembre 1912 à de nouveaux locataires : à cette date, des propriétaires ont pris leurs précautions pour essayer de se mettre à l'abri contre la loi. Tout tout le monde prévoyait déjà l'adoption. Des commerçants qui ont été mobilisés sont maintenant anxieux. Le Gouvernement supplie la commission d'examiner de nouveau le cas des mobilisés et de reprendre la date du 13 mars 1919.

M. Morand appelle l'attention de M. le ministre du commerce sur ce fait que le texte de la Chambre ne parle que de promesses de bail et lui demande ce qu'il faut décider en cas de

Cail enregistré. N'y a-t-il pas lieu d'envisager aussi le cas de jeunes gens qui ont fait la guerre et qui veulent, à présent, s'établir commerçants?

M. Fleys rapporte que M. le Garde des Sceaux a reçu une délégation des commerçants mobilisés, qui lui a exprimé un vœu très pressant de leurs mandats. C'est ce à quoi ils tiennent le plus. M. Fleys supplie la commission d'admettre sur ce point une transaction nécessaire.

M. Morant demande si le Gouvernement accepterait un texte visant seulement les réformés et les mutilés, mais non ceux qui ont été mobilisés à l'arrière, - en un mot ceux qui sont déjà visés par la loi de mars 1922.

M. Charmeil répond que la formule incluse dans le vœu des commerçants mobilisés est celle de la loi sur la liquidation du moratorium de guerre.

M. Morant répond, à son tour, qu'une telle formule n'a jamais été insérée dans une loi sur les loyers.

M. Diôr accepte la suppression de l'article 12 de la Chambre des Députés.

Sur l'article 12:

M. Diôr signale, au cas où il n'y a pas de bail écrit, que le texte de la commission exige trois ans au moins de jouissance personnelle du local avant la promulgation de la loi. Cette condition se comprend si la loi ne doit avoir effet que jusqu'en

1934, mais non pas si elle doit être définitive.
M. Charmeil craint que dorénavant les propriétaires
 ne consentent plus que des baux verbaux.
M. Rlys fait remarquer que le Sanger est le
 même avec le texte de la Chambre.

M. le ministre ne fait pas d'objection sur les
 articles suivants.

Sur l'article 5:

M. Dior remarque que cet article vise les
 commerçants étrangers et fait des réserves
 quant à l'application des conventions commerciales
 internationales. - Il admet la suppression de
 l'article 17 du texte de la Chambre des députés,
 qui concernait les établissements d'enseignement.

Sur l'article 16:

M. Rlys demande la suppression des mots
 "aux colonies", on pourrait viser expressément
 les quatre vieilles colonies mais pour les autres
 les conditions sont très différentes de celles de la
 métropole -

Il demande aussi le maintien de l'avant-dernier
 alinéa de l'article 3 du texte de la Commission,
 visant la représentation des parties par des avocats
 La Chancellerie tient beaucoup à l'adoption de ce texte.

M. Rattier demande s'il ne convient pas
 d'étendre les mesures de surveillance de la
 loi à d'autres locaux professionnels:
 ceux des maîtres de pension, qui, dans les
 environs de Paris, ont des locaux appropriés

ceux des officiers ministériels.

M. Dior répond que cette loi est une loi de procédure beaucoup plus qu'une loi occasionnelle, des revendications des commerçants sont antérieures à la guerre, les propriétaires se sont parfois unparés du fruit du travail de leurs locataires. Cette loi durera longtemps. L'officier ministériel, le médecin habite souvent en dehors de l'étude, il faut être prudent. Quand un propriétaire exige que l'appartement soit loué "bourgeoisement", un médecin peut y habiter. Si on étend la loi aux médecins, les propriétaires ne voudront plus leur louer.

M. Rabier insiste en ce qui concerne les chefs d'institutions.

M. Dior répond que leur cas regarde le ministre de l'instruction publique.

M. Fley serait d'avis que la loi pourrait s'appliquer aux maîtres de pension. Le ministère de la Justice est, naturellement, bien disposé pour les officiers ministériels, mais l'extension indéfinie de la loi serait dangereuse.

M. Dior demande à la commission de hâter le vote de la loi par le Sénat.

L'opinion publique a besoin d'être rassurée. Les différences entre le texte de la Chambre et celui de la commission sontvenues très faibles.

M. le président ne méconnaît pas l'urgence de la loi, mais ne pourra certainement

105

pas faire inscrire l'affaire à l'ordre du jour
du Sénat avant le 8 mars, au plus tôt.

M. Morant pourra déposer son rapport
cinq jours après que la commission aura
arrêté un texte définitif.

M. Gourju demande quelle sera l'attitude du
gouvernement en séance publique, la
commission sénatoriale du commerce
étant favorable au texte de la Chambre.

M. le président intervient : la commission
du commerce n'est saisie que pour avis.

La séance est levée à 19 heures 5 minutes

Le président :

L'un des Secrétaires :

M. Morant

P. B. M. - Chénier

Séance du lundi 27 février 1924.

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président ;
 Poulle et Ratier, vice-président. Morand,
 secrétaire, Lisbonne, Mazurier, Savary,
 Rabier, Duplantier, Pol Chevalier, Lebert,
 Guellier, Grand, de Laslax, Catalogne.
 Excusés : MM. Gouy, Fenoux et Laurain.

La séance est ouverte à seize heures.

M. Victor Bérard, président de la Commission
 de l'enseignement et des beaux-arts, est introduit.

I
 Propriété
 commerciale.

M. Victor Bérard expose les doléances de
 la Commission de l'enseignement.
 Depuis le début de la guerre, de grandes
 industries sont venues s'établir dans les
 villes et elles y ont accaparé tous les
 terrains et tous les locaux vacants.
 Les professeurs et les étudiants n'ont
 plus de locaux disponibles. En Sorbonne il
 n'y a plus de places libres ni dans
 les bibliothèques, ni dans les amphithéâtres,
 ni dans les laboratoires, à la Faculté de
 médecine les étudiants ne peuvent plus
 disséquer, faute de place. Il n'y a plus
 de terrains pour l'extension des bâtiments
 universitaires particulièrement aux
 alentours du Panthéon. Il aurait
 mieux valu faire la Sorbonne à Versailles.

que de la reconstruire sur place. On a dépensé 500 000 fr. pour la tour astronomique de la Sorbonne, qui n'a jamais été utilisée, les instruments qui y étaient ont été transportés à l'Observatoire. À la Faculté de médecine, il y a des vaches au troisième étage!

Il faudrait laisser toute la Sorbonne à la Faculté des Lettres et déplacer la Faculté des Sciences. Pour la Faculté de médecine, et qui a été attribué, à l'extrémité de la rue de Sanguier un grand terrain qui appartenait aux jésuites. Le nombre des étudiants en Sorbonne a considérablement augmenté. Il devrait y avoir 3000 revues en Sorbonne qui pourraient être consultées: or il n'y a que 5 places à la table des professeurs.

M. le président constate que cette situation va être consolidée, sinon empirée.

M. Victor Bérard demande si la loi sur la propriété commerciale s'appliquera même aux terrains sur lesquels ont été édifiés les bâtiments industriels de fortune.

M. le président répond affirmativement.

M. Marquier fait remarquer que l'Etat a le droit d'expropriés.

M. Victor Bérard ajoute que les étudiants et les professeurs ne trouvent plus où se loger. Le quartier latin, qui était jadis près du musée de Cluny, est maintenant à Montrouge et on a facilement 3 francs et plus de frais de transport chaque jour. Avant la guerre,

Le gouvernement grec et le gouvernement serbe
voulait faire à Paris de grands collèges,
aujourd'hui il faut y renoncer.

M. Poulle demande si le projet de cité
universitaire sur l'emplacement des
fortifications, dû à M. Deutsch de la
Meurthe, n'améliorera pas la situation.

M. Victor Bérard répond qu'il sera
insuffisant, qu'il abritera au plus quelques
centaines d'étudiants. Ce seront des cottages
isolés qui coûteront très cher, pour des
résultats insignifiants, tout en façade : la cité
sera construite sur le type d'une maison de santé.

M. Lebert demande si, après les jeux
olympiques, on ne pourra pas loger ces
étudiants là où auront été logés les
athlètes.

M. Victor Bérard pense qu'il en coûtera
très cher pour exproprier lorsqu'on se trouvera
en présence de baux quasi éternels.

M. Magurier prie M. Victor Bérard
d'indiquer un remède, que la Commission
étudiera.

M. Rabier lui demande s'il est d'avis
que la loi sur la propriété commerciale
ne doit pas être votée.

M. Victor Bérard se défend de présenter
une telle demande.

M. Poulle lui demande si la situation
serait meilleure au cas où on ne
voterait rien. Il faudrait peut-être
modifier l'utilisation des locaux
commerciaux et industriels.

La loi de mars 1922 a interdit de transformer en locaux commerciaux des locaux d'habitation, mais que faire pour ceux qui sont déjà à usage commercial?

M. Victor Bérard précise: le gouvernement grec voulait faire à Paris l'équivalent de l'école française d'Athènes. Or, le terrain a été loué pendant la guerre à un industriel. Le propriétaire va-t-il pouvoir y installer le collège grec, comme il le désirerait?

M. le président répond qu'il ne le pourrait pas sans s'exposer à payer de forts dommages-intérêts.

M. Victor Bérard regrette que la fondation Thiérs soit si éloignée de la Sorbonne, on n'y fait rien parce que le rond-point Bugnaut est trop loin des Facultés. Il importe que la commission prépare pour les étudiants des conditions acceptables de logement.

M. le président engage M. Victor Bérard à exprimer à nouveau ses craintes en séance publique du Sénat.

M. Victor Bérard ajoute qu'il aurait à exprimer les mêmes appréhensions en ce qui concerne les Beaux-Arts: les terrains ont quadruplé de prix depuis 1918 au delà de l'église de Montrouge.

(M. Victor Bérard prend congé de la commission)

M. Savary remarque que le texte de la Chambre des députés et celui de la commission n'ont aucune influence sur la situation décrite par M. Victor Bérard.

M. Morand déclare, au nom de MM. Lauraine et Gourju, excusés, que ceux-ci persistent dans leurs anciennes résolutions.

M. le président consulte la commission sur le caractère temporaire de la loi.

M. Morand rappelle que, pour la loi de 1918 et pour celle de 1922, on s'est trompé: il n'est pas mauvais, cette fois, de faire une expérience de dix ans.

M. Rabier n'est pas rassuré pour la commission: elle sera probablement battue, ayant contre elle la commission du commerce, le vote de la Chambre et, selon toute vraisemblance, l'intervention du Gouvernement.

M. Savary ^{regrette} ~~regrette~~ comme inopérantes ces considérations, mais la loi est une atteinte à la propriété individuelle. M. Penancier a défendu sa thèse, favorable au ~~texte~~ de la Chambre, on en a longuement discuté, le Sénat mettra d'accord les partisans et les adversaires de ce texte.

M. Morand signale un autre point: M. le ministre du commerce préfère la formule de la Chambre pour la désignation des locaux commerciaux, cependant elle est plus ambiguë que celle de la Commission.

M. Grand préfère aussi l'expression employée par la Commission: elle embrasse tous les locaux où s'exerce le commerce.

111

M. Poulle fait remarquer que le ministre veut restreindre l'application de la loi quant aux locaux visés.

M. le président demande ce qu'il faudra décider quand un commerçant aura son cheval et sa voiture loin de son magasin.

M. Ratier prend la parole en faveur des officiers ministériels. Les commissaires-priseurs habitent tous dans le voisinage de l'hôtel des ventes, leur situation est comparable à celle des négociants. Les notaires sont obligés d'habiter certains quartiers : le préjudice qu'ils subissent en quittant le local qu'ils occupent est le même que celui qu'éprouveraient des commerçants : pourquoi les excepter du bénéfice de la loi ?

M. Sarbary répond que c'est en suivant M. Ratier qu'on ferait une exception nouvelle au droit commun : en plus, ce ne sont pas des commerçants, or, la loi est faite pour les commerçants seulement.

M. Ratier signale que les agents d'affaires, dont la situation ressemble à celle des officiers ministériels, vont être protégés par la loi nouvelle, parce que commerçants.

M. Morand rappelle que, dans la loi du 9 mars 1918, on a parlé de locaux professionnels et que tout le monde a invoqué cette disposition : les médecins, les avocats, les comédiens.

M. Pol Chevalier y ajoute les architectes.

M. Rabier ne partage pas l'avis de M. Ratier : les dentistes, les actrices, les professeurs de chant élèveraient des réclamations.

Mais il demande le rétablissement de l'article 17 de la Chambre des députés en faveur des chefs d'institutions laïques, reconnaissant qu'ils ont eu le tort de plaider contre l'application à leurs établissements de l'impôt de 1,10% sur le chiffre d'affaires.

M. Lebert n'admet pas que les officiers ministériels puissent bénéficier de la loi actuellement en discussion, car ils ne pratiquent pas le libre commerce : le nombre des commissaires-priseurs est limité, ils perçoivent de gros bénéfices et ils sont déjà très protégés par les lois et règlements. Le local qu'habite un avocat n'est pas un local professionnel. Il ne faut pas réduire à zéro le nombre des locaux encore disponibles.

M. Ratier répond que la question de savoir si les officiers ministériels sont ou non protégés n'a ici aucune importance, si, en quittant le local qu'ils occupent ils ne peuvent en trouver aucun autre.

M. Pol Chevalier estime que la loi doit être mise en œuvre dans le domaine commercial et ne profiter qu'au commerçant de détail qui a un pas de porte sur la rue.

M. Savary ajoute que le chef d'institution n'a pas besoin d'avoir un internat : en tout cas, l'élément le plus élevé de sa profession, c'est l'enseignement.

M. Grand fait valoir que les études des officiers ministériels sont établies dans les mêmes locaux depuis un temps immémorial. Si l'on étend la loi, tout le monde, jusqu'aux fermiers, en réclamera le bénéfice.

M. le président met aux voix l'extension de la loi aux officiers ministériels :

Pour : 2 — Contre : 7

M. le président met aux voix l'extension de la

Loi aux chefs d'institution:

Pour: 5 — Contra: 8.

La commission maintient son article 2 et son article 3, aucune addition n'étant admise pour les maisons à succursales multiples.

Elle maintient l'article 4 (cinq dernières années de loyer)

Elle maintient l'article 5; M. le ministre du Commerce ayant demandé la suppression des mots "pendant cinq ans", ces mots sont maintenus.

Les articles 6 et 7 sont maintenus.

Sur l'article 8, M. Morant rappelle que M. le ministre du Commerce avait demandé s'il y a cumul entre l'indemnité de l'article 4 et l'indemnité de l'article 8. Ce cumul se justifie: le propriétaire qui a évincé son locataire commerçant lui doit quelque chose de plus s'il a installé à sa place un nouveau locataire exerçant un commerce similaire. Le propriétaire peut: 1° par pure morosité, vouloir refuser non légitimement le renouvellement du bail; 2° tirer, en sus, un bénéfice de son refus.

M. Rabier estime que lorsqu'on est indemnisé en totalité du préjudice subi, on n'a plus rien à réclamer.

M. Pol Chevalier demande qu'on s'entende sur ce que c'est qu'une indemnité d'éviction et si elle comprend tout le bénéfice qu'on aurait pu faire dans l'avenir.

M. Rabier admet le cumul, parce que l'article 4 et l'article 8 visent des conditions différentes.

M. Magurier propose d'ajouter: "Sans cumul avec l'indemnité de l'article 4."

M. Pol Chevalier relève dans l'article 8 une erreur juridique: la commission n'a pas à considérer le bénéfice du propriétaire, mais seulement

le préjudice subi par le locataire sortant.
M. Pouille signale que les deux préjudices
 peuvent ne pas se produire au même moment
 et qu'en conséquence on ne peut pas tout
 bloquer sans la première indemnité : la
 mauvaise foi du propriétaire apparaîtra au
 bout de trois ou quatre ans. Pour l'article 4, il
 peut y avoir une faible indemnité : cinq fois le
 loyer qui est peu élevé, ensuite il y aura
 pleine mauvaise foi. Il faut dire expressément
 que le cumul est possible.

M. Rabier propose l'addition des mots : Se cumulera
 (adopté)

M. de Las Cases accepte également cette formule,
 qui déplaira aux deux parties, même au locataire
 indemnisé qui n'en aura pas moins perdu son fonds.
M. Grand propose "cède ou loue", à la place
 de "loue".

(cette substitution est admise en principe, on
 étudiera le texte).

La commission maintient les articles 9. 10. 11.
 Sur l'article 12, alinéa 2, concernant les
 anciens combattants, M. Morand propose de
 reprendre la formule de la loi de 1922
 pour les mutilés et réformés de guerre, en
 vue de donner partiellement satisfaction à la
 demande de M. le ministre du Commerce.

M. Maguier affirme qu'on ne trouvera
 aucune promesse de bail ayant date
 certaine avant le 1^{er} août 1924.

M. Rabier croit savoir qu'un sénateur
 demandera au Sénat la formule
 "date certaine ou prouvée"

La commission est hostile à cette formule.

M. debert demande ce qu'il faudra décider si le bénéficiaire de la promesse de bail est mort pendant la guerre et si les héritiers pourront l'invoquer.

M. Poulle propose les mots: "opposable aux commerçants mutilés ou réformés de guerre, à moins que cette promesse ne soit antérieure au 1^{er} août 1914" (adopté).

La commission maintient les derniers articles et supprime les mots "aux colonies".

La séance est levée à 17^h 45.

M. Le président:

P. M. Pharf

L'un des secrétaires:

M. Morand

Séance du mercredi 27 février 1924.

Présidence de M. Poullé, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures quinze.

Sont présents : MM. Poullé, vice-président, Penancier et Morand, secrétaires, Gerbe, Lebert, Duplantier, Gourju, Fouilloux, Gardy, Rabier, Catalogne, Savary, ~~MM~~ Guillier et Jean Richard. Excusés : M. Bouvin-Champeaux, président, retenu à la commission des finances, MM. Fenoux, Ratis et Margueris.

I
Affaire nouvelle. M. Gourju est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Léon Clerpentier tendant à compléter l'article 99 du Code civil par l'inscription des décès en marge de l'acte de naissance de la personne décédée (Imprimé 84 de 1924 - n° 267 du registre d'ordre).

II
Régime des aliénés. La commission demande que lui soit renvoyé pour avis le projet de loi sur le régime des aliénés (réforme de la loi de 1838).

III
Pouvoirs du président de Cour d'assises. M. Lebert donne lecture de son rapport sur la proposition de loi de M. Lhopiteau, tendant à modifier les pouvoirs du président de Cour d'assises (Imprimé n° 25 de 1913 - n° 73 du registre d'ordre).
M. Fouilloux s'associe aux conclusions de ce rapport : faute d'un interrogatoire

Bien conduit par le président de la Cour d'assises, le jury est désorienté.

M. Poullé ajoute que l'avocat général, qui a le droit de poser directement des questions à l'accusé aurait beau jeu si le président de la Cour d'assises n'interrogeait pas.

M. Savary considère, lui aussi, comme indispensable l'interrogatoire du président: sa suppression serait dangereuse pour la défense.

M. Lebert donne lecture de l'article 319 du Code d'instruction criminelle.

M. Poullé rappelle le précédent de l'affaire Jola: "la question ne sera pas posée". En général, lorsque l'avocat a l'habitude des assises, le président l'autorise à interroger lui-même les témoins; dans le cas contraire, il répète aux témoins les questions de l'avocat et pratiquement il ne résulte de cette manière de faire aucune difficulté.

Quand le président est partial, le jury acquitte.

M. Savary cite un exemple scandaleux d'intervention partielle du président, un jour où lui-même plaidait devant les assises.

(Le rapport est approuvé - M. Lebert est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

IV

Actes notariés dactylographiés. M. Gerbe donne lecture de son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de modifier l'article 13 de la loi du 25 ventôse an XI, concernant l'organisation du notariat et d'autoriser l'impression et la dactylographie des actes notariés (Imprimé 718 de 1922 - n° 201 du registre d'ordre). (Le rapport est approuvé sans discussion -

M. Gerbe est autorisé à le déposer sur le Bureau du Sénat).

V
Juges de paix
non licenciés.

M. Poule donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger d'une nouvelle année le délai d'application de la loi du 19 juin 1920, relative à la délégation des juges de paix non licenciés en droit devant les tribunaux de première instance (Imprimé n° 71 de 1924 - n° 263 du registre d'ordre).

Il fait d'abord l'historique du projet de loi et montre quels abus ont engendrés les lois récentes sur l'organisation des tribunaux de première instance. Il propose d'introduire dans la loi nouvelle une prorogation de six mois seulement. Si dans les six mois les décrets de lois sont votés, le gouvernement avisera, s'ils ne sont pas votés, il faudra que le scandale actuel cesse d'une façon ou d'une autre.

M. Gourju fait remarquer que dans six mois les tribunaux seront en vacances.

M. Poule ajoute que, de toutes façons, le texte devra retourner à la Chambre des députés, le délai partant de la promulgation de la loi et non pas de la date fixe portée dans le texte de la Chambre.

M. Fouilloux déclare que, pour la dignité de la justice, le système actuellement en vigueur doit cesser, car le juge Caladous ne délibère plus.

Le rapport est approuvé - M. Poule est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

Responsabilité
des administr^{eurs}
de Sociétés

M. Lebert expose l'objet de la proposition de loi de M. Jules Delahaye sur la responsabilité des directeurs et administrateurs de sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit (Imprimé 255 de 1923 - n° 219 du registre d'ordre).

Cette proposition de loi a pour origine vraisemblablement l'émotion qui s'est emparée du public après la mésaventure de la Banque industrielle de Chine. M. Jules Delahaye demande un renforcement de la responsabilité civile des administrateurs et directeurs des sociétés anonymes: il voudrait que tous leurs biens fussent mis sous séquestre dès la dissolution de la société. La Chancellerie, consultée, trouve la forme de cette proposition de loi inacceptable.

M. Gerbe estime que ce serait transformer la Société anonyme en Société en nom collectif.

M. Lebert on créerait un nouveau genre de responsabilité civile à côté de celle de l'article 1382 du code civil et du système de la loi de 1898 sur les accidents du travail, qui donne à la responsabilité un caractère forfaitaire: ici elle serait illimitée. M. Jules Delahaye admet seulement la possibilité de la preuve contraire à la présomption qu'il établit.

Actuellement, en matière de Société anonyme, la responsabilité est réglée par l'article 32 du code de commerce et l'article 44 de la loi de 1867 sur les sociétés.

La proposition de M. Jules Delahaye rendrait difficile le recouvrement des

administrateurs de sociétés financières s'ils
pourraient être poursuivis sur l'universalité
de leurs biens: l'actionnaire dont l'action
aurait fortement baissé pourrait-il se
faire indemniser par les administrateurs?
M. Jules Delahaye ne le dit pas. Les sociétés de
capitaux perdraient leur raison d'être.

En outre il y a dans cette proposition
de loi une suggestion à retenir: le nombre des
actions déposées par les administrateurs et
non négociables n'est pas fixé par la loi,
les statuts peuvent réduire ce nombre à
une quantité infime: 2, 10... On pourrait
fixer ce nombre législativement pour couvrir
les actionnaires contre les fautes dolosives des
administrateurs.

M. Rabier rappelle qu'il y a déjà eu, en
cette matière, une proposition de loi
tendant à créer une hypothèque légale
sur les immeubles des administrateurs.

M. Pouille demande s'il ne serait pas
possible d'y ajouter un privilège
même mobilier. Si on fixe, par exemple,
à cent le nombre des actions qui devront
être déposées, il faut faire attention que
ces actions peuvent n'être que de 100 fr,
minimum légal, — ou moindre, si une
législation étrangère règle l'émission.
Quant à la présomption de faute, elle
est inadmissible.

M. Duplantier propose de fixer la
valeur totale des actions déposées en
fonction du total des actions émises.

121

(la suite de la discussion est renvoyée à une
date ultérieure).

La séance est levée à 16^h 45.

Le président :

P. MM. - Champ

L'un des secrétaires :

H. Moreau

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents MM. Boivin-Champeaux, président,
Ratier, vice-président; Morand, secrétaire; Savary,
Laurain, Jean Richard, Catalogne, Péris, Magurier,
Massabiau, Chautemps, Crémieux, Guilleu,
Rabier, Chastenet, Grand, Duplantier,
Pol Chevalier, Vallier et Lisbonne -
Excusés: MM. Fouilloux, Boule, Penancier
et Gouge.

I
affaires nouvelles

M. Fouilloux est désigné comme rapporteur de
la proposition de loi, adoptée par la Chambre
des députés, tendant à la création d'une cour
d'assises dans le territoire de Belfort -

(Imprimé 76 de 1924 - n° 265 du registre d'ordre)

M. Eccard est désigné comme rapporteur
1^{er} du projet de loi, adopté par la Chambre
des députés, mettant en vigueur la
légalisation civile française dans les
départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la
Moselle (Imprimé 107 de 1924 - n° 268 du registre d'ordre)

2^e du projet de loi, adopté par la Chambre des
députés, adopté par la Chambre des députés,
portant ratification du décret du 4 juillet 1921,
concernant le rattachement au ministère de
la Justice de l'administration de la justice
dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la
Moselle (Imprimé 49 de 1924 - n° 261 du registre d'ordre)

II

Incompatibilités
parlementaires.

M. Maunoury, ministre de l'intérieur, et
M. Albert Sarraut, ministre des colonies sont
introduits.

Les explications de mm. le ministre au
sujet de la proposition de loi sur les
incompatibilités parlementaires ont été
sténographuées, la sténographie est annexée au
présent registre.

Après le départ des deux ministres, M.
Duroux, sénateur d'Alger, et M. Gasser,
sénateur d'Oran, sont introduits.

Les explications des deux sénateurs de
l'Algérie au sujet de la même proposition
de loi ont été sténographuées, la sténographie
est annexée au présent registre.

Mm. les sénateurs de l'Algérie prennent congé de
la commission à six sept heures un quart.

M. le président donne une nouvelle lecture à la
commission de l'amendement déposé par les
sénateurs de l'Algérie :

"Sont exceptées des dispositions qui précèdent :

"... 3^e les personnes qui ont été chargées
de missions temporaires. Toute mission autre
que celles de gouverneur général de
l'Algérie ou des colonies ou de résident
général dans les pays de protectorat
qui a duré plus de six mois cesse d'être
temporaire."

M. Pérès a déjà exprimé son avis dans le
rapport qui a été approuvé par la
commission à l'unanimité. L'indépendance
du parlementaire et l'exercice du mandat

Législatif sont incompatibles avec une mission donnée par le Gouvernement. La commission a maintenu la loi de 1875, elle n'en a pas modifié les limites, elle a voulu que ses dispositions fussent respectées et non pas violées d'une façon constante. Elle a supprimé les exceptions que prévoyait cette loi pour de hauts fonctionnaires tels que le Préfet de la Seine, le premier président de la Cour de Cassation etc... On propose aujourd'hui de revenir en arrière de la loi de 1875, on demande d'ajouter une exception pour les gouverneurs des grandes colonies: c'est ouvrir la porte à toutes les critiques, c'est une entorse au principe posé par la loi de 1875. Ce principe doit être maintenu intégralement. Or, il faut admettre que les Parlementaires pourront exercer toutes les fonctions judiciaires et administratives.

M. Rabier et Vallier estiment que l'assimilation n'est pas fondée.

M. Pérès répond que tous les fonctionnaires doivent obéissance au Gouvernement.

Que fait-on alors des électeurs? Les élus doivent représenter au Parlement ceux qui leur ont donné leur confiance.

Pour ne pas les distraire de leur mandat, la loi les a exonérés d'obligations générales: ils ne sont pas jurés, ils ne peuvent faire partie des commissions départementales, ils sont exempts des périodes d'instruction militaire. Si une exception personnelle est faite en faveur de

M. Steeg, M. Périès déclare qu'il ne pourra pas continuer à être rapporteur.

M. Ratier a été touché par les objections graves présentées par les ministres et les sénateurs de l'Algérie. Elles sont susceptibles de changer les opinions. Dans les colonies les mœurs politiques ne sont pas irréprochables; l'autorité du gouverneur général est nécessaire. Malgré la loi de 1875, on a prorogé de six en six mois des missions données à des parlementaires, elles sont devenues presque permanentes. M. Steeg a donné satisfaction en Algérie, tous les corps constitués demandent son maintien. Son poste est difficile à remplir. Les principes doivent être respectés, mais on ne peut priver les électeurs de l'Algérie d'un gouverneur général dont ils sont satisfaits.

M. Périès et Duplantier objectent qu'il ne faut pas oublier les électeurs de la Seine.

M. Ratier répond que ce n'est pas au Sénat à faire respecter leurs droits, sans quoi il faudrait parler aussi des sénateurs dont les absences sont prolongées. Sur ce principe toute monde est d'accord, mais le moment est mal choisi pour en faire l'application. La situation des fonctionnaires devient difficile, il faut des hommes ayant plus d'autorité. C'est pourquoi M. Ratier se rallie à l'idée exprimée dans l'amendement.

M. Duplantier souligne que le Sénat n'a pas songé à l'application de son texte à M. Steeg personnellement, ni à aucun

autre collègue, c'est une disposition générale. Or M. le ministre de l'Intérieur a dit à la commission que c'était une affaire personnelle, il l'a dit nettement : s'il y a une émotion en Algérie, c'est en raison de la personne de M. Steeg. Au Sénat, personne n'a de l'animosité contre lui, on veut rester sur le terrain des principes. Le texte ~~voté~~ par le Sénat ne fait que reproduire l'article 8 de la loi du 30 novembre 1875. Le cumul du mandat législatif et de l'exercice d'une fonction a toujours été blâmé par les républicains, on en a abusé sous la monarchie et sous l'empire. Ce serait rétrograder que de revenir en arrière de la loi de 1875 sans profit appréciable pour quiconque, car il n'y a pas que les parlementaires qui puissent gouverner l'Algérie. Mm. Birman et Jules Cambon y ont réussi. D'autre part, un parlementaire M. Albert Grévy n'y a pas réussi, M. Abel encore moins. L'autorité tient à l'homme, non à la fonction, et le mandat parlementaire amoindrit quelquefois les qualités personnelles.

Il faut tenir compte aussi des électeurs du parlementaire chargé de mission, qui avaient le droit de se voir représenter par lui au parlement.

Enfin le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif doivent être indépendants l'un de l'autre. Grâce aux missions, le Gouvernement peut s'attacher certains parlementaires, ou éloigner d'autres.

Aucune considération personnelle ne pourra faire changer à M. Duplantier le vote qu'il a émis la semaine précédente. M. Gouju faisait partie de l'ancienne minorité de la commission, il reste fidèle à son premier vote; au surplus, le Gouvernement a deux moyens de tourner la difficulté: il lui suffirait de laisser s'écouler vingt quatre heures entre l'expiration de la mission et son renouvellement.

M. Lauraire et Duplantier estiment que ce moyen ne serait ni correct, ni même possible.

M. Gouju ajoute que le Gouvernement pourrait nommer un parlementaire sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur pour l'Algérie.

M. Gouju ne fait pas partie du même groupe politique que M. Steeg, mais il a conservé le meilleur souvenir du temps où, en 1921, M. Steeg a présidé la commission d'administration générale, départementale et communale.

Les électeurs savent bien que le mandat de l'élu est susceptible d'extensions, il faut abroger le texte de la loi de 1878 en ce qui concerne l'interdiction du renouvellement des mandats de six mois: son maintien n'est que du byzantinisme.

M. Savary juge fâcheux qu'une question aussi grave soit réduite à des considérations personnelles. Il apprécie le talent et le caractère de M. Steeg, mais il ne se rend pas aux raisons données par les ministres, ne les estimant pas péremptoires. L'indépendance du parlementaire est

une considération qui a peut être vieilli, mais c'est la première qualité d'un parlementaire. On ne peut soutenir qu'un fonctionnaire soit pleinement indépendant. S'il y en avait une douzaine dans chaque chambre, il en pourrait résulter des effets fâcheux dans des circonstances politiques graves. Un bon gouverneur - ont dit les deux ministres - ne peut triompher, aux colonies et en Algérie, de certaines difficultés que s'il a l'autorité du parlementaire. M. Savary n'en croit rien, la valeur de l'homme est seule à considérer. M. Doumer a donné sa démission quand il a été nommé gouverneur général de l'Indo-Chine: l'objection est à retenir.

M. Lauraine a été frappé par les observations des deux ministres et des sénateurs de l'Algérie. L'action de M. Steeg a été bienfaisante en Algérie. On objecte une question de principe: la loi mentirait à son titre avec l'amendement proposé. Mais la loi n'aura pas d'effet rétroactif pour ceux qui font partie d'un conseil d'administration. Quand le Gouvernement a nommé M. Steeg gouverneur général de l'Algérie, il ne pensait pas qu'il devrait lui retirer ces fonctions six mois après. M. Lauraine demande qu'on introduise dans la loi, pour le gouvernement général de l'Algérie, une disposition analogue à

celle qui vise les conseils d'administration.
L'ingéniosité juridique de M. Pères pourra
trouver une formule en ce sens, pour
l'utilité générale du pays, en faveur de ceux
qui, actuellement, sont chargés de missions.

M. Pères objecte qu'il faudrait alors
supprimer la disposition transitoire du late.

M. Lauraine explique que ce n'est pas cela
qu'il demande.

M. Pères répond qu'il faut faire
apparaître que la mesure est prise en
faveur de M. Steeg personnellement, ou
admettre d'autres catégories.

M. Vallier rappelle à la commission qu'il
y a d'autres principes que l'indépendance
du parlementaire et que des tempéraments
sont nécessaires. Si il y a une question
d'intérêt national, de bien public, en
Algérie et en Indo-Chine il y a des
intérêts complexes, des passions, des
conflits entre les colons, les indigènes et les
israélites, des conflits aussi, entre les
indigènes entre eux. Il faut un homme
parlementaire ou non, qui gouverne pendant
un certain temps. Une mission de six mois
est insuffisante, le lien de la métropole
avec les colonies doit être surveillé.

M. Chautemps est partagé entre le
desir de ne pas nuire à l'Algérie et aux
colonies et celui de respecter
l'indépendance du parlementaire. On
pourrait limiter à deux unités
l'exception proposée.

M. Péri demande comment on pourrait, sans un texte, limiter le droit du gouvernement, il serait préférable qu'il en référât au Parlement.

M. le président fait observer que les députés et les sénateurs ont toujours le droit d'interpeller.

M. Péri répond que, depuis quarante ans, on n'a jamais interpellé à ce sujet.

M. le président se range à l'avis de M. Vallier. La pratique des renouvellements de missions tous les six mois est abusive, mais le parti républicain a formellement approuvé cette interprétation de l'article 9. Les télégrammes nombreux envoyés d'Algérie n'ont pas influé sur l'opinion de M. le président, il ne s'agit pas d'une question de personnes. Il est très difficile de gouverner une grande colonie : peu de grands fonctionnaires y ont réussi, même des fonctionnaires remarquables comme Mm. Lutaud et Lépine : il faut des qualités d'ordre gouvernemental et une initiative que les fonctionnaires n'ont pas en France. Si dans le Parlement un homme a ces qualités, il faut le nommer ; les électeurs ne le renommeront pas, s'ils le veulent. Quant au droit de vote au sein du Parlement, il doit être l'objet d'une disposition du règlement de l'assemblée, on peut mettre en congé le parlementaire pour la durée de sa mission. L'amendement des sénateurs de l'Algérie, sans modification du texte, est

mis aux voix:

Pour 13

Contre 4

M. Vallier demande que les petites colonies soient exclues.

M. Guillier fait observer que les petites colonies n'ont pas de gouverneurs généraux.

M. le président prie M. Péri de conserver le rapport.

M. Péri répond qu'il ne peut soutenir une opinion autre que celle qu'il a précédemment défendue.

M. le président ne demande pas à M. Péri de défendre l'amendement des sénateurs de l'Algérie: cet amendement sera soutenu par le président de la commission, le rapporteur votera dans le sens qu'il voudra, sans rien changer à son rapport.

La séance est levée à dix huit heures 20 minutes.

Le président:

P. M. - O. M.

L'un des secrétaires:
E. J. Ferrand

92^e Séance.

Séance du jeudi 6 mars 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à quatorze heures 45.

Sont présents: MM. Boivin-Champeaux, président;
 Penancier et Morand, secrétaires; De Las Cases,
 Gourju, Chautemps, Rabier, Pol Chévalier,
 Lisbonne, Fouilloux, Vallier, Maguier, Péri,
 Jean Richard, Lebert, Lauraine, Savary
 et Guillier.

I

Usurpation
 des titres
 professionnels.

M. Rabier donne lecture de son rapport sur
 la proposition de loi relative à
 l'usurpation des titres professionnels.
 Le rapport est approuvé. M. Rabier est
 autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

II

Propriété
 commerciale.

M. Morand donne lecture de son rapport sur
 la proposition de loi, adoptée par la
 Chambre des députés, relative à la
 propriété commerciale.

Le rapport est approuvé. M. Morand est
 autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

La séance est levée à quinze heures et demie.

Le président:
 d'un des secrétaires:

Ay. Penancier

Le président:
P. M. - Chaut

93^e séance

Séance du mercredi 12 mars 1924

135

Présidence de M. Poullé, vice-président.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Poullé, vice-président, Penancier, secrétaire, Fouilloux, Lavy, Lisbonne, de Montaigne, Jean Richard, Louis Martin, Maguères et Lebert.

Excusés : MM. Bouvin-Champeaux, Gourji, Ratier, Morand, El Chevalier et Fenoux.

I

Mention marginale
du décès.

- M. Lebert donne lecture du rapport de M. Gourji, excusé, sur la proposition de loi de M. Charpentier, tendant à compléter l'article 99 du Code civil par l'inscription du décès en marge de l'acte de naissance de la personne décédée. (Imprimé 84 de 1924 - n° 267 du registre d'ordre).
Le rapport est approuvé - M. Gourji est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

II

Actes de décès aux
armées.

M. Poullé donne lecture de son rapport sur la proposition de loi par lui déposée tendant à modifier l'article 93 du Code civil (déclarations de décès aux armées) (Imprimé 82 de 1924 - n° 266 du registre d'ordre).
Le rapport est approuvé - M. Poullé est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

III

Code de justice
militaire.

M. Poullé expose l'objet du projet de loi portant révision du Code de justice militaire de l'armée de terre (Imprimé 757 de 1923 - n° 247 du registre d'ordre).
Il y a deux ans, une commission fut constituée au ministère de la guerre qui comprenait des parlementaires, MM. René Bernard et Poullé et des généraux : elle avait pour mission de réviser les articles du Code de

justice militaire pour l'armée de terre applicables en temps de paix. Déjà en 1912 le Sénat avait voté, sur le rapport du regrettable M. Flaudin, un projet sur cette question. M. Maginot, ministre de la guerre, chargea la Commission de faire un texte qui pût s'appliquer même au temps de guerre, ce qui était réclamé par les associations de combattants et de mutilés.

C'est sur ces bases que l'accord se fit entre la Commission, l'état-major général de l'armée et le ministre de la guerre.

M. Pouille expose la situation actuelle de la justice militaire : il y a un tribunal par corps d'armée (par région) et le commandant de corps d'armée a tous les pouvoirs : il est à la fois procureur de la République, juge d'instruction, chambre des mises en accusation et procureur général.

M. Pouille rappelle qu'une proposition de loi de M. Louis Martin et de plusieurs de ses collègues a été déposée, tendant à restreindre la compétence des tribunaux militaires (22 juin 1922 - Imprimé 404 de 1922 - N° 181 du registre d'ordre)

L'impression du projet de loi est très défectueuse, il a fallu deux pages d'errata, qui sont distribuées aux membres de la Commission.

Le projet de loi comporte 5 livres et 273 articles.

En temps de paix, les infractions de droit commun seront renvoyées devant les juridictions de droit commun et il en sera ainsi même en temps de guerre dans la zone de l'intérieur. Dans les mêmes circonstances, le tribunal militaire sera présidé par un magistrat.

Le commandant de corps d'armée ne pourra plus signer que l'ordre d'informer, mais non plus l'ordre de mise en jugement.

Si l'y a inculpation de crime, le dossier sera envoyé à la chambre des mises en accusation de droit commun, qui recherchera si la qualification est exacte et qui pourra ordonner un supplément d'information par l'un de ses Conseillers. Sur les trois magistrats de la chambre des mises en accusation il y aura un officier. Il pourra y avoir également pourvoir en cassation. Le général indiquera la date où devra se réunir le tribunal militaire, l'assistance d'un avocat sera indispensable. Dans toutes les affaires, qu'il y ait crime ou délit, il y aura un acte d'accusation, qui sera lu. L'audience se déroulera dans les formes du droit commun du code d'instruction criminelle. Le vote des juges aura lieu au scrutin secret et la décision devra être motivée à peine de nullité.

Les pénalités seront adoucies dans de fortes proportions, les circonstances atténuantes et la surcis seront applicables dans tous les cas, même en temps de guerre. Des peines seront parfois, au contraire, plus sévères pour les officiers.

Pendant la guerre, les condamnations prononcées par les tribunaux militaires ne seront pas déferées à la Cour de Cassation, mais à des juridictions qui jusqu'ici étaient appelées conseils de révision et qui prendront le nom de tribunaux militaires de cassation.

La question la plus délicate était celle de l'organisation de la justice militaire aux armées en temps de guerre. Ici il fallait innover. On ne peut faire intervenir de magistrats civils dans la zone des armées. Le tribunal sera composé de cinq membres au lieu de sept, il sera présidé par un officier de justice militaire ayant au moins le grade de lieutenant-colonel. On prendra, par exemple, un avocat ou un magistrat militaire.

M. Lisbonne signale qu'il faudrait un parallélisme des grades, pour qu'un procureur de la République ne soit pas sous les ordres d'un juge de paix.

M. Pouille est du même avis.

Le tribunal aux armées aura la plénitude de juridiction et il connaîtra même des délits de droit commun.

Sur un point l'Etat major général fut en conflit avec la commission. Il craignait que la discipline ne fût affaiblie si on maintenait dans tous les cas la faculté du recours devant le tribunal militaire de cassation, il demandait que, dans les cas d'extrême urgence, on pût faire des exécutions immédiates. Il y eut alors des protestations au sein de la commission, car, il faut, avant tout, éviter les erreurs judiciaires. Dans les condamnations ordinaires, on renvoyait toujours au front les condamnés qui demandaient à se battre pour racheter leur santé. Mais, quand il s'agit d'une inculpation pouvant entraîner la peine de mort, il faut qu'il y ait toujours une instruction préalable et la possibilité d'un pourvoi en cassation après la condamnation. Enfin, il est nécessaire qu'avant l'exécution l'homme puisse former un recours en grâce. C'est par la voie du téléphone que le recours est demandé, accordé ou rejeté.

M. Maginot, qui avait fait supprimer les cours martiales et les tribunaux spéciaux s'est rangé du côté des membres de la commission qui étaient opposés aux

exécutions immédiates. La parade d'exécution et la dégradation militaire seront supprimées.

Le texte crée deux infractions nouvelles :

1^{re} la mutilation volontaire. Le cas est prévu dans les lois de recrutement, mais, une fois l'homme incorporé, le fait n'était plus puni. On qualifiait alors l'incapacité d'abandon de poste ou de refus d'obéissance ;

2^{de} la signature du "revers" : un officier prisonnier signe, pour être remis en liberté, l'engagement de ne plus reprendre les armes contre l'ennemi. Il y a eu un exemple pendant la dernière guerre : il s'agissait d'un officier de l'active, on n'a pu que lui enlever son grade.

Le texte définit l'abandon de poste et le sens de l'expression : "en présence de l'ennemi".

Les conseils de révision ne pigeaient qu'en droit ; si les formes étaient régulières mais qu'une erreur matérielle manifeste apparaissait, ils ne pouvaient que décider le sursis à l'exécution. D'après le nouveau texte, le tribunal militaire de cassation pourra ordonner que l'affaire soit instruite à nouveau.

Au ministère de la marine, on prépare une révision analogue du code de justice militaire pour l'armée de mer : le rapport est M. Le. Pottevin, conseiller à la cour d'appel de Paris.

M. Lisbonne demande si le projet institue un barreau aux armées.

M. Pouille répond affirmativement : il y aura un corps d'avocats aux armées pris parmi les non combattants, au début de la guerre, et, plus tard, parmi les soldats et les officiers blessés ou mutilés. Ils seront indépendants du commandement. L'idée est de M. Marcel Héran, conseiller municipal de Paris.

M. Lisbonne demande si le texte a réglementé la désignation des juges aux armées.

M. Pouille répond que cette désignation est difficile parce que le tableau se modifie constamment avec les événements de guerre.

La séance est levée à 17 heures quarante m.

Le président :

P. J. M. Chaurand

Un des Secrétaires :

M. Moreau

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à quinze heures et demie.

Sont présents: M. Boivin-Champeaux, président;
Pouille-vice président, Morand, secrétaire,
Grand, de Montaigny, Eccard, Vallier, Rabier,
Pol, Chevalier, Liéboune, Lebert, Richard
et Fouillaud.

Excusés: M. Lebert, Louis Martin, Lemarié,
Duplantier, Ratis, Catalogne, Gouge et
Fernand Cremer.

^I
affaires nouvelles. M. Boivin-Champeaux est désigné comme
rapporteur des articles 50 à 52 inclus (texte de
la Chambre) du projet de loi adopté par la
Chambre des députés, ayant pour objet la
réalisation d'économie, la création de nouvelles
ressources fiscales et diverses mesures d'ordre
financier (Pénalités contre les contribuables fraudeurs)
(n° 271 de registre)

M. Lebert est désigné comme rapporteur
pour avis du projet de loi portant modification
de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.

^{II}
Juridictions prud'homales. M. de Montaigny donne lecture de son
rapport sur le projet de loi relatif
en Alsace-Lorraine. aux mandataires devant les juridictions
prud'homales en Alsace-Lorraine -
le rapport est approuvé. M. de
Montaigny est autorisé à le déposer au
bureau du Sénat.

III
Tribunaux de
Blida et de
Mascara

M. Grand donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifié par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des députés, relatif aux tribunaux de Blida et de Mascara (n° 152 du registre). Le rapport est approuvé - M. Grand est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

IV
Fonds de garantie
au profit des victimes
d'accidents causés
par les automobiles.

M. le président donne la parole à M. André Honnorat, Sénateur, auteur d'une proposition de loi ayant pour objet de constituer un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles. (n° 217 du registre). M. Honnorat expose que le propriétaire de l'automobile est responsable du mauvais choix qu'il a fait d'un chauffeur imprudent ou maladroit: il faut qu'il ait un intérêt pécuniaire à éliminer les mauvais chauffeurs. L'assuré doit, en cas d'accident causé par son automobile, supporter personnellement une partie de l'indemnité à verser à la victime. Le fonds de garantie constitué par 5% de toutes les indemnités payées par les compagnies d'assurances deviendra rapidement beaucoup trop riche. Provisoirement, la proposition de loi ne s'étend pas aux accidents causés par les voitures hippomobiles et les bicyclettes, mais, lorsque l'expérience sera acquise, on étendra le système même à ces accidents. On garantira toutes les victimes contre les

accidents causés par tous les véhicules qui circulent sur les routes. Actuellement, lorsqu'un père de famille est tué par une automobile, il peut arriver que ses enfants tombent à la charge de l'assistance publique, à la charge des budgets locaux et de celui de l'Etat. Si l'on suppose deux victimes d'automobiles, l'une est un garçon livreur, l'autre un simple particulier: le premier est garanti par la loi de 1898 à la fois contre l'insolvabilité de l'auteur de l'accident et contre l'insolvabilité de son employeur; l'autre n'a aucune garantie.

M. Honnorat a déposé une seconde proposition de loi complémentaire de celle-ci et qui tend à l'élargissement des routes pour les besoins de l'avenir: elle aurait pour résultat de modifier les alignements.

Les propriétaires d'automobiles ne sont pas tous solvables, notamment les "patacheurs" qui ne seraient pas en mesure d'indemniser les enfants de leur victime. Si celui-ci est, par exemple, un ingénieur gagnant 50 ou 60 000 fr. par an.

On pourrait rendre l'assurance obligatoire, mais jusqu'à quel chiffre d'indemnité éventuelle? Le maximum de l'indemnité convenue peut être dépassé par un seul accident.

Le ministre des finances soulève des objections que n'admet pas l'auteur de la proposition de loi: toute idée neuve est mal accueillie dans les administrations. La proposition aurait pour effet de diminuer les charges du budget de l'Etat. Les compagnies d'assurances ne subiraient aucun préjudice, puisqu'elles paieraient

95% à la victime et 5% à une caisse spéciale.
M. le président demande à M. Honnorat s'il a une notion du nombre des victimes d'accidents d'automobiles non indemnisées.

M. Honnorat répond qu'il n'existe aucune statistique là-dessus.

M. le président fait remarquer qu'en Normandie, tout au moins, tous les automobilistes sont assurés et demande à M. Honnorat sur quoi il assie sa conviction que le fonds de garantie sera suffisant pour payer toutes les indemnités qui lui incomberont.

M. Honnorat répond que la proportion des propriétaires d'automobiles non assurés par rapport à l'ensemble de ces automobilistes est très faible. M. Lurien, chef du service des assurances au ministère de la Prévoyance sociale, est d'avis que le fonds de garantie sera amplement suffisant.

M. Grand remarque que plus il y aura d'accidents, plus le fonds de garantie grossira.

M. Honnorat ne le conteste pas, mais, en fait, il y a beaucoup d'accidents causés par les automobiles.

M. Morant demande ce qui se passera lorsqu'il y aura eu un accident dû à une automobile, que l'automobiliste n'aura commis aucune faute et ne sera pas responsable, en conséquence, par application de l'article 1382 du code civil : la victime sera-t-elle alors indemnisée par le fonds de garantie.

M. Honnorat répond par la négative.

M. Morant en conclut qu'il y a là une grande différence avec la loi de 1898, qui indemnise la victime d'un accident du travail, même s'il n'y a aucune faute du patron.

M. Honnorat répond que dans la loi de 1898 il y a deux parties: la responsabilité est forfaitaire et on n'exige pas la preuve de la faute. Ici, au contraire, le chiffre de l'indemnité n'est pas établi par un forfait, la loi de 1898 n'est invoquée que pour la constitution du fonds de garantie.

M. Morant en conclut qu'on poursuit un but pécuniaire, mais qu'il n'y aura aucun changement des principes.

M. Honnorat en convient: sa proposition de loi est motivée par ce fait que le danger pour les usagers de la route augmente de jour en jour.

M. le président signale que la loi de 1898 assure à l'ouvrier une indemnité dans tous les cas: le fonds de garantie est alimenté par l'ensemble des patrons. Ici, au contraire, on se demande quel lien il y a entre les gens qui vont alimenter le fonds de garantie et ceux qui en profiteront.

M. Honnorat répond que ceux qui alimenteront le fonds de garantie sont les automobilistes qui font de la route un usage dangereux pour autrui et que ceux qui en profiteront seront les usagers de la route en péril du fait des automobilistes imprudents.

M. Morant ajoute qu'il faut, en outre, que ces automobilistes soient assurés.

M. Honnorat rappelle que, sur la proposition, une loi de 1917 a créé un nouveau fonds de garantie pour les mutilés de guerre susceptibles après leur réforme d'être victimes d'un accident du travail. Ce fonds de garantie évite le paiement d'une surprime d'assurances et, ainsi, le mutilé n'est pas défavorisé sur le marché du travail.

M. Poulle demande s'il sera nécessaire qu'il y ait eu un jugement établissant la responsabilité et ce qui se passera si une transaction est intervenue.

M. Honnorat répond qu'un jugement ne sera pas nécessaire: l'assurance ne paiera que 95% de l'indemnité.

M. Poulle reprend l'exemple donné par M. Honnorat: il y a des patrons insolvable, hors d'état d'indemniser la famille des victimes écrasées par leur tacot; ceux-ci n'auront aucun intérêt à s'assurer.

Il faudrait pour le fonds de garantie une taxe pesant obligatoirement sur tous les automobilistes. La proposition de loi, dont le principe est juste, devrait prendre une autre forme.

M. Honnorat rappelle que la loi de 1898 ne rend pas l'assurance obligatoire: le patron peut être son propre assureur.

M. Grand demande ce qui se produira si l'automobiliste prend la fuite après avoir causé l'accident.

M. Honnorat répond qu'il n'y a rien dérogé à la législation actuelle.

La victime touchera l'intégralité de l'indemnité qui lui est due, quoi qu'il arrive.
M. le président demande si le système proposé s'appliquerait aux contrats en cours, ce qui en changerait la nature.

M. Honnorat répond qu'il n'y aurait aucun changement, puisque la compagnie d'assurances paierait toujours la même somme: il y aura, en sus, une pénalité à la charge de l'auteur de l'accident.

M. Morand n'est pas de cet avis: Le contrat ne produira plus ses effets à l'égard de l'assuré, qui ne sera plus couvert que jusqu'à concurrence de 95%.

M. Honnorat répond qu'ainsi les automobilistes seront rendus plus prudents. Il y a une raison de sécurité publique qui exige que l'auteur de l'accident ne soit pas totalement couvert contre les conséquences pécuniaires de cet accident. Cette loi n'aura pas d'effet rétroactif, elle n'opérera que pour les accidents postérieurs à sa promulgation.

M. Pouille rappelle que la loi de 1898 annulait toutes les polices d'assurances antérieures.

M. Honnorat répond que, lors des travaux préparatoires de la loi de 1898, on ne savait pas quelles charges incomberaient au fonds de garantie: en fait, elles ont été moindres qu'on ne l'avait prévu. On en a établi la contribution, au hasard.

Il en a été de même pour le fonds de garantie des mutilés établi par la loi de 1917.

M. le président promet à M. Honnorat que M. Simien, directeur du service des assurances au ministère de la Prévoyance sociale, sera entendu par la commission sur cette affaire sans une séance ultérieure.

(M. Honnorat prend congé de la commission).

M. Vallier craint que la constitution du fonds de garantie ne soit un encouragement pour les insolvable.
M. Pouille ajoute que, tantôt qu'en vertu de la loi de 1898 la compagnie d'assurances a une rente à payer, ici il s'agit du paiement d'un capital.

M. le président estime qu'il n'y a pas une charge sociale nécessitant l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles par la collectivité, à défaut d'indemnisation par les auteurs des accidents.

M. Rabier ne partage pas cette opinion : la collectivité doit garantir la sécurité de la circulation sur les routes publiques.

M. Morant objecte que, si l'on entrerait dans cette voie, il faudrait indemniser les passants de tous les accidents qui peuvent leur survenir, indépendamment même de ceux qui sont causés par les véhicules.

V
Conseil de
guerre.

La commission aborde l'examen des articles du projet de loi portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre (n° 247 du registre).

M. Pouille explique que la prévôté n'existe qu'en temps de guerre et aux armées.

L'article 1^{er} ne fait que modifier la terminologie et il maintient la plénitude de juridiction pénale pour les tribunaux militaires aux armées, en temps de guerre. En temps de paix, les tribunaux militaires ne jugeront que les délits militaires : pour le reste on se rapproche le plus possible du droit commun.

(Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés).
à l'article 3, on ajoute : "4^e Les prisonniers de guerre", car il peut y avoir encore des prisonniers de guerre même après la signature et la ratification du traité de paix.

(Les articles 3 à 9 inclus sont adoptés).
M. Pol Chevalier, à l'article 10, estime que cinq juges suffiraient, que la présidence du conseil devrait être attribuée à un militaire et que la minorité de faveur devrait être maintenue.

Par 4 voix contre 3 la commission décide que le président sera un magistrat non militaire -

Par 5 voix contre 1 elle décide que le tribunal militaire comprendra 7 juges.

M. Poule est hostile à l'introduction d'un simple soldat dans la composition du conseil, parce qu'il serait influencé par la présence des gradés et manifesterait une sévérité excessive.

(La commission est du même avis, à l'unanimité.)

M. le président demande s'il y a des tableaux de juges militaires bien établis.

M. Poulle répond qu'il en existe en temps de paix, mais non en temps de guerre, ce qui est regrettable, parce que, malgré les difficultés résultant des déplacements d'officiers, on pourrait même en temps de guerre, établir un tableau des juges militaires, ce qui constituerait une garantie sérieuse pour les accusés.

M. Morand partage cette manière de voir.

M. Poulle ajoute qu'en temps de paix le tableau des juges militaires est affiché dans les greffes et que sa non observation est une cause de nullité.

M. Lebert estime que le tirage au sort des juges militaires donnerait encore plus de garanties aux accusés.

M. Poulle répond qu'actuellement c'est par le rang d'ancienneté que les juges militaires sont désignés.

(L'article 10 est adopté - la suite de l'examen des articles est renvoyé à une séance ultérieure).

La séance est levée à dix huit heures.

Le président:

P. M. - Chuvp

L'un des Secrétaires:

M. Harcel

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à quinze heures 45.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président ;
Pouille, vice-président ; Morand, secrétaire ;
Jean Richard, Laurain, Pol Chevalier, Duplantier,
Rabier, Eccard, Georgin, Chautemps, Lisbonne,
Massabuau et Guillier.

Excusés : MM. Penancier, Fédinand Creinçieux, Ratis
et De Montaigne.

I
affaires
nouvelles

M. Légarne est désigné comme rapporteur du
projet de loi, adopté par la Chambre des députés,
tendant à compléter la loi du 21 mai 1836, en vue
de la répression de certains concours ouverts au
public, notamment par la voie de la presse
(Imprimé 190 de 1924 - n° 273 du registre d'ordre).

M. Boivin-Champeaux est désigné comme rapporteur
du projet de loi, adopté par la Chambre des députés,
tendant à assurer la transmission intégrale de
la propriété agricole en ligne directe.

(Imprimé 189 de 1924 - n° 272 du registre d'ordre)

M. Chastenet est désigné comme rapporteur de la
proposition de loi, adoptée par la Chambre des
députés, tendant à modifier l'article 767 du code
civil, relatif à l'usufruit du conjoint survivant.
(Imprimé 203 de 1924 - n° 275 du registre d'ordre).

M. Vallier est désigné comme rapporteur de la
proposition de loi, adoptée par la Chambre des
députés, tendant à modifier l'article 331 du code

civil relatif à la légitimation des enfants naturels et adultérins (n° 202 de 1924 - Registre d'ordre n° 274)

M. Poulle est désigné comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les articles 419 et 420 du code pénal et d'instituer la déclaration obligatoire des enfants commerciales ou industrielles.

(Imprimé 183 de 1924 - n° 270 du registre d'ordre).

II

Emploi obligatoire
des mutilés.

M. Gourju donne lecture de son avis sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre (n° 239 du registre d'ordre).

M. le président fait remarquer à M. Gourju qu'il n'est pas exact, à son sens, que la commission de législation soit seulement saisie de l'affaire au point de vue juridique. Les vœux des associations de mutilés ne sont pas nécessairement ceux de la France entière et il y a des patrons qui protestent formellement contre la proposition de loi.

M. Gourju déclare qu'au fond il est plutôt hostile à la proposition de loi, mais il demande de quoi la commission estime être saisie pour avis.

M. Rabier répond que la commission est saisie de la question & s'avise si on peut

imposer à un patron un ouvrier dont il ne veut pas : la commission n'a pas à examiner si l'Etat peut se décharger sur les commerçants et industriels d'un emploi aux mutilés qu'il ne peut fournir lui-même.

M. Gouvy déclare qu'il n'y a, en tout, que 9000 mutilés inemployés : les uns sont incapables à tout travail, les autres sont des indésirables.

M. le président observe que la pension allouée aux mutilés est insuffisante pour les faire vivre, et qu'on peut se demander si, dans ces conditions, l'Etat n'a pas le droit d'exiger le concours des patrons pour employer les mutilés auxquels l'Etat ne peut assurer un emploi.

M. Gouvy ajoute que, dans ces conditions, on pourrait obliger les particuliers à prendre des mutilés pour domestiques.

M. Pouille estime qu'il serait grave de formuler un avis défavorable au texte présenté par la commission saisie au fond et de refuser ainsi aux mutilés les ressources indispensables pour les faire vivre.

(La suite de la discussion est renvoyée à une séance ultérieure).

III

Délit de
coalition
commerciale

M. Pouille signale à la commission que, de toutes façons le projet de loi relatif aux articles 419 et 420 du Code pénal devra retourner à la chambre des députés : 1° parce que le titre ne correspond plus au contenu du texte, en raison d'une disjonction qui a été prononcée ; 2° parce que l'article 3

a été placé en dehors du Code pénal au lieu
d'être incorporé dans les articles 419 et
420 du Code pénal.

IV

Introduction de la législation civile en Alsace-Lorraine. M. Eccard donne lecture de son projet de rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. (n° 268 du registre d'ordre - Imprimé 107 de 1924).

M. le président trouve très defectueux le système qui consisterait à introduire en Alsace-Lorraine le Code civil en le modifiant.

M. Lauraine partage cette manière de voir: ou il faut laisser le droit local en Alsace-Lorraine, ou il faut y introduire le Code civil sans modifications.

M. Pouille rappelle qu'à un moment donné le Gouvernement était disposé à introduire par décret tout le Code civil en Alsace-Lorraine.

M. Richard fait cette réserve que la période transitoire ne doit durer que dix ans.

M. Pouille déclare qu'il faudrait dire alors dans le texte actuel qu'au bout de dix ans, automatiquement, la législation civile française s'appliquera en Alsace-Lorraine.

M. Lauraine craint que le projet de loi ne donne aux Alsaciens-Lorrains l'impression que les dérogations à la

législation civile française seront définitives.
M. Eccard rappelle qu'à l'armistice il y avait en Alsace-Lorraine des avocats qui ne savaient pas le français : aujourd'hui tout le monde judiciaire parle le français, il y a eu là un effort considérable dont il faut savoir gré à ceux qui l'ont fait.

M. le président admet qu'on tolère des dérogations pour tout ce qui a le caractère de réglementation mais non pas pour ce qui concerne le fond du droit.

M. Eccard estime qu'en matière de Successions, le droit a un caractère national et qu'on demande là pour l'Alsace-Lorraine non pas du droit allemand, mais du droit français modifié.

M. le président affirme à M. Eccard qu'un tel texte ne pourrait être voté par les deux chambres avant la fin de la législature.

M. Pouille conseille à M. Eccard de faire voter immédiatement par le Sénat le texte déjà voté par la Chambre des députés et de proposer ensuite des modifications. Il aurait mieux valu introduire immédiatement en Alsace-Lorraine presque tout le Code civil français. Aujourd'hui il y a une résistance quand on demande de renoncer aux vieilles habitudes.

M. Eccard insiste sur la nécessité de ménager l'opinion publique en Alsace-Lorraine : la campagne électorale se fait en patois alsacien et les quatre cinquièmes des journaux publiés en Alsace sont en allemand.

M. Jean Richard croit que, si le Sénat adopte le texte déjà voté par la Chambre, il faut renoncer aux modifications.

M. Lauraine suggère que l'on pourrait s'écarter momentanément des modifications en faisant espérer un projet de loi ultérieur.

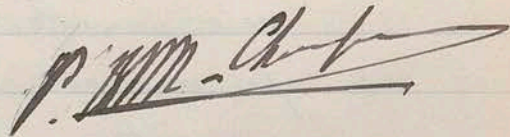
Il y aurait danger à laisser coexister deux textes sans le même sens, mais différemment conçus, l'un applicable à la France et l'autre à l'Alsace Lorraine seulement, il en résulterait des difficultés insolubles.

M. Eccard préfère de toutes les solutions celle qui permettrait d'aboutir le plus vite. (La commission décide de recommander au Sénat le vote du texte adopté par la Chambre des députés - M. Eccard est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à 17^h 45.

Le président:

L'un des secrétaires:
Py. Tenaillon

P. 

96^e séance

Séance du jeudi 27 mars 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à 14^h 30

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président,
Penancier, secrétaire, Eccard, Chastenet, Lisbonne,
Duplantier et Guillier.

Excusés : MM. Poullé, Joseph Loubet et Chautemps.

I

Concours par la voie de la presse. M. Lisbonne donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 21 mai 1836, en vue de la répression de certains concours ouverts au public, notamment par la voie de la presse. (Le rapport est approuvé, M. Lisbonne est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à 15 heures.

Le président :

P. M. Chautemps

L'un des secrétaires :

Ay. Tenancier

97^e SéanceSéance du mardi 1^{er} avril 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à treize heures et demie.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président;
Morand, Secrétaire; Massabian, Gallier,
Gourju et Pél. Chevalier.

I

Emploi obligatoire des mutilés. M. Gourju donne lecture de son avis sur l'emploi obligatoire des mutilés.

L'avis est approuvé; M. Gourju est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

II

Propriété commerciale. La commission examine les amendements sur la propriété commerciale.

A l'article 1^{er}, elle accepte l'amendement n° 8, de MM. Henri Merlin et Penancier; elle rejette les amendements n° 2, 9 et 13 - l'amendement n° 10 se confond avec l'amendement n° 8.

A l'article 4, elle rejette les amendements 6 et rectificatif.

A l'article 8^{bis}, elle rejette l'amendement n° 16, de M. Bergeon.

A l'article 9, elle rejette les amendements n° 3, rectificatif et 12.

A l'article 12 elle rejette les amendements n° 5 et 11; elle accepte l'amendement n° 7.

en en modifiant le libellé.

A l'article 16, elle rejette l'amendement n° 14.

A l'article 17^{bis}, elle constate que l'amendement n° 11 se confond avec le texte proposé par la commission.

M. Massabuan proteste contre le rejet de son amendement n° 9 et contre l'application de la loi à tous les commerçants énumérés à l'article 632 du code de commerce.

La séance est levée à 14^h 30.

Le président :

P. M. - Chauvin

d'un des Secrétaires :

M. Marcou.

98^e séance.

Séance du 2 avril (mercredi) 1924.

Présidence de M. Boivin-Champeaux

La séance est ouverte à quinze heures 15.

Sont présents: MM. Boivin-Champeaux, président; Poule, vice-président; Morand, Secrétaire; Gallier, Chastenet, Péri, Savary, Gourju et Belcherbier.

Sont introduits: MM. Loucheur, ministre du commerce et de l'industrie, — Charneil, directeur du commerce — Heyss, directeur des affaires civiles et du Sceau au ministère de la justice — Chapsal, Sénateur.

I Propriété

Commerciale. La discussion s'ouvre sur l'article 4 de la loi sur la propriété commerciale, renvoyé le matin même à la commission par le Sénat.

M. le ministre appelle l'attention de la commission sur ce fait que, pour se débarrasser d'un petit concurrent, un grand magasin peut installer à sa place un commerçant n'exerçant pas un commerce similaire.

M. Péri demande comment la valeur locative du magasin est augmentée dans ces conditions.

M. le ministre répond qu'acheter l'immeuble même avec porte est plus avantageux pour le grand

commerçant que de laisser s'y établir un commerce similaire. Il faut que le locataire ancien ait une soulte à recevoir en cas de location à un nouveau preneur pour un prix de loyer exagéré.

M. Vallier ajoute que cela suppose que le locataire sortant a donné une plus value au fonds de commerce.

M. le ministre est du même avis.

M. Morant résume l'opinion de m. le ministre : il y aurait, pendant un temps déterminé, répartition de la plus value entre le locataire sortant et le propriétaire selon l'estimation d'experts.

M. le ministre reconnaît que tel est bien son sentiment.

(Mm. Lucheur, Charmeil, Fleys et Chapsal prennent congé de la Commission).

M. Savary demande le maintien du texte de l'article 4 tel que la commission l'avait précédemment arrêté, il estime que c'est le plus important de la loi après l'article 1^{er}.

(le maintien de l'article 4 est décidé à l'unanimité).

M. Morant soumet à la commission un nouvel amendement de m. Brangier.

(cet amendement est repoussé).

II
Légitimation
post nuptias.

M. Vallier donne lecture à la Commission de son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à intervertir les alinéas 2^{et}

3 Le l'article 331 du Code civil pour permettre la légitimation post nuptias des enfants adultérins.

(Le rapport est approuvé - M. Vallier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

III

Usufruit du M. Chastenets donne lecture de son conjoint survivant. rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative à l'usufruit du conjoint survivant.

(Le rapport est approuvé - M. Chastenets est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à seize heures dix minutes.

Le président.

L'un des Secrétaires :

M. Morand

PMM - *[Signature]*

99^e séance

Séance du Samedi 5 avril 1924

Présidence de M. Bouvin - Champeaux.

La séance est ouverte à seize heures 5.

Sont présents : Mm. Bouvin - Champeaux, président,
Penancier et Morant, Secrétaires, Libert, Rabier,
Gardey et Louis Martin.

Excusés : Mm. Ratier, Poulle, Lisbonne, Catalogne, Massabian
et Fouilloux.

I
Meublés.

M. Morant expose l'objet du projet de loi, adopté par
la Chambre des députés, prohibant le changement de
destination des locaux affectés à l'habitation et
réglementant les locations en meuble. (Imprimé 24 de 1924-
n° 258 du registre d'ordre).

La Chancellerie lui a communiqué une statistique d'où
il ressort qu'actuellement il y a à Paris 2000
hôtels de plus qu'en 1918 et 25000 chambres meublées de
plus qu'en 1918, sans compter, bien entendu, celles qui
ne sont pas déclarées et qui doivent être nombreuses.
L'article 1^{er} du projet de loi détermine la sphère
d'application, qui est la même que celle de la loi du
21 mars 1922. La Chancellerie propose d'ajouter aux
mots "en meuble" ceux-ci : "...pensions de famille
ou hôtel". Autrement, on tournerait facilement la loi
(adopté).

La Chancellerie propose aussi, dans l'intérêt des
étudiants, de prohiber la transformation des
locations sédentaires en locations à la journée.
M. Penancier fait remarquer qu'un grand nombre
d'hôtels font les deux locations à la fois :

Les hôtels qui logent des étudiants louent à la journée aux parents qui viennent les voir à Paris.
(la prop^{on} d'addition est rejetée).

M. Penancier fait également remarquer qu'une circulaire récente du garde des Sceaux a essayé d'étendre les prorogations aux locations en garni.

M. Morant demande s'il y a lieu de faire rétroagir la loi au 1^{er} janvier 1922.

M. Lebert n'est pas de cet avis, parce que les locations en garni sont à brève échéance.
(la question est réservée)

Article 2 - M. le président estime que l'amende de 500 à 20.000 francs est excessive.

M. Penancier remarque que l'article 2 ne contient pas de référence à l'article 463 du code pénal.

M. Morant propose l'amende fixée par l'article 15 de la loi du 31 mars 1922 : de 2000 à 10.000 fr.

M. le président demande quelle est la juridiction compétente.

M. Morant répond que c'est le tribunal correctionnel, comme dans la loi de 1922.

M. le président préférerait que cela fût dit expressément.

M. Penancier désirerait qu'il y eût une mise en demeure préalable.

Article 3. - d'unanimité Ses membres de la commission déclare que cet article est rédigé d'une manière incorrecte et à peu près intelligible.

M. Morant demande la suppression des mots

"verbales".

M. le président demande si l'infraction prévue à cet article constitue une contravention.

M. Morand répond affirmativement, et la résistance devient un délit.

Article 4. M. Penancier conteste l'utilité des mots "ministérielle ou..." Le mot "administrative" suffit.

M. Lebert propose l'expression: "appelés pour leur service."

M. Penancier fait remarquer qu'en règle générale le propriétaire n'expulse pas celui qui loue en meublé, mais il demande sa part du profit.

M. Rabier demande si le 3° ne vise pas aussi ceux qui purgent une peine de prison.

Article 5. M. Morand fait connaître à la Commission que la Chancellerie estime trop rigoureux la limitation à 10%. Elle envisage une augmentation fondée sur trois éléments: 1° - le prix du loyer - 2°: la valeur des meubles - 3° la valeur des prestations diverses.

M. Lebert demande qui en bénéficiera.

M. Morand répond que c'est celui qui loue en meublé.

M. Penancier signale que l'immense majorité des hôtels et des meublés ne sera pas réglementée, il n'y aura illécéité que pour un petit nombre. Les gens qui sous-louent une chambre de leur appartement seront dans une moins bonne situation que les tenanciers d'hôtels, et ils seront

menacés de prison.

M. le président se demande comment on pourra déterminer la valeur d'une chambre dans un grand appartement.

M. Penancier n'admet pas le principe d'une limitation qui s'imposerait aux loueurs les plus intéressants.

(La commission supprime l'article 5 et le dernier alinéa de l'article 4).

Article 6. M. Penancier fait remarquer que cet article ne s'applique qu'aux personnes énumérées à l'article 4.

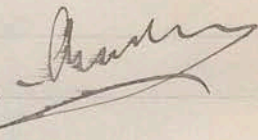
La commission décide qu'elle entendra dans une séance ultérieure la lecture du rapport de M. Morand.

La séance est levée à six heures et demie.

Un des Secrétaires:

M. Morand

le président:

PMM 

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La Séance est ouverte à seize heures et demie.

Sont présents : M. Boivin-Champeaux, président; Poule, vice-président; Morand, secrétaire; Pol Chevalier, Lebert, Lisbonne, Vallier et Duplantier.

I Privilège du Trésor.

M. le président donne audience à M. le directeur général de la comptabilité publique au ministère des Finances, au sujet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter et de modifier la loi du 10 août 1892, relative à l'exercice du privilège du Trésor sur les immeubles, fonds de commerce, navires de mer et bâtiments fluviaux pour le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre. de rapport n° 272, fait par M. Milan au nom de la commission des finances, a été distribué le 8 avril 1924. La commission de législation civile et criminelle est saisie pour avis. (n° 264 du registre d'ordre).

M. le directeur signale que la commission des finances du Sénat a modifié l'article 14 du texte adopté par la Chambre des députés.

M. Morand fait observer que l'affaire n'est pas à l'ordre du jour de la commission, qu'elle n'est pas portée sur la convocation et que M. Guillier, le rapporteur, est absent.

M. le président rappelle que toute la question portait sur les prêteurs de bonne foi. Aujourd'hui on veut faire revenir le Sénat sur une opinion qu'il a précédemment émise. La commission de législation ne peut, dans ces conditions, donner un avis au préalable: l'affaire sera étudiée au mois de juin.

M. le directeur craint que, si l'on introduit le mot "prêteurs", le texte ne devienne inopérant. Il faut envisager la situation des prêteurs qui, eux, ont été, de bonne foi, subrogés aux droits du Trésor.

M. le président a reçu diverses protestations contre le texte de la commission des finances, notamment des notaires.

M. le directeur insiste, car les receveurs des douanes vont pâtir si le Sénat ne vote pas le nouveau tarif d'après lequel ils pourraient toucher des droits plus élevés.

M. le président répond que, si l'affaire ne soulèverait aucune difficulté, on passerait outre aux exigences de la procédure parlementaire, mais il n'en est pas ainsi. La commission des finances a reçu le projet de loi il y a quatre mois, le ministère des finances aurait pu lui demander de déposer plus tôt son rapport.

M. Pouille ajoute que les notaires sont émus parce que leur responsabilité est engagée.

M. le directeur répond que, si le Sénat ne vote pas la loi, la responsabilité des

notaires sera quant même engagée, en sens inverse et qu'il y aura à cette situation des inconvénients graves.

M. le président promet à M. le Directeur de s'occuper lui-même de cet avis et de faire en sorte qu'il soit déposé dans les premiers jours de juin.

(M. le Directeur prend congé de la Commission.)

II

Recrutement des juges de paix. M. Poulle donne lecture de son rapport sur la proposition

de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 19 de la loi du 12 juillet 1905, modifiée par la loi du 14 juin 1918, concernant le recrutement des juges de paix,

Le rapport est approuvé - M. Poulle est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

III

Incompatibilité du mandat parlementaire.

M. Poulle expose à la commission les incidents de séance à la suite desquels la proposition de loi de M. Gaudin de Villaine sur l'incompatibilité du mandat parlementaire a été renvoyé par le Sénat à la commission. La commission décide de reprendre l'examen de cette proposition de loi dans une séance ultérieure.

La séance est levée à 16 heures 45.

Le président:

L'un des Secrétaires:

M. Morand.

[Signature]

Séance du jeudi 5 juin 1924

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à quatorze heures 15.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président,
 Poulle, vice-président, Penancier, Secrétaire,
 Richard, Lemarié, Gourju, Pères, Eccard,
 Catalogne, Gerbe et Gardey.

I
affaires nouvelles.

M. Chauteemps est désigné comme
 rapporteur de la proposition de loi tendant
 à réprimer l'envoi de lettres anonymes.
 (Imprimé 438 de 1924 - n° 281 du registre d'ordre).

M. Gerbe est désigné comme rapporteur
 de la proposition de loi relative à la
 compétence des prud'hommes (Imprimé 423 de 1924 -
 n° 279 du registre d'ordre).

M. Gardey est désigné comme rapporteur de
 la proposition de loi de M. Louis Martin,
 tendant à modifier l'article 331 du Code pénal
 et à élever de 13 à 15 ans l'âge de
 protection de l'enfance contre les attentats à
 la pudeur commis sans violence. (Imprimé 288
 de 1924 - n° 277 du registre d'ordre).

M. Lisbonne est désigné comme rapporteur
 du projet de loi, adopté par le Sénat et
 modifié par la Chambre des députés, relatif à
 la nationalité (Imprimé 489 de 1924 - n° 528 du
 registre d'ordre).

II
Célébration de la
centième séance
de la Commission.

Pour commémorer la centième séance de la commission, M. Guillaume Poulle, vice-président, remet à M. le président un dessin symbolique de M. Nelson Dias, représentant la défense du bon droit. Il remercie M. le président au nom de la Commission, du dévouement dont il n'a cessé de faire preuve depuis la constitution de la Commission (janvier 1921).

M. le président remercie M. Poulle de l'expression des sentiments de la commission et la commission elle-même de sa constante et active collaboration. Il propose à la commission d'envoyer à M. Nelson Dias une lettre de remerciements et de félicitations (adopté).

M. Guillaume Poulle propose de reproduire le dessin de M. Nelson Dias en carte postale illustrée, pour le distribuer aux membres de la Commission et au dessinateur. (adopté).

III
Démission
de M. Savary.

M. le président exprime les regrets qu'éprouve la commission de la démission de M. Savary, dont il fait l'éloge.

M. Penancier ajoute qu'une démarche a été faite auprès de M. Savary pour le faire revenir sur sa détermination.

IV
Tribunaux de
Grasse etc..

M. le président donne lecture d'une lettre de M. Fleys, Directeur des affaires civiles, par laquelle celui-ci prie la Commission de reprendre l'étude des chambres et sièges de juges à instituer dans les tribunaux de Salencienney.

Torquilles, Grass et Le Maré.
la commission décide d'attendre, pour prendre une
résolution, l'avis du futur garde des sceaux.

V
Recèlement de Senat, dans la séance du jeudi 10 avril
des Criminels. 1924, a renvoyé à l'étude de la Commission
de législation civile et criminelle une motion du
7^e Bureau (formation de janvier 1923) relative
au recèlement des criminels (n^o 280 du registre
d'ordre).

la commission décide d'envoyer une lettre à
M^{le} le Garde des Sceaux pour que celui-ci
la saisisse d'un projet de loi et d'un texte
précis.

la séance est levée à quinze heures.

d'un des Secrétaires,

M. Morand

Le président
P. B. M. Champey

Présidence de M. Bouin-Champeaux.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Bouin-Champeaux, président ;
Poullé, vice-président ; Morand, secrétaire ;
demarié, Vallier, Gardey, Guillier, Rabier,
Péris, grand et Eccard.

Excusés : MM. Ratier, Penancier, Lisbonne
et Fernand Crémieux.

I

Frais en matière

Criminelle (alsace-Lorraine)

M. Eccard donne lecture de son rapport

sur le projet de loi, adopté par la Chambre
des députés, portant ratification du décret du 20
octobre 1924, introduisant dans les départements du
Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la législation
française sur les frais en matière criminelle.

(Le rapport est approuvé - M. Eccard est autorisé à
le déposer sur le bureau du Sénat).

II

Incompatibilités
parlementaires

M. Poullé rappelle ce qui s'est passé dans les séances du
Sénat du 26 ^{mars} ~~février~~ et du 9 avril 1924 au sujet de
la proposition de loi de M. Gaudin de Villaine sur
l'incompatibilité du mandat législatif avec
l'administration ou la direction de sociétés anonymes.
(n° 154 du registre d'ordre).

La première délibération avait eu lieu sans incident.
Les sénateurs de l'Algérie demandèrent qu'une
exception fût introduite dans le texte en faveur des
gouverneurs généraux de l'Algérie et des grandes
colonies. La commission accueillit favorablement

cette demande. M. Gaudin de Villaine demande l'inscription de la proposition de loi, en 2^e délibération, à l'ordre du jour du Sénat. Le jour là, le rapporteur et le président de la commission de législation n'étaient pas présents à la séance du Sénat; M. Poullé, vice-président, représentait la commission. On admit sans difficulté les deux premiers articles. M. Coignet souleva des objections sur le premier alinéa de l'article 3, à propos des mots "... ayant avec l'Etat des contrats permanents ...". Le Sénat vota la suppression du premier alinéa et sur l'intervention de M. Poullé l'ensemble de l'article 3 fut renvoyé à la commission. Puis le Sénat repoussa l'article 4 et l'ensemble de la loi fut renvoyé à la commission.

Cela étant, la commission peut-elle dorénavant reprendre ou ~~se~~ non les dispositions de son article 4? M. Gaudin de Villaine demande à nouveau que la proposition de loi soit inscrite à l'ordre du jour du Sénat.

M. Pères se demande si le vote du Sénat repoussant l'article 4 est définitif ou si le renvoi à la commission de l'ensemble de la loi ne remet pas tout en question.

L'article 4 est l'article capital; lui supprimé, la loi n'offre plus d'intérêt.

M. Guillier estime que l'article 4 peut être repris par la commission, en y apportant des modifications de forme. Il cite un précédent relatif à la loi sur le rattachement des fonds de commerce.

M. Gardey ajoute que le vote du Sénat-ci est intervenu sans des conditions d'obscurité indéniables.

M. Morand estime que la plupart de ceux qui ont voté contre l'article 4 désiraient simplement que cet article fût renvoyé à la Commission.

M. Pouille propose qu'aux mots "rémunération fixe" soient substitués les mots "rémunération périodique".

III

Meublés

M. Morand donne lecture de son rapport sur les meublés.

M. Vallier, au sujet de l'article 1^{er}, dit qu'à Grenoble la municipalité a multiplié les hôtels pour faciliter le logement des étrangers lors de l'exposition internationale qui aura lieu l'an prochain.

M. Péri fait remarquer que plus on tarifiera les meublés, plus la spéculation s'exercera.

M. Morand répond que la multiplication des meublés est un obstacle au logement familial.

M. Pouille croit cependant que les gens qui viennent à Paris s'y installer sans leurs meubles ont besoin de trouver des meublés.

M. le Président propose de supprimer tout effet rétroactif à l'article 1^{er}. On craignait, pour les jeux olympiques, une grande affluence d'étrangers, et les jeux olympiques seront terminés le jour où on promulguera la loi sur les meublés.

M. Vallier pense que le plus dangereux c'est l'accaparement de toutes les chambres meublées par 3 ou 4 personnes comme cela se passe à Grenoble depuis l'ans.

(Le rapport de M. Morand est approuvé - M. Morand est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

176
IV

Code de justice
militaire.

M. Poulle reprend l'examen du projet de
loi sur la réforme du Code de justice
militaire. La commission adopte les articles
11 à 22 inclus et 261 à 273 inclus.

La séance est levée à 17 heures 30.

Le président :

d'un des secrétaires :
Cy. Renard

P. M. Champ

103^e Séance

Séance du mercredi 18 juin 1924.

177

Présidence de M. Boulin - Champeaux.

Sont présents : Mm. Boulin - Champeaux, président,
Pouille, vice-président, Lisbonne, Lebert, Helmer
Gourji, Jean Richard, ~~et~~ Grand et Louis Martin.

Excusés : Mm. Morand, Fenoux, Gardey, Caloghe,
Massabuan.

I
Côté de justice
militaire.

La commission poursuit l'examen du projet de
loi portant réforme du Côté de justice militaire.
Elle reprend cet examen à l'article 23.
à la demande de M. Pouille, rapporteur,
la commission supprime le 4^e et dernier
alinéa de l'article 55 et le 2^e alinéa de
l'article 56.

La commission continue l'examen du
projet de loi jusqu'à l'article 68 inclusivement.

La séance, ouverte à seize heures, est levée à
17^h 30.

Le président :

L'un des Secrétaires :

P. Tenaud

P. M. Aubert

Séance du jeudi 19 juin 1924.

Présidence de M. Bouvin-Champeaux.

La séance est ouverte à quatorze heures 30.

Sont présents : MM. Bouvin-Champeaux, président,
 Poullé, vice-président, Gardey, Gourpi, de la Gasse,
 Bôl Chevalier, Vallier, Massabuau, Jean Richard,
 Lauraine et Louis Martin.
 Excusés : MM. Lisbonne, Foulloux, Gerbe et Péri.

I
 Simple police. M. Gardey expose l'objet du projet de loi sur
 la procédure devant les tribunaux de
 Simple police (Imprimé 114 de 1920 - n° 97 du
 registre d'ordre).
 à Genève, à Neuchâtel et dans diverses autres
 villes de Suisse, le paiement est fait par le
 contrevenant aussitôt la contravention constatée.
 On a abandonné le projet d'introduire ce
 système en France, parce qu'on a craint des
 transactions avec les agents. C'est au juge
 à déterminer le montant de l'amende.
 On demande que la décision soit prise d'office,
 d'accord avec le ministère public. Cette
 décision n'est pas obligatoire pour le
 prévenu, qui pourra faire opposition par
 simple lettre ou par déclaration au greffe,
 auquel cas la procédure actuelle s'appliquera.
 L'appel sera également possible, dans les
 cas où la loi l'autorise.

Les procès-verbaux de contraventions
 seraient directement adressés aux

procureur de la République, qui les transmettrait au juge de paix, tandis qu'actuellement les verbalisateurs les envoient au ministère public près le tribunal de simple police.

Cette procédure sommaire serait écartée dans certains cas déterminés. De plus elle ne serait pas introduite dans le département de la Seine parce qu'il y existe une organisation de parquet de simple police.

Il y a beaucoup d'arrondissements où, dès maintenant, les Procureurs de la République se font adresser un double des procès-verbaux dressés par les gendarmes.

D'après le projet de loi, le juge de paix rendrait une simple ordonnance sauf: a) s'il y a des réparations civiles, b) s'il y a des personnes civilement responsables de l'amende, c) si une peine de prison est encourue. L'opposition pourrait se faire dans les dix jours après la notification de l'ordonnance. L'administration des finances serait avisée de la condamnation devenue définitive et percevrait l'amende presque sans frais.

M. Massabuau fait observer que les préfets peuvent saisir le tribunal de simple police par application de l'article 10 du Code d'instruction criminelle et qu'à Paris le préfet de police use de ce droit.

M. Gardey expose que le projet de loi introduirait dans le code d'instruction criminelle de nouveaux articles 139 et 140, à la place de ceux qui ont été abrogés.

M. Poullé objecte que l'exception proposée pour Paris s'impose aussi pour les autres grandes villes: Lyon, Marseille, Bordeaux.

M. Gardey répond que la Chancellerie ne s'est occupée que de Paris.

M. Poullé réplique que les parquets des tribunaux de première instance dans les grandes villes se trouveraient surchargés. A Brest il y a de très nombreuses condamnations pour ivresse.

M. le président se demande si cette dualité de législations en matière pénale n'aurait pas d'inconvénients.

M. Gourju est partisan du système de Genève.

M. Gardey fait connaître à la Commission que le projet de loi a été préparé par un ancien directeur du personnel au ministère de la Justice.

M. Vallier signale que les forains et les voyageurs préféreraient payer tout de suite l'amende, aussitôt la condamnation prononcée, entre les mains du greffier. Comme on attend plusieurs jours, un très grand nombre d'amendes de simple police ne sont pas payées.

M. Gardey répond que le projet de loi a voulu éviter au contrevenant la comparution devant le tribunal.

M. le président fait remarquer que, quand le contrevenant n'habite pas à proximité, il ne se rend pas à la convocation du greffier.

M. Pol Chevalier distingue, dans les contraventions pures et simples, le cas où le contrevenant conteste le procès-verbal et celui où il ne le conteste pas. Le dernier cas est le plus fréquent et pour celui-là le système suisse est le meilleur.

M. Vallier est d'avis que, pour les contraventions contestées, le système

exposé par M. Gardey n'est pas pratique.

M. Pouille fait observer qu'on doit demander l'avis du ministre des finances sur la possibilité de faire encaisser par les gendarmes le montant des amendes.

M. Gardey signale qu'une enquête sur ce point a été faite par le ministère des finances et que le résultat a été défavorable.

M. Pouille ne croit pas qu'on puisse accorder une confiance aveugle à tous les greffiers des justices de paix indistinctement.

M. Pol Chevalier reconnaît que les gendarmes et les agents hésitent parfois à verbaliser à cause des nombreuses écritures qui en sont la conséquence.

M. Pouille attire l'attention de la commission sur ce fait qu'une contravention relevée peut, en réalité, être l'élément d'un délit.

M. Vallier déclare qu'en tous cas, les frais actuellement entraînés par une condamnation en simple police sont excessifs.

M. le président conclut que la question n'est pas encore au point.

(La commission décide de poursuivre l'examen de ce projet de loi dans une séance ultérieure).

La séance est levée à quinze heures 30^{ms}.

L'un des Secrétaires:
Ch. T. Manuël

Le président:
P. M. Am...

192

105^e séance

Séance du mercredi 25 juin 1924

Présidence de M. Bouvin-Champeaux.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Bouvin-Champeaux, président;
Coulle, vice-président, et Jean Richard.
Excusés : MM. Rabier et Catalogne.

Fonds de
garantie
(victimes des
automobiles).

M. Sumien, directeur au ministère du Travail,
est introduit.

M. le président remercie M. Sumien
d'avoir bien voulu se rendre au sein de la
Commission pour fournir ses explications
au sujet de la proposition de loi de
M. Honorat relative à la création d'un
fonds de garantie au profit des victimes
d'accidents causés par les automobiles.
Il lui demande, à propos de l'article 1^{er},
si l'auteur de l'accident est le propriétaire
ou le chauffeur.

M. Sumien répond que c'est le chauffeur, mais
que le propriétaire est civilement responsable;
le chauffeur est ainsi couvert pécuniairement.

M. le président demande, au sujet de l'article 2,
où l'on prendra les sommes nécessaires
pour constituer le fonds de garantie.

M. Sumien répond que ces sommes seront
fournies par les propriétaires d'automobiles.

M. le président conclut qu'en définitive les
solvables paieront pour les insolubles.

Il se demande si l'ordre public exige que tous les gens victimes d'accidents causés par les automobiles soient indemnisés; il n'y a pas là un tiers social comme pour les victimes d'accidents du travail.

M. Sumien estime cependant que l'intérêt général est que les victimes d'accidents d'automobiles soient indemnisées en raison du ^{ris}que que les automobiles leur font courir.

M. le président ne partage pas cette manière de voir et il estime qu'il n'y a aucune analogie entre les deux genres d'accidents. Cependant, l'article 3 constitue un fonds de garantie avec versements obligatoires.

M. Sumien approuve l'idée de faire de l'assureur son propre assureur: il en est ainsi pour la grêle, pour les accidents causés pendant la guerre par les explosifs, pour les accidents administratifs etc... Si le propriétaire de l'automobile est insolvable, le fonds de garantie interviendra.

M. le président résume l'objet de la proposition de loi en énumérant les trois compartiments qu'elle crée: 1° un fonds de réserve; 2° un fonds de garantie; 3° une assurance générale.

M. Sumien cite, comme référence, la loi du 30 décembre 1922 relative à l'alimentation d'un fonds de garantie pour les accidents du travail et un décret du 23 mai 1923.

M. Sumien prend congé de la commission.

M. le président le remercie de ses intéressantes explications.

II Exercice de la médecine.

M. Jean Richard expose l'objet de la proposition de loi de M. Guillaume Poulle, ayant pour objet de compléter le paragraphe 1^{er}, numéro 3, de l'article 37 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine. (Imprimé 801 de 1923 - n° 250 du registre d'ordre). La loi de 1916 interdit la vente des stupéfiants, il s'agit de viser cette loi dans l'énumération faite par la loi de 1892 sur l'exercice de la médecine. M. Poulle déclare qu'il a déposé cette proposition de loi à l'instigation du parquet de la Seine.

Le rapport est approuvé - M. Richard est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

III Code de justice militaire.

La commission poursuit l'examen du projet de loi portant réforme du code de justice militaire.

Les articles 69 et suivants sont adoptés sans modifications.

Au sujet de l'article 93, M. Poulle déclare qu'il ne voit pas la nécessité d'un jugement motivé; les juges militaires acquittent sous l'influence de leur conviction sentimentale.

Au sujet du chapitre VII M. Poulle expose à la commission que les pouvoirs en cassation seront introduits dans le code de justice militaire.

La commission adopte, avec quelques

modifications de rédaction, les articles
suivants jusqu'à l'article 125 inclus.

La séance est levée à 17 heures 30.

le président:

P. M. Aubert

d'un des secrétaires:

Cy. Tenaud

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à 17 heures et demie.

Sont présents : mm. Boivin-Champeaux, président;
Pouille, vice président; Morand, secrétaire, Guillier,
Vallier, Gury, Pol Chevalier, Gardey, Lisbonne
et Rabier.

Excusés : mm. Fernand Creimieux, Penancier,
Duplantier et Chastenet.

I
Affaire nouvelle. M. Pouille est désigné comme rapporteur pour
avis, du projet de loi portant code
disciplinaire et pénal de la marine marchande.
(Imprimé 418 de 1924 - n° 282 du registre d'ordre)

II
Victime des
automobiles. M. Morand donne lecture à la commission
de son rapport sur la proposition de M.
Honnorat relative à la création d'un fonds
de garantie en faveur des victimes
d'accidents causés par les automobiles.
(Imprimé 210 de 1923 - n° 247 du registre
d'ordre).
Le rapport est approuvé - M. Morand est
autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

III
Procédure en
simple police. M. Gardey déclare à la commission
qu'il sera en mesure de poursuivre
la semaine prochaine, mercredi excepté,
la discussion du projet de loi relatif à
la procédure en simple police.

IV
attentats
à la pudeur.

M. Gardey expose l'objet de la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier l'article 331 du Code pénal et à élever de treize à quinze ans l'âge de protection de l'enfance contre les attentats à la pudeur commis sans violence (Imprimé 285 de 1924 - n° 277 du registre d'ordre).

M. le président fait remarquer que le mariage de l'auteur de l'attentat avec la victime rend la peine inapplicable et demande si le mariage, intervenant en cours d'exécution de la peine, met fin à cette exécution.

M. Gardey répond affirmativement.

M. Guilleis fait remarquer qu'il pourra ne plus y avoir besoin de dispense si le crime est révélé alors que la victime a plus de quinze ans; l'article 145 du Code civil ne s'applique plus alors.

M. le président demande la substitution aux mots : "boute poursuite doit exercer..." de ceux-ci : "Aucune poursuite ne peut être exercée ou continuée etc..."

M. Boule dit que, pour obtenir du jury l'acquiescement, l'avocat cherchera à lui annoncer la conclusion prochaine du mariage.

M. Lisbonne pense que, si le mariage est proche, le parquet ne poursuivra pas. Il signale à la commission le cas où une jeune fille de quatorze ans a, successivement et sans violence, des rapports avec plusieurs hommes : un seul d'entre eux

évitera la peine en épousant cette jeune fille, les autres seront condamnés.

M. Poulle affirme que, dans ce cas, le parquet s'abstiendra de poursuivre, en raison de l'immoralité de la victime de l'attentat aux mœurs.

(Le rapport est approuvé - M. Gardey est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

V

Appel incident

M. Guillemin reprend l'étude de la proposition de loi de M. Louis Martin, déjà discutée par la commission dans une précédente séance (Imprimé 361 de 1923 - n° 224 du registre d'ordre), relative à l'appel incident en matière répressive (simple police et tribunal correctionnel). Le prévenu, la partie civile et le procureur de la République ont le droit de faire appel du jugement par une déclaration au greffe, dans les dix jours. Si le condamné forme son appel le dixième jour, à la dernière heure, la partie civile peut l'apprendre trop tard pour interjeter appel à son tour. Jusque là, la partie civile avait accepté le jugement parce que le condamné l'acceptait, lui aussi. M. Louis Martin demande que l'appel de l'un ouvre à l'autre un délai supplémentaire de cinq jours.

M. Rabier demande s'il en sera ainsi même si l'appel est formé d'abord par le procureur général.

Mr. Guillier répond négativement, étant donné que l'appel du Procureur général ne remet pas en question les intérêts civils. Le jugement de première instance dont il n'a pas été fait appel par les intéressés clôt le débat au point de vue civil.

Mr. Poulle signale le cas où, personne n'ayant fait appel dans les dix jours, le Procureur général fait appel à minima en vue de faire tomber la condamnation: la partie civile ne pourra alors rien dire?

Mr. Guillier répond que, même en cas d'acquiescement, les dommages-intérêts restent dus.

Mr. Lisbonne objecte que parfois la partie civile agit sans un intérêt purement moral et ne demande qu'un franc d'amende, elle a alors intérêt à intervenir en appel.

Mr. Pol Chevalier répond qu'il en est ainsi en fait, mais qu'en droit c'est un intérêt matériel qui est allégué.

Mr. Vallier signale l'hypothèse où la Cour d'appel acquitte pour erreur sur la personne: les dommages-intérêts restent-ils dus?

Mr. Guillier répond affirmativement.

Mr. Poulle trouve cette solution fâcheuse: il faudrait profiter de la présente proposition de loi pour y remédier.

Mr. Guillier répond que le condamné, qui est le principal intéressé, aurait dû faire appel.

Mr. Morant demande quel inconvénient il y a à élargir le cadre de la proposition de loi.

M. le président rappelle à la commission qu'il peut en être de même en matière civile : de deux demandeurs l'un peut faire appel, l'autre non et le résultat sera contradictoire.

M. Guillier confirme cette assertion, particulièrement quand la matière est divisible : il peut y avoir son manuel à l'égard de l'un et non à l'égard de l'autre. Le texte a été soumis à la Direction des affaires civiles du ministère de la Justice, qui a écrit à M. Guillier qu'il n'avait ni objections, ni observations à présenter.

(Le rapport est approuvé — M. Guillier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.)

VI

Nationalité. M. Lisbonne rappelle qu'il a été désigné comme rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur la nationalité. (Imprimé n° 489 de 1924 - n° 52 du registre d'ordre). C'est un véritable code de la nationalité.

M. Pol Cherbalier estime que la matière est particulièrement importante et délicate.

M. Lisbonne signale qu'à la Chancellerie on désirerait que ce projet de loi fût rapidement voté par le Sénat : il l'a été sans débat à la Chambre des députés, à la veille de la fin de la législature, devant des bancs vides.

M. le président demande que ce projet ne soit étudié par la

commission qu'à la rentrée d'octobre,
l'ordre du jour de la commission étant
rempli jusqu'aux vacances.
(Il en est ainsi décidé à l'unanimité)

La séance est levée à 18^h 45

Le président:
P. M. Duru

L'un des secrétaires:

M. Morand